|  |
| --- |
|  |

*Analyse de la contribution à l’effort de guerre des Franco-Américains de Manchester (New Hampshire) lors de la Première Guerre mondiale*

Un mémoire de maîtrise soumis à la Division des études supérieures
du Collège militaire royal du Canada

par

Joël Côté

en vue de l'obtention du grade de

maître ès arts

13 janvier 2020

© Le présent mémoire peut être utilisé au ministère de la Défense nationale, mais l'auteur conserve les droits de publication.

**Dédicace**

Aux membres de ma famille pour leur patience et surtout à Abigail qui m’a toujours accompagné lors de mes multiples visites à la bibliothèque.

**Remerciements**

Je tiens à remercier Messieurs Corona et Palardy pour leur contribution lors du dépouillement du journal *L’Avenir National*. Également, Mme Soundouss El Kettani, merci sincèrement pour votre patience et pour vos judicieux conseils. Finalement, M. Jean Lamarre, je vous suis grandement reconnaissant, pour m’avoir permis de découvrir une facette du destin de certains de nos arrière-grands-parents, cette famille si lointaine dont leur souvenir m’était tellement nébuleux qu’il appartenait davantage au mythe qu’à l’histoire.

#### Résumé et « Abstract »

Cette monographie porte sur l’étude du comportement de la communauté franco-américaine de Manchester, New Hampshire, pendant la Première Guerre mondiale. Elle est une analyse de leur contribution générale à l’effort de guerre avant et durant l’implication des États-Unis dans le conflit. Nous avons dépouillé le quotidien local, *L’Avenir National*, afin de définir, dans un premier temps, la structure sociale de cette collectivité, à cette époque, et de déterminer les intérêts de son intelligentsia. Ensuite, l’étude d’articles du journal sert de fondation pour déterminer dans quelle mesure cette communauté s’est engagée pour la cause de l’Entente, à travers les œuvres de bienfaisance, les volontaires pour le service militaire (le Corps expéditionnaire canadien, les forces militaires françaises, la Garde Nationale et les forces expéditionnaires américaines) et les contributions aux emprunts du gouvernement américain pour financer la guerre. Or, cette communauté était grandement impliquée dans la direction politique de la ville et de l’État du New Hampshire. De plus, elle désapprouvait la politique de neutralité du Président Wilson à l’égard des nations belligérantes. D’ailleurs, dès le début du conflit, la communauté franco-américaine prend position en faveur de l’Entente. Pendant la phase active des États-Unis dans le conflit, la ville de Manchester excède toujours les objectifs qui lui sont assignés, soit lors des différentes collectes de fonds de la Croix-Rouge ou lors des campagnes de financement de la guerre du gouvernement américain. Pour l’élite franco-américaine de Manchester, la démonstration du patriotisme de cette communauté était indispensable pour sa survivance et la Grande Guerre fut une opportunité, pour elle, de démontrer clairement aux protagonistes du nativiste que les Franco-Américains pouvaient être à la fois francophones et Américains.

« Abstract »

This monograph examines the behaviour of the Franco-American community in Manchester, New Hampshire, during the First World War. The war contribution of this group has already begun prior to the entry of the United States in the conflict. By reviewing articles from the local daily French newspaper, *L’Avenir National*, we discovered how this society has helped to achieve the strategic aims of its intelligentsia, by supporting the Entente cause through charities, enrolment, either in the Canadian Expeditionary Force, the French Army, the National Guard or the American Forces and contributions to the various American loans to finance war. Indeed, the Franco-American politicians were heavily involved ensuring the town and state participation to the war was outstanding and disapproved President Wilson Neutrality’s policy. During the active phase of the United States in the conflict, Manchester always exceeded their assigned goals to support the war efforts, either during the various fundraisers of the Red Cross or during the war loan campaigns of the American government. For Manchester’s Franco-American elite, the demonstration of patriotism became essential for its survival and the Great War was an opportune situation to clearly demonstrate, to the nativist protagonists, Franco-Americans could be both francophones and Americans.

**Table des matières :**

**Introduction** p. 1

Exposition de la problématique et présentation de l’hypothèse p. 1

Explication de l’approche scientifique p. 3

**Premier chapitre** : Historiographie des principaux thèmes relatifs aux populations franco-américaines de la Nouvelle-Angleterre p. 4

Littérature associée à l’effort de guerre à l’époque de la Première Guerre mondiale p. 6

**Deuxième chapitre** : Situation sociopolitique des Franco-Américains en Nouvelle-Angleterre au début du XXe siècle p. 8

Rétrospective historique des vagues d’émigration canadiennes-françaises lors du XIXe et durant le début du XXe siècle en Nouvelle-Angleterre p. 8

Description de la communauté de Manchester p. 9

Manchester, ses différents quartiers et paroisses, ses organisations de bienfaisance, ses milices locales, ses gardes paroissiales p. 11

Paroisses et écoles franco-américaines p. 12

La Garde Nationale du New Hampshire et les organisations militaires p. 16

Journal *L’Avenir National* p. 18

Les Franco-Américains et la politique p. 20

Élite locale p. 21

Associations fraternelles p. 22

**Troisième chapitre** : Début du conflit et ralliement de la population franco-américaine en faveur de la cause des Alliés p. 25

La neutralité affichée par le président Wilson et entrée en guerre progressive p. 25

Participation et engagement collectif dans le conflit p. 30

Réaction face aux événements majeurs du conflit p.33

Recrutement pour les contingents expéditionnaires canadiens p. 33

Participation et engagement individuels dans le conflit p. 34

La guerre canadienne et le déploiement de la Garde Nationale à la frontière mexicaine p.37

Réactions suivant la déclaration de guerre par les États-Unis **—** avril 1917 p. 40

Démonstrations de patriotisme et de la loyauté des Franco-Américains envers les États-Unis, leur pays d’accueil p. 40

Le 103e Régiment au front p. 46

Organisations et comités d’appui à la guerre p. 48

**Quatrième chapitre** : Comparaison entre les communautés de Manchester et de Woonsocket p. 52

**Conclusion** p. 59

**Bibliographie** p. 60

**Liste des figures et des tableaux** :

**Tableaux**

Tableau 1. Tableau comparatif des populations de Manchester et Woonsocket p.54

Tableau 2. Contribution en militaire selon A. Bélanger p. 56

**Figure**

Figure 1. Carte des paroisses franco-américaines, Manchester 1916 p. 14

Introduction

Malgré l’existence de liens familiaux très étroits et d’une très grande affinité culturelle avec les populations francophones du Canada, les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre ne se comportent pas de la même façon que les Canadiens français pendant le déroulement de la Première Guerre mondiale. Assurément, le contexte géopolitique dans lequel se retrouvent les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre n’est pas le même qu’au Canada. En fait, les États-Unis ne s’impliquent militairement dans le conflit qu’à partir d’avril 1917 alors que le Canada entre en guerre en août 1914.

En dépit d’une volonté très claire exprimée par les Franco-Américains de s’engager activement pendant le conflit, une seule étude traite spécifiquement de la question, soit celle réalisée par Bernard Lemelin qui a produit en 1987 une analyse sur la contribution à l’effort de guerre des Franco-américains de Woonsocket, Rhode Island, pendant la Première Guerre mondiale[[1]](#footnote-2). Cette étude montre que, dès août 1914, les populations franco-américaines ont demandé au président Wilson de mettre fin à la neutralité américaine et d’engager les États-Unis dans le conflit, en faveur de la cause des Alliés. Lemelin indique également que les Franco-Américains ont largement contribué aux différentes œuvres de charité afin d’aider les victimes de la guerre et d’appuyer les familles de la région dont l’un des leurs était déployé outre-mer. De plus, lorsque le Congrès américain déclare officiellement la guerre à l’Allemagne, le 6 avril 1917, les Franco-Américains continuent à appuyer activement les différentes initiatives d’entraide et ils s’enrôlent avec dynamisme pour aider leur pays, en contribuant à l’effort de guerre.

 Notre étude se donne comme objectif d’élargir la compréhension générale du comportement des Franco-Américains, en Nouvelle-Angleterre, lors de la Première Guerre mondiale, en traitant d’une autre communauté franco-américaine, celle de la ville de Manchester au New Hampshire. Nous examinerons de manière précise l’orchestration et les mécanismes employés par les élites franco-américaines afin de mobiliser la population franco-américaine de Manchester. Également, nous allons observer la réaction de la communauté au moment où la guerre est déclarée, puis tout au long de la guerre afin de préciser le comportement des Franco-Américains et de leurs élites. Ainsi, avec cette nouvelle étude en main sur le sujet, nous vérifierons si les conclusions de l’étude de Lemelin s’appliquent également à la ville de Manchester au New Hampshire ou si certaines différences peuvent être décelées.

**Exposition de la problématique et présentation de l’hypothèse**

Nous ne connaissons pas exactement les circonstances qui expliquent pourquoi les études sur la contribution de groupes d’émigrants minoritaires aux efforts de guerres américains sont rares[[2]](#footnote-3). Nous pouvons néanmoins affirmer que l’influence de ces groupes ne semble pas avoir produit d’effets significatifs par rapport à celle du mouvement nativiste qui a reçu une plus grande attention de la part de la population américaine à cette époque. D’ailleurs, après la Première Guerre mondiale, nous constatons un rejet de la diversité culturelle et linguistique dans la législation américaine. Par conséquent, les luttes de ces groupes ethniques pour assurer leur pérennité culturelle sont souvent délaissées par rapport aux principaux thèmes relatifs à l’historiographie américaine du conflit. Certes, les enjeux culturels sont importants pour ces minorités ethniques elles-mêmes, mais ils ne représentent qu’une infime préoccupation comparativement au lobby exercé sur les dirigeants politiques, par la majorité en faveur de l’américanisation à 100 %. Pour les protagonistes du nativisme, cette *double citoyenneté* des nouveaux immigrants est suspecte et génère un doute quant à la loyauté réelle et le patriotisme des membres de ces groupes ethniques d’identités mixtes. Parmi ces groupes d’immigrants minoritaires qui seront grandement affectés par les mesures législatives linguistiques, les émigrants canadiens-français constituent un bon exemple. En 1914, l’assimilation culturelle de la communauté franco-américaine, qui est pourtant bien établie depuis une ou deux générations, se déroule beaucoup plus lentement comparativement à celle d’autres groupes d’immigrants installés aux États-Unis. On remarque que le débat sur la naturalisation des Canadiens français est encore bien vivant au début du conflit mondial. Toute proportion gardée, face aux autres groupes ethniques, la nature temporaire de la migration des travailleurs canadiens-français, due à leur proximité géographique avec leur pays d’origine, rend la population franco-américaine plus difficilement intégrable. Alors que l’élite franco-américaine considère que sa population est désormais américaine, plusieurs Canadiens français refusent de se naturaliser[[3]](#footnote-4). Contrairement aux propos des protagonistes du nativisme, l’intelligentsia franco-américaine croit que les Franco-Américains peuvent être à la fois de bons patriotes et francophones. Toutefois, parce que les Franco-Américains conservent des liens culturels très étroits avec leur pays d’origine, pendant le conflit, les dirigeants américains doutent de leur patriotisme et de leurs intentions réelles. Par conséquent, les Franco-Américains doivent démontrer sans ambiguïté et à l’instar de tous les groupes d’immigrants, leur loyauté envers leur pays d’adoption, mais leurs gestes resteront peu étudiés ou oubliés.

C’est en tenant compte des travaux scientifiques de Lemelin et de notre source première que nous analyserons et comparerons l’attachement, pendant la Grande Guerre, de la communauté franco-américaine de Manchester à sa nation d’adoption. Nous tentons de répondre principalement à la question suivante : quelles sont l’attitude et la contribution des Franco-Américains de Manchester, New Hampshire, à l’effort de guerre pour la cause des Alliés pendant la Première Guerre mondiale ?

En dernier lieu, notre objectif est d’offrir à la communauté scientifique une nouvelle étude qualitative sur le sujet, étude qui accroîtra à la fois nos connaissances sur le comportement des Franco-Américains et qui s’ajoutera à la recherche précédente de Lemelin, à l’époque de la Première Guerre mondiale.

Nous harmonisons notre modèle de recherche avec celui de Lemelin[[4]](#footnote-5). Notre analyse emploie les mêmes critères de recherche afin de déterminer avec certitude si le comportement des Franco-Américains de Manchester, New Hampshire, est semblable ou différent de ceux de Woonsocket, Rhode Island. Éventuellement, notre travail servira à mettre en évidence l’existence ou non de tendances comportementales similaires entre ces deux villes. Nous confirmerons ou infirmerons l’hypothèse d’un comportement caractéristique des différentes communautés franco-américaines de la Nouvelle-Angleterre. À l’instar de Lemelin, par ailleurs, nous croyons qu’une recherche sur toute la population franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre s’avérerait trop ambitieuse pour un projet de maîtrise[[5]](#footnote-6).

**Explication de l’approche scientifique**

 Le quotidien franco-américain de Manchester *L’Avenir National* constitue la source principale de cette étude. Lors de nos recherches préliminaires, nous avons recensé au-delà de 1 300 articles, publiés entre juin 1914 et avril 1920, portant sur le thème de la contribution des Franco-Américains à l’effort de guerre. Ce journal sert de fondation pour évaluer la contribution des Franco-Américains de Manchester à l’effort de guerre. Les résultats obtenus sont ainsi comparés avec d’autres sources, dont notamment le *Guide des Franco-Américains*[[6]](#footnote-7), les statistiques d’enrôlement du 22e Bataillon (canadien-français) révélées par les études de Jean-Pierre Gagnon[[7]](#footnote-8) et les travaux de Lemelin, afin de valider le degré de crédibilité de nos statistiques.

Ainsi, notre approche repose sur l’étude chronologique du comportement et des intérêts des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre en fonction des événements marquants de la Grande Guerre, qui se sont respectivement déroulés aux États-Unis, au Canada ou en Europe. C’est sur les articles de *L’Avenir National* que nous basons notre analyse des événements pour ensuite décrire les effets qu’ils produisent sur la population franco-américaine de Manchester. Ultimement, cette recherche vise à décrire de manière plus précise la contribution et l’appui des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre aux Alliés pendant la Première Guerre mondiale.**Premier chapitre : Historiographie des principaux thèmes relatifs aux populations franco-américaines de la Nouvelle-Angleterre.**

Le phénomène de l’émigration des Canadiens français vers les États-Unis est de plus en plus étudié. Ces études portent principalement sur la mouvance de cette population vers la Nouvelle-Angleterre qui commence avec le début de l’expansion des États-Unis au XIXe siècle[[8]](#footnote-9). Or, on évalue que 325 000 à 327 000 Canadiens français auraient immigré en Nouvelle-Angleterre, entre le commencement de la révolution industrielle aux États-Unis, vers la décennie 1860, jusqu’au début du XXe siècle[[9]](#footnote-10). Nous notons que l’historiographie de l’époque porte sur le thème de la « Survivance » du peuple canadien-français. Elle prend la forme d’une lutte dirigée par l’intelligentsia pour ainsi permettre la perpétuité du fait français en Amérique[[10]](#footnote-11). Comme l’explique Yves Frenette, « l’historiographie franco-américaine était donc engagée, voire utilitaire ; elle visait à former la mémoire collective du groupe, plus spécifiquement à abreuver l’idéologie de la “Survivance” dans un milieu souvent hostile, ce qui intensifiait la fonction d’arme de combat de l’histoire »[[11]](#footnote-12). Ainsi donc, on retrouve des monographies paroissiales, des guides sur les Canadiens français et des écrits idéologiques rédigés à l’époque par des auteurs comme l’abbé Lionel Groulx, l’avocat Hugo Dubuque, l’abbé Thomas-Aimé Chandonnet (1872) et le jésuite Édouard Hamon (1891). Non seulement, ils tiennent tous un discours idéologique apologétique de la cause des immigrants Canadiens français en Nouvelle-Angleterre, mais ils préviennent les lecteurs qui envisageraient de quitter le Canada français, des risques de perdition associés à cette entreprise. En fait, ces migrants se retrouvent dans un environnement hostile, où la menace d’acculturation est réelle. Cette hostilité est ressentie d’une part, parce que les immigrants catholiques et francophones doivent s’intégrer à une société protestante et anglophone qui ne partage pas les mêmes valeurs qu’eux. Elle émane soit d’Américains protestants qui les perçoivent comme un groupe ethnique non désireux de s’intégrer à la société américaine, soit comme des Irlandais, réfractaires à la façon dont ils souhaitent exprimer et vivre leur foi catholique en français. D’autre part, au Canada, même si la révolution industrielle attire de plus en plus de fermiers vers les centres urbains manufacturiers, les élites cléricales dénoncent l’urbanisation. Elles craignent que ce phénomène mène leurs ouailles à la perdition et, conséquemment, à la diminution du pouvoir qu’elles exercent sur elles. Le clergé dénonce les émigrants en les traitant de traîtres à la patrie, d’ivrognes et de dévoyés qui vont aux États-Unis pour perdre leur langue et leur foi. En réalité, on leur reproche de quitter le pays pour obtenir de meilleures conditions de vie matérielle que celles de leurs ancêtres[[12]](#footnote-13). C’est seulement vers la fin du XIXe siècle que le haut clergé au Québec réalise qu’il ne peut rien faire pour contrer l’émigration et il s’affaire, dès lors, à fournir des Églises aux Franco-Américains[[13]](#footnote-14). Effectivement, le clergé change ainsi son fusil d’épaule lorsqu’il réalise que les Canadiens français qui s’installent aux États-Unis recréent des institutions semblables à celles qu’ils avaient quittées et désirent conserver leur langue et leur foi en établissant des paroisses franco-catholiques et des églises où la messe est dite en français. Ainsi donc, les élites cessent de critiquer les migrants et vont plutôt en Nouvelle-Angleterre encadrer les Franco-Américains[[14]](#footnote-15).

Or, au début du XXe siècle, avec les premières et deuxièmes générations d’immigrants qui sont maintenant établies en Nouvelle-Angleterre, l’historiographie relative à l’identité franco-américaine se précise et se multiplie. Bien que le discours idéologique relatif à la Survivance et son aspect combatif du siècle précédent perdurent, le contexte socioculturel, la population et le discours des élites locales sont en pleine mutation. En effet, les Franco-Américains revendiquent désormais une identité propre à eux, plutôt que canadienne-française[[15]](#footnote-16). Selon, Yves Frenette, le discours franco-américain de l’époque s’appropriera des origines françaises « et l’affirmation ethnoculturelle devint tellement forte que les perspectives furent inversées : les héros glorieux de l’aventure française en terre étatsunienne étaient désormais présentés comme Franco-Américains »[[16]](#footnote-17). On présente alors ces héros comme des pionniers franco-américains qui ont contribué au développement des États-Unis et qui méritent tous les honneurs de la patrie. En fait, lors du dépouillement de notre source primaire, nous avons constaté à plusieurs reprises que Lafayette sert de modèle afin d’illustrer la profonde solidarité entre les Franco-Américains et les États-Unis. Ce héros de la révolution américaine est employé comme véhicule idéologique pour inciter la population franco-américaine à contribuer aux différentes activités qui appuieront l’effort de guerre américain pendant le Premier conflit mondial. D’ailleurs, c’est ainsi que la Société historique franco-américaine est fondée en 1899 et elle agit initialement comme organisme de propagation de cette idéologie. Dans les années 1930, des auteurs comme Josaphat Benoit et Robert Rumilly, qui rédige, en 1958, l’*Histoire des Franco-Américains*[[17]](#footnote-18),collaborent avec cette société dans sa lutte pour la survivance du fait francophone.

À partir des années 1960, des études scientifiques viennent enrichir l’historiographie. Elles abondent de part et d’autre de chaque côté de la frontière canado-américaine. Certaines cherchent à démontrer les conditions de vie difficiles et misérables des premiers immigrants franco-américains installés dans la région[[18]](#footnote-19). En 1979, le Collège de l’Assomption fonde l’Institut français sous la direction de Claire Quintal. Cette initiative permet un dialogue entre les tenants de l’idéologie de la survivance et la communauté scientifique[[19]](#footnote-20). Les champs d’études deviennent très diversifiés. Dans un premier temps, la vie des immigrants, qui travaillent dans les villes industrielles du textile de la Nouvelle-Angleterre, est expliquée et reconnue.

 D’autres recherches sociographiques et démographiques portent sur le phénomène de la mouvance des populations du Québec vers les États-Unis, comme leur histoire et les conséquences démographiques et économiques à long terme de leur immigration aux États-Unis[[20]](#footnote-21), tant pour le Canada que pour les États-Unis[[21]](#footnote-22). Pareillement, des études portent sur les relations de travail qui existaient entre les propriétaires des manufactures et les autres groupes ethniques lorsque les travailleurs revendiquent de meilleures conditions d’emploi et de meilleurs salaires. Dans ce champ d’études, on retrouve des chercheurs comme Gerard Brault, Yves Roby, Robert LeBlanc, Jean Lamarre, Pierre Anctil, Yolande Lavoie, François Weil, Ralph Dominic Vicero, Bruno Ramirez, Yves Frenette et Stewart Doty. De plus, Ramirez recueille beaucoup de témoignages sur la vie des travailleurs des manufactures de textile à l’époque de la Première Guerre mondiale. Toutefois, en ce qui concerne les témoignages des populations de Manchester, la plupart des personnes affectées, de loin ou de près, par la Grande Guerre ne mentionnent que brièvement, dans leur témoignage, la participation au conflit d’un ainé, de leur époux ou d’un parent[[22]](#footnote-23).

Finalement, au tournant du XXIe siècle, les recherches portant sur les Franco-Américains diminuent grandement[[23]](#footnote-24). De nos jours, on retrouve une dizaine de chercheurs dont les travaux portent sur l’histoire et l’interprétation de témoignages de Franco-Américains quant à leur séjour en Nouvelle-Angleterre et sur le processus d’acculturation[[24]](#footnote-25). Mark Richard a notamment étudié le phénomène de l’identité franco-américaine au Maine et l’influence des mouvements nativistes en Nouvelle-Angleterre dans les années 1930. D’autres études portent sur l’influence des religieuses et sur le rôle de la femme sur l’évolution des mœurs en Nouvelle-Angleterre, comme les travaux de Magda Fahrni, de Yukari Takai et de Florence Mae Waldron.

**Littérature associée à l’effort de guerre à l’époque de la Première Guerre mondiale**

Quant au sujet de notre recherche, nous constatons qu’il existe seulement deux documents dignes d’intérêt pour notre étude. Dans un premier temps, entre 1921 et 1938, Albert Bélanger publie neuf des douze éditions du *Guide Franco-Américain*[[25]](#footnote-26). D’ailleurs, il édite plusieurs ouvrages sur les Franco-Américains, mais le *Guide Franco-Américain 1921 — Les Franco-Américains et la Guerre mondiale* est l’édition qui est importante pour nous. Ce volume est principalement un registre, par État, des membres de l’intelligentsia franco-américaine. On retrouve la liste des membres du clergé, des hommes de lettres et de divers entrepreneurs de l’époque. L’édition de 1921 nous intéresse particulièrement, car pour chaque paroisse, Bélanger inscrit le nombre de Franco-Américains qui ont participé au conflit. De plus, en annexe, Bélanger inclut une liste nominative des volontaires et leur grade pour chaque communauté franco-américaine. Toutefois, il est difficile pour le chercheur d’évaluer l’authenticité de la méthode de travail et de la cueillette des données employées par Bélanger. Néanmoins, nous savons qu’il écrivait aux différentes paroisses et municipalités afin d’obtenir des informations.

Le deuxième document, nous en avons déjà parlé, est une monographie portant sur la contribution des Franco-Américains de la ville de Woonsocket, Rhode Island, pendant la Première Guerre mondiale. Cet essai est publié par Bernard Lemelin, en 1987, dans le cadre d’un mémoire de maîtrise[[26]](#footnote-27). Sa thèse porte sur l’analyse du comportement patriotique de cette communauté et sur l’étude des commentaires de Gustave Hurel, un émigrant français, l’éditorialiste du journal *La Tribune* de Woonsocket,pendant toute la période du conflit. Pour Lemelin, *La Tribune* a été l’outil principal d’évaluation de la contribution des Franco-Américains aux œuvres de bienfaisance et à l’effort de guerre, tant en volontaires qu’en soutien financier lors des campagnes de financement de la guerre (les emprunts de la guerre du gouvernement américain) et les campagnes de la Croix-Rouge.

**Deuxième chapitre : Situation sociopolitique des Franco-Américains en Nouvelle-Angleterre au début du XXe siècle**

**Rétrospective historique des vagues d’émigration canadiennes-françaises lors du XIXe et durant le début du XXe siècle en Nouvelle-Angleterre**

Dans le contexte global de l’immigration américaine, les Canadiens français qui s’établissent en Nouvelle-Angleterre ne représentent qu’un demi-pour cent du flux migratoire total sur les 22 860 millions de personnes qui se sont établies aux États-Unis, entre 1860 et 1910[[27]](#footnote-28). Ce n’est vraiment qu’après 1865, avec la seconde vague de l’industrialisation aux États-Unis, que les Canadiens français commencent à émigrer en grand nombre et de manière plus permanente vers les centres urbains de la Nouvelle-Angleterre. Préalablement à cette époque, durant la première moitié du XIXe siècle, on parle plutôt de migrations alternantes ou temporaires que d’immigration, car les déplacements des Canadiens français aux États-Unis sont de nature temporaire. À cet effet, l’historien américain Mason Wade qualifie cette phase comme étant « l’âge noir de la Franco-Américanie »[[28]](#footnote-29) où ces immigrants sont dispersés dans l’ensemble des États-Unis et ils sont généralement regroupés en petites collectivités tout au plus d’une centaine de personnes[[29]](#footnote-30). Or, les Canadiens français se retrouvent souvent isolés au sein d’une terre hostile à leur langue et à leur religion et, par conséquent, ils se sentent sans appui moral dans une société où il leur est difficile de s’intégrer. D’ailleurs, ils n’exercent aucune influence sociale ou politique, car ils se considèrent « Canadiens français de passage aux États-Unis »[[30]](#footnote-31). Enfin, ils n’envisagent pas et ils n’ont surtout pas intérêt à devenir citoyens américains, car leur objectif ultime est d’accumuler suffisamment d’argent pour revenir au Canada et soutenir leur famille restée au pays.

Par contraste frappant, la population canadienne-française vivant en Nouvelle-Angleterre passe de 37 420 à 573 000 habitants pendant la seconde moitié du XIXe siècle. Or, c’est la croissance de la demande en main-d’œuvre due à l’industrialisation massive qui cause l’exode des Canadiens français vers les États-Unis. Ces derniers sont majoritairement employés dans le secteur manufacturier du textile en tant que main-d’œuvre non spécialisée. De plus, on estime que la grande majorité des Canadiens français, soit entre 208 000 et 211 000, immigrent en Nouvelle-Angleterre pendant les décennies 1880 et 1890[[31]](#footnote-32). Cette deuxième vague migratoire est beaucoup mieux coordonnée et structurée que les déplacements temporaires précédents qui ont lieu au début du XIXe siècle. Non seulement les gens quittent le Canada pour travailler dans les manufactures de la Nouvelle-Angleterre, mais les besoins de ces travailleurs font en sorte de créer un marché de distribution de services spécifiques aux Canadiens français, qui ne peuvent pas s’exprimer en anglais. Cette structure sociale, appelée soit quartier français, soit ghettos culturels ou Petits Canadas[[32]](#footnote-33), permet à ces immigrants de ne pas se sentir déracinés et de faire de leur séjour aux États-Unis une expérience moins irritante[[33]](#footnote-34). À Manchester, les Franco-Américains se regroupent dans « la paroisse Sainte-Marie, du côté ouest de la rivière Merrimack et la paroisse Saint-Augustin, à proximité du quartier des Irlandais »[[34]](#footnote-35), les paroisses constituaient en soi chacun un Petit Canada. Ainsi, la migration principale des travailleurs manufacturiers a comme effet secondaire d’attirer d’autres gens qui occupent différents types d’emplois manuels souvent dans la même manufacture[[35]](#footnote-36). En fait, certains emplois ne sont pas directement reliés à l’industrie du coton, mais ils sont plutôt associés aux besoins de l’urbanisation des populations. Par exemple, ce mouvement massif de travailleurs occasionne la venue de commis, de professionnels et des membres du clergé qui suivent le flux d’immigrants. Ces deux derniers groupes formeront notamment l’intelligentsia franco-américaine.

En 1900, 573 000 Canadiens français demeurent en Nouvelle-Angleterre et ils étaient répartis dans vingt-huit différentes villes, dont dix étaient des agglomérations comprenant plus de 10 000 Canadiens français. Au début du XXe siècle, l’immigration canadienne-française dans cette région voit son flux ralentir grandement comparativement au siècle précédent. Or, pour cette première décennie, seulement 15 049 immigrants canadiens s’établiront en Nouvelle-Angleterre[[36]](#footnote-37). Gilles Paquet et Wayne Smith ont déterminé par synthèse que 100 000 Canadiens français auraient immigré aux États-Unis entre 1910 et 1920[[37]](#footnote-38). Quant à la population franco-américaine résidant en Nouvelle-Angleterre en 1908, Paquet et Smith évaluent qu’elle se situait à 723 532 habitants[[38]](#footnote-39). Ainsi, la majorité de la population francophone de la région à cette époque est constituée de Franco-Américains issues des descendants des premiers groupes d’immigrants du siècle précédent. Or, au début du XXe siècle, le New Hampshire a une population de 410 938 et on y dénombre 34 200 Canadiens français[[39]](#footnote-40). Quant à la population franco-américaine du New Hampshire en 1910, Paquet et Smith l’estiment à 40 865 habitants[[40]](#footnote-41).

**Description de la communauté de Manchester**

Dès 1837, le développement de la ville de Manchester est coordonné par le conglomérat *Boston Group* dans le but d’établir une ville industrielle où la manufacture de textile Amoskeag Manufaturing Company sera érigée. Le consortium achète tous les droits hydroélectriques de la rivière Merrimack, qui est la principale rivière de l’État du New Hampshire et la deuxième en importance en Nouvelle-Angleterre. À l’époque, le modèle utilisé pour le développement de Manchester est celui de la ville de Lowell, Massachusetts, qui est établie depuis 1817. De plus, lors de la planification de leur projet, le consortium de Boston s’assure d’obtenir le contrôle exclusif de tous les lots industriels de la ville. Par conséquent, jusqu’aux années 1930, aucune entreprise ne peux s’établir dans la ville sans le consentement du *Boston Group* et le développement de la ville de Manchester demeure étroitement associé à celui de l’Amoskeag Manufaturing Company[[41]](#footnote-42).

Grâce à l’établissement de cette entreprise, Manchester devient rapidement la métropole du New Hampshire. Initialement, la manufacture de textile Amoskeag Manufaturing Company, emploie des jeunes filles célibataires des différentes régions rurales de la Nouvelle-Angleterre. Afin de rassurer les parents, la compagnie fournissait un environnement strict et paternel en règlementant les activités au travail et dans les pensions. Par exemple, la gestion de la manufacture renforce la prohibition de consommer de l’alcool. De plus, elle encadre les filles en mandatant leur participation à différentes œuvres de charité et aux services religieux[[42]](#footnote-43). Ensuite, pendant les décennies 1850 et 1860, les immigrants irlandais et leurs familles constituent la main d’œuvre principale de la manufacture, car ils acceptent de travailler à des salaires réduits. Quant aux Allemands, Écossais et Suédois, ils sont présents en moins grand nombre que les Irlandais dans la ville, mais ils constituent la main d’œuvre spécialisée pour la manufacture[[43]](#footnote-44).

À partir de 1870, les Canadiens français se déplacent pour travailler dans la manufacture de Manchester comme main-d’œuvre non spécialisé. Certes, les Canadiens français quittent les régions rurales du Canada-Uni où les conditions de vies sont très difficiles. Ils deviennent un des groupes ethniques prisés par les recruteurs de personnels des manufactures de la Nouvelle-Angleterre, car ils sont considérés comme un groupe ethnique idéal. Compte tenue de la proximité géographique et de la ligne directe de communication ferroviaire entre Montréal et Manchester, les Canadiens français sont reconnus pour être dociles et travaillants. De plus, parce que leurs liens principaux entre eux sont la famille et la langue française, ils refusent de collaborer avec les syndicats et de s’associer à d’autres ethnies. En 1910, les Canadiens français constituent 35 % des 15 000 travailleurs qui travaillent pour l’Amoskeag[[44]](#footnote-45).

Selon le recensement de 1900, Manchester a une population de 56 987 habitants, dont 23 000 sont franco-américains ou canadiens français[[45]](#footnote-46). À la veille de le Grande Guerre, le recensement de 1910, rapporte que la ville compte 70 063 habitants[[46]](#footnote-47) et, en 1920, après le conflit mondial, le recensement compte 78 384 habitants[[47]](#footnote-48). Il n’existe pas de données officielles quant à la population francophone réelle de Manchester après les recensements de 1910, mais il est raisonnable de mentionner qu’elle se situait à 40 % de la population totale de la ville[[48]](#footnote-49), soit environ 28 000 habitants, en 1910, et 31 000 en 1920. Toutefois, selon *L’Avenir National*, en 1916, la population de la ville était d’environ 80 000 résidents. 40 000 d’entre eux étaient franco-américains, 15 000 étaient irlandais et 20 000 étaient de descendance américaine. Parmi les autres groupes ethniques présents dans cette ville, le journal note l’augmentation récente de la population polonaise et grecque et la présence d’une centaine d’Allemands[[49]](#footnote-50).

**Manchester, ses différents quartiers et paroisses, ses organisations de bienfaisance, ses milices locales, ses gardes paroissiales**

Il est primordial de réaliser que le potentiel pour soutenir une guerre, comme la Première Guerre mondiale, réside dans les actifs financiers de ses institutions et des ressources que l’État peut accéder afin de soutenir les armées qu’il lève. Comme nous le verrons plus tard, lorsque le gouvernement américain détermine la quote-part d’une ville, au moment des campagnes d’emprunt, en plus de considérer le nombre total de résidents de la communauté, l’État considère aussi l’actif de ses institutions financières. Cette notion sera importante surtout lors des troisième et quatrième campagnes d’emprunt de la Liberté alors que la population donne des signes de fatigue financières. Donc, au cours de son histoire, Manchester demeure toujours une ville industrielle et prospère. Par exemple, tous les salaires combinés des travailleurs totalisent un revenu de 12 millions de dollars par année[[50]](#footnote-51). D’ailleurs, la ville a toujours été prospère. Ainsi, pendant la Guerre de Sécession, l’Amoskeag *Manufaturing Company* reçoit l’ordre de produire le fusil Springfield (cal .45). Tout au long du conflit, elle fournit 25 000 armes au gouvernement nordiste[[51]](#footnote-52). En 1916, la manufacture de textile Amoskeag, avec ses multiples filatures et ses fabriques de tissus et de coton, est la plus grande manufacture de coton au monde. Comme employeur, elle paie en salaire plus de huit millions de dollars par année[[52]](#footnote-53).

Grâce à la centrale hydroélectrique de la rivière Merrimack, la ville peut distribuer facilement 12 500 Kilowatts d’électricité aux filatures et manufactures de la ville. Cet avantage technologique fait de Manchester un centre industriel d’une importance stratégique pour la Nouvelle-Angleterre et pour les États-Unis. Par exemple, on retrouve à Manchester la *Travelers Shoe Store* qui maintient une de ses trois fabriques de chaussures à Manchester[[53]](#footnote-54), les 1 200 employés de la cordonnerie Hyot qui produisent les souliers *Beacon*[[54]](#footnote-55)*.* Le manufacturier de souliers *McElwain* est le cinquième en importance aux États-Unis et, à lui seul, il emploie 8 000 personnes dans l’une de ses quatre cordonneries. Manchester est aussi reconnue pour sa plus grande manufacture indépendante de production de cigares au monde. Elle rapporte au gouvernement américain 500 000 dollars par année en taxes de tabac. Également, on retrouve la manufacture de brosses à chaussures mécaniques *Felton et Fils* qui détient, à elle seule, 90 % du marché mondial. Manchester compte d’autres manufactures comme celles de papier, de harnais, d’aiguille à tricots et de machine à tricoter. Enfin, on compte une manufacture de bois de construction, qui a un chiffre d’affaires annuel de 1,1 million de dollars, et de bâtons de baseball, où l’on tourne deux millions de bâtons par année[[55]](#footnote-56). Quant à l’état de santé de ses institutions financières, nous pouvons affirmer qu’elles se portent à merveille ; les ressources d’épargnes des banques et les actifs de ses banques et ses compagnies d’assurances sont de 54 millions de dollars[[56]](#footnote-57). En 1914, la ville de Manchester compte cinquante-sept banques qui ont un actif total de 36 millions $ et le solde des comptes des banques dépasse 108 millions $[[57]](#footnote-58). En 1916, l’évaluation foncière des immeubles de la ville totalise 79 000 000 $[[58]](#footnote-59). Or, il est facilement réalisable que Manchester, comme centre industriel et financier, soit très attrayante pour tous ceux qui sont en quête du rêve américain et qu’elle soit grandement sollicitée pour contribuer aux différentes campagnes de financement de la guerre.

Administrativement, la municipalité est constituée de cinq commissions : celle des travaux publics, de l’aqueduc, des répartiteurs des taxes, de la police et celle des services scolaires qui gère le système des écoles publiques. De plus, on y retrouve un département de la santé, pour coordonner l’administration des questions d’hygiène, un service d’incendie de 88 pompiers réguliers et de 108 volontaires, un département d’assistance et des édifices publics, pour ses 11 bâtiments publics, et une bibliothèque municipale[[59]](#footnote-60). Comme métropole, la ville est avantageusement située au carrefour des chemins de fer entre Boston, l’Ouest des États-Unis et Montréal. Elle possède son propre réseau de transport en commun, dont un service de tramway et un service de « char urbain[[60]](#footnote-61) » qui avait transporté plus de onze millions de passagers, en 1915[[61]](#footnote-62). On estime que 14 000 étudiants fréquentent les différentes écoles de la ville, qui comprend l’école secondaire publique, de 800 élèves (école supérieure), les trois écoles privées et les 21 écoles paroissiales. De plus, l’école industrielle de l’État du New Hampshire est installée à Manchester[[62]](#footnote-63).

Entre 1915 et 1916, la Législature de l’État vote pour que la municipalité passe de neuf à treize quartiers. Quant à la population francophone, elle est principalement regroupée dans l’ouest de la ville, plus spécifiquement dans le quartier McGregorville qui couvre la paroisse Sainte-Marie[[63]](#footnote-64).

**Paroisses et écoles franco-américaines**

Le diocèse de Manchester existe depuis 1884 et, en 1916, 65 paroisses de l’état du New Hampshire constituent l’évêché. En 1907, Mgr Georges-Albert Guertin est consacré, à la cathédrale Saint-Joseph. Il est le troisième évêque dans l’histoire du diocèse et le premier Franco-Américain à obtenir un siège épiscopal.

La population catholique de Manchester est de 50 000 âmes[[64]](#footnote-65). Elle est desservie par quatorze paroisses, dont sept paroisses sont franco-américaines. On retrouve les paroisses de Saint-Augustin, Sainte-Marie, Saint-Georges, Saint-Antoine, Sacré Cœur, Saint Edmond de Pinardville et Saint-Jean-Baptiste de Rimmonville[[65]](#footnote-66). Ces paroisses franco-américaines ont à leur actif des propriétés qui totalisent une valeur foncière municipale d’au-delà de 6,5 millions de dollars[[66]](#footnote-67). Elles sont toutes situées très près du centre-ville de Manchester.

La paroisse de Saint-Augustin[[67]](#footnote-68) est la plus ancienne des paroisses franco-américaines de Manchester. Son curé, le Révérend J. A. Chevalier fonde la paroisse, en mai 1871. L’Académie Notre-Dame éduque les enfants de la paroisse, en leur fournissant une éducation bilingue. À l’époque, elle se vante que son enseignement permet à ses diplômés (trois à cinq en moyenne par année) d’obtenir des emplois prisés au sein des bureaux municipaux de la ville ou dans les diverses entreprises de Manchester[[68]](#footnote-69).

Sainte-Marie est la deuxième paroisse franco-américaine à Manchester. Elle se situe du côté ouest de la rivière Merrimack, à proximité de la manufacture principale de la compagnie Amoskeag, et elle se situe au cœur du quartier McGregorville. La paroisse est fondée en 1880, neuf ans après la paroisse Saint-Augustin, par Monsigneur Hévey. Ce dernier contribue à fonder la première caisse populaire de Manchester, en décembre 1908. À en juger par les données statistiques de l’époque, ce quartier subit une croissance économique impressionnante, car après huit ans d’opération, l’actif de la caisse, en 1916, est de 141 000 $. De plus, entre 1900 et 1916, soixante-cinq mariages sont célébrés en moyenne par année, soit un total de 1 051 mariages. Toujours pour cette même période, la population croît de 2 688, car les 5 202 naissances dépassent les 2 514 décès[[69]](#footnote-70). De plus, deux cents élèves fréquentent les écoles paroissiales et, pour les jeunes, le Cercle Sainte-Marie met en place des clubs d’activités sportives et de loisirs, comme le théâtre. Le Cercle est une association sociétaire qui encadre la jeunesse de la paroisse[[70]](#footnote-71). Le Révérend H.C. Davignon dessert la paroisse depuis 1909. Il est son troisième curé et préalablement à sa nomination comme le curé de la paroisse de Sainte-Marie, il était curé à la paroisse de Saint-Georges depuis 1894[[71]](#footnote-72).



Figure 1. Note. Les frontières de chaque paroisse ne sont qu’une représentation approximative et à titre indicatif seulement. Elles sont délimitées en fonction des locations des églises.

Source de la carte. Tamara K. Hareven et Randolph Langenback, *Amoskeag : Life and Work in an American Factory-City*, New York, Pantheon Books 1980, p. xv.

Cette troisième paroisse, celle de Saint-Georges, est issue de l’accroissement de la population de la paroisse Sainte-Marie et ensuite d’un détachement de la paroisse Saint Augustin[[72]](#footnote-73). Elle est localisée à l’est de la rivière Merrimack et au nord de la Paroisse Saint-Augustin. En 1912, quinze ans après la construction de l’église Saint-Georges, la dette de 120 000 $ de la paroisse est complètement remboursée. Son curé, en 1916, est l’abbé T.J.E. Devoy et il est en poste depuis 1914[[73]](#footnote-74).

Originalement la paroisse de Saint-Antoine de Padoue était mixte et elle était fondée afin de rejoindre les populations catholiques qui se déplacent dans les nouveaux ensembles résidentiels de la ville. Elle se situe au sud-est de la paroisse Saint-Augustin. En 1912, elle dessert 552 familles, soit une population de 2 760 âmes. De plus, 650 enfants fréquentent ses écoles, dont environ quatorze étudiants graduent annuellement[[74]](#footnote-75). Depuis 1907, le Révérend L.J.A. Doucet est le curé de la paroisse Saint-Antoine, mais il est établi à Manchester depuis 1895.

La paroisse du Sacré Cœur est fondée en mai 1911 par le Révérend F.X Leclair. Il est un Franco-Américain originaire de Nashua. 440 familles (2 070 âmes) contribuent à fournir les 330 enfants qui fréquentent les écoles paroissiales. La paroisse se situe à l’ouest de la rivière Merrimack et dans la partie sud de la ville[[75]](#footnote-76). L’avant-dernière paroisse est celle de Saint-Edmond de Pinardville et elle est complètement à l’ouest de la ville. Sa première messe est célébrée au jour de Pâques 1912 par son curé, le Révérend, franco-américain, L. Laliberté. Cent enfants fréquentent l’école paroissiale[[76]](#footnote-77). Finalement, la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rimmonville comprend la zone située au nord-ouest de la ville et elle est détachée de la paroisse Sainte-Marie[[77]](#footnote-78). Elle est desservie par un Franco-Américain originaire de Manchester, le Révérend A. J. Leclerc. En août 1915, les trois cents familles (1 500 âmes) de la nouvelle paroisse de Manchester se rassemblent devant leur nouvelle église pour assister à la consécration de leur église par leur évêque. Le mois suivant, l’école paroissiale ouvre ses portes[[78]](#footnote-79). Finalement, les sept paroisses de la communauté catholique franco-américaine de Manchester regorgent de dynamisme. De plus, la présence et l’influence du clergé est omniprésente dans la vie sociale de la population franco-américaine, comme dans les sociétés fraternelles. Cette influence fait douter les autorités américaines quant à l’allégeance réelle de la population pour leur nation, car on craint que l’autorité absolue du Pape vienne qu’à influencer la direction de l’État. Par ailleurs, le haut et bas clergé partagent la même opinion quant à l’appui que l’Église doit fournir pour aider la France et la Belgique dans leur combat. Ils croient tous que l’invasion allemande est injuste et ils ne s’opposent pas à la participation des Franco-Américains comme dans le conflit pour les forces de l’Entente. Or, le dynamisme des paroissiens sera mis à contribution lorsque la communauté franco-américaine sera sollicitée pour appuyer les différentes œuvres de bienfaisance.

**La Garde Nationale du New Hampshire et les organisations militaires**

La Garde Nationale du New Hampshire a un établissement à Manchester situé sur la rue Pleasant[[79]](#footnote-80). Nous y trouvons les états-majors et quatre des sept compagnies du 1er Régiment d’infanterie de la Garde Nationale de l’État, une batterie légère d’artillerie de campagne, un élément du « corps d’hôpital[[80]](#footnote-81) » de Garde Nationale et la fanfare du 1er Régiment. Depuis le 16 juin 1916, le régiment est mobilisé, par l’ordre du Président Wilson, et il est déployé le 10 juillet à Laredo au Texas. Bien que certaines compagnies n’eussent pas un effectif minimum de 65 personnes[[81]](#footnote-82), les effectifs de la compagnie A sont de 102 membres et les autres compagnies de Manchester (B, F, et K) comptent aussi d’autres francophones[[82]](#footnote-83). Après une campagne de recrutement en juin 1916, le journal *L’Avenir National* rapporte que le quart des membres des Gardes Nationales du New Hampshire sont francophones.

Quant à la Brigade des Volontaires franco-américains, elle est une association fraternelle « militaire privée, composée exceptionnellement de Canadiens français [sic[[83]](#footnote-84)], qui comprend des [compagnies] dans pratiquement tous les centres importants de la Nouvelle-Angleterre »[[84]](#footnote-85). Selon *L’Avenir National*, cette brigade, qui est fondée le 12 août 1906 à Fall River, Massachusetts[[85]](#footnote-86), n’est pas entièrement une société à bénéfices comme les sociétés de secours mutuels, mais elle promeut l’appartenance aux valeurs militaires et patriotiques et à « l’attachement aux belles traditions de la race française »[[86]](#footnote-87). Comme société fédérative, la brigade est composée de gardes indépendantes. Or, ces bataillons sont en fait quelques-unes des compagnies de la Garde Nationale de leur État respectif et les gardes sont situées dans les centres urbains de la Nouvelle-Angleterre[[87]](#footnote-88). En 1916, la brigade comptait plus de vingt-trois gardes et elles sont sous le commandement de Rodolphe Boucher, de Manchester, qui occupe également le poste d’officier civil de président général de la brigade[[88]](#footnote-89). Son fils joindra en juin 1917 le Corps du Département du Quartier-maitre lors de la déclaration de guerre américaine[[89]](#footnote-90). Le 3e Régiment et l’état-major de la Brigade des Volontaires franco-américains sont localisés à Manchester et ils comprennent les Gardes Saint-Jean-Baptiste, Champlain, Montcalm, Saint-Georges, Rochambeau de Nashua, les Chevaliers de Lafayette et Saint-Louis[[90]](#footnote-91). Il est toutefois essentiel de distinguer que les membres de la Garde National du New Hampshire n’ont pas la même chaine de commandement que les membres de la Brigade des Volontaires franco-américains. Par exemple, Ubald Hébert et Aimé Génard sont à la fois membres de la Garde Nationale du New Hampshire et de la Brigade des Volontaires franco-américains respectivement comme lieutenant et capitaine et comme chef de brigade et membre de la garde d’honneur Lévis[[91]](#footnote-92).

Les membres des gardes choisissent et élisent leur commandant, leurs officiers, et ainsi que les personnes qui doivent remplir certains postes administratifs à l’unité, en tant que membres civils. De plus, l’uniforme de parade est la seule pièce d’équipement qui est fournie par l’État pour les membres de la Garde Nationale et les membres honoraires de la garde assument les frais pour les autres articles vestimentaires. À cet effet, le Club Joliet de Manchester aide grandement la Garde Lafayette de Manchester en finançant l’achat d’équipement nécessaire pour ses membres[[92]](#footnote-93). Quant à la Garde Lafayette, elle est fondée le 13 juillet 1913. À l’origine, en 1887, elle portait l’appellation Compagnie H du 1er Régiment de la Garde Nationale du New Hampshire. Ensuite, le nom de la compagnie est changé en 1916 pour celui de Compagnie A[[93]](#footnote-94). En fait, les membres de la Garde Lafayette sont tous Franco-Américains et ses membres paradent lors de cérémonies religieuses et de commémorations nationales. De plus, les gardes et la brigade font toujours partie des services protocolaires soit en fournissant la garde d’honneur pour certains événements, soit en faisant partie des démonstrations de patriotisme, comme lors des cérémonies d’ouverture des congrès de l’Union Saint-Jean-Baptiste[[94]](#footnote-95) et de Union générale franco-américaine[[95]](#footnote-96). L’organisation est grandement reconnue pour son haut degré de participation et d’engagement de ses membres. Par exemple, le sergent William Jutras[[96]](#footnote-97) qui deviendra premier lieutenant, est l’un de ses membres qui est grandement apprécié par le groupe. Il mourra de ses blessures au combat, en Europe, le 26 septembre 1918[[97]](#footnote-98).

Chaque année, le 3e Régiment et les Gardes de Manchester choisissent leurs officiers civils en janvier pour ensuite participer au congrès de la brigade en février[[98]](#footnote-99). Pendant ce congrès, les officiers militaires et civils sont choisis pour la brigade. En 1915, Rodolphe Boucher, de Manchester, est élu chef de brigade[[99]](#footnote-100). De plus, le Gouverneur de l’État est toujours invité à prononcer un discours devant les membres de la brigade. En général, ils vantent tous le patriotisme et la loyauté des Franco-Américains. De plus, en 1915, le Gouverneur Walsh du Massachusetts mentionne, dans son discours, qu’il admire l’impact social que la brigade exerce pour la région et pour son dévouement religieux[[100]](#footnote-101).

**Journal *L’Avenir National***

Le principal journal francophone de la ville de Manchester est *L’Avenir National*. Il est fondé, en 1894, par J-Édouard Bernier et ce dernier demeure propriétaire du journal jusqu’en 1925. Il cède la direction du journal à Ernest-A. Bournival qui était l’agent de publicité du journal depuis 1902[[101]](#footnote-102). Initialement publié trois fois par semaine, le journal devient ensuite un quotidien vers 1901[[102]](#footnote-103). Pendant la Première Guerre mondiale, *L’Avenir National* totalise dix à douze pages et couvre généralement cinq à six thèmes qui portent sur les nouvelles internationales et nationales, les informations locales et régionales, les sports, les activités saisonnières et les petites annonces. Selon, le guide des Franco-Américains de 1922, *L’Avenir National* serait le seul journal francophone s’approvisionnant à deux agences de presses en Nouvelle-Angleterre, soit l’*International News Service* et sa rivale l’*United Press Association*[[103]](#footnote-104).

Pour tous les journaux de l’époque, la publicité est prédominante par rapport au contenu du journal, car elle est impérative pour garantir la pérennité du journal. À cet effet, *L’Avenir National* a la caractéristique d’être le seul journal francophone à desservir la totalité du New Hampshire, car, pendant le conflit mondial, il n’existe pas d’autre quotidien francophone dans les autres régions de l’État. Outre l’hebdomadaire *Le* *Canado-Américain* qui est publié à Manchester depuis 1901[[104]](#footnote-105), *L’Avenir National* (1894-1949[[105]](#footnote-106)) a une existence beaucoup plus longue comparativement aux multiples journaux et revues francophones qui sont publiés à Manchester.

Politiquement, le journal clame son indépendance[[106]](#footnote-107). Cependant, préalablement à la déclaration de guerre des États-Unis à l’Allemagne, pendant la Première Guerre mondiale, la rédaction reproche constamment au Président Wilson de ne pas engager la Nation dans le conflit. De plus, Albert Bélanger mentionne, dans l’édition de 1922 du *Guide des Franco-Américains,* que le journal « est plutôt indépendant avec des tendances vers le parti démocrate »[[107]](#footnote-108). Les Franco-Américains votent historiquement en majorité pour les partis républicains aux différents paliers gouvernementaux[[108]](#footnote-109). Or, comme nous le verrons plus tard, en dépit de son aveu de neutralité, le journal s’adapte au cours du temps aux intérêts des élites franco-américaines afin de promouvoir leur cause commune, en tant que groupe ethnique distinct, c’est-à-dire la recherche de la perpétuité de la communauté francophone en Nouvelle-Angleterre et la démonstration de son patriotisme à l’égard de sa Nation. En fait, en lisant *L’Avenir National*, nous pouvons seulement constater la promotion des intérêts de l’élite de Manchester. Or, le lecteur n’a pas d’opinion par rapport à ce que lui rapporte le journal et il n’a pas de page du courrier des lecteurs. Il est très difficile de prendre le pouls de la population en lisant le quotidien, car il est impossible pour le lecteur de détecter si d’autres opinions existent outre celles qui sont véhiculées par l’éditorial. D’ailleurs, les services de propagande de l’Entente contrôlent l’information en direction de l’Amérique et rende ainsi impossible pour le journal d’obtenir des informations concernant les nations de la Triplice.

Pendant la période de la Grande Guerre, Jean-Georges LeBoutillier est rédacteur en chef de *L’Avenir National*. Originaire de Percé, au Québec, il fait ses études en droit en 1881 à l’Université Laval. Après avoir été admis au barreau au Québec, il retourne ensuite dans sa région natale pour pratiquer le droit pendant huit ans. En 1890, il immigre en Nouvelle-Angleterre, avec son épouse à Cohoes, près d’Albany (New York). Il travaille à la rédaction de *La Patrie* pendant un an et ensuite « il s’occupa [temporairement] d’affaires légales et d’assurances sur la vie »[[109]](#footnote-110). En 1892, il devient journaliste et comme rédacteur politique, il s’engage initialement à promouvoir l’élection à la présidence de Grover Cleveland du *National Democratic Party*. Après cette campagne électorale, il occupe plusieurs postes comme journaliste au Massachusetts. Il est aide-rédacteur au *National*, à Lowell et avec le *Protecteur Canadien*, à Fall River. En 1901, il s’installe à Manchester pour devenir rédacteur pour *L’Avenir National* jusqu’en 1907. Il quitte temporairement son emploi au journal pour travailler à *L’Opinion Publique* de Worcester. Ensuite, il retourne à Manchester, en 1911, pour devenir le rédacteur en chef de *L’Avenir National[[110]](#footnote-111)*. Pendant cette période, il contribue également à la rédaction de plusieurs revues en Nouvelle-Angleterre[[111]](#footnote-112).

D’ailleurs, Jean-Georges LeBoutiller agit en tant que correspondant pour *La Presse* de Montréal, en 1895. *La Presse* le reconnait pour avoir rapporté impartialement les évènements relatifs aux grèves dans les filatures de cotons, entre 1897-1898. À la fin des protestations, *La Presse* rapporte ainsi les observations de LeBoutillier :

« La leçon, qui ressort de ces malheureux troubles, c’est que, dans l’antagonisme du travail et du capital, le capital organisé est pratiquement invincible, et que jusqu’à ce que les conditions soient changées par la législation ou par une plus puissante et plus parfaite organisation du travail, celui-ci sortira toujours de ces conflits, amoindris, dans son pouvoir et dans ses moyens. Malgré tout, malgré cette nouvelle défaite, les ouvriers de la Nouvelle-Angleterre ont tiré de l’épreuve des enseignements d’une bien grande utilité pour l’avenir ; le principal, c’est que plus que jamais, à l’organisation des patrons, ils doivent opposer l’organisation du travail, une organisation efficace, consciente et non seulement soutenue par les fonds volontaires, mais par une universelle entente et l’exercice concerté du suffrage »[[112]](#footnote-113).

C’est plutôt la vision réaliste de LeBoutillier face aux événements qui est ainsi appréciée par la direction de *La Presse*. Lorsque nous analysons la préface de *L’histoire de la presse franco-américaine* qu’il a rédigé, en 1911, nous pouvons également souligner, a posteriori, que ses observations sont également justes quant à la pérennité de l’usage de la langue française aux États-Unis[[113]](#footnote-114). Tout en faisant la promotion de la continuité de la francophonie en Nouvelle-Angleterre, ses propos ne recherchent pas le sensationnel. De plus, il défend avec ardeur l’argument que l’enseignement et l’usage du français par les Franco-Américains doivent être primordiaux. Son activisme ne se limite pas seulement à faire une place de premier plan pour l’emploi du français dans les institutions d’enseignement, mais il insiste aussi pour que son usage soit parti intégral de tous les aspects de la vie des Franco-Américains, tant personnelle que sociale[[114]](#footnote-115).

**Les Franco-Américains et la politique**

Les Franco-Américains participent activement et en grand nombre à la gestion des affaires municipales de Manchester. On retrouve des Franco-Américains dans tous les comités exécutifs et les divisions administratives de la municipalité. Par exemple, entre 1912 et 1916, sur les treize quartiers de la ville, les populations des quartiers 9, 10 et 12 ont élu à la fois des échevins franco-américains et au moins un ou plusieurs conseillers municipaux. De plus, des conseillers franco-américains sont présents dans les quartiers 2, 3, 4 et 6[[115]](#footnote-116). Quant aux postes administratifs de la ville, les postes de secrétaire des quartiers 6, 11, 12, 13 sont occupés par des Franco-Américains. Beaucoup d’entre eux sont membres des différents comités municipaux, notamment, ceux de l’hygiène, de la police, des finances publiques, de la bibliothèque et des feux et des bornes-fontaines[[116]](#footnote-117). Un autre fait intéressant est la participation de Messieurs T. Raiche, ancien membre de la Garde Lafayette et d’Henri Voisard aux comités des œuvres charitables, patriotiques et philanthropiques[[117]](#footnote-118).

En 1916, le comté de Hillsborough compte quatorze Franco-Américains qui siègent à la Chambre des représentants de l’État du New Hampshire. Historiquement les Franco-Américains de Manchester choisissent majoritairement des représentants républicains[[118]](#footnote-119). Parmi ces représentants, Maître Aimé Boisvert a rempli les fonctions de procureur pour le comté et en 1904, il est « membre du comité exécutif du parti républicain de l’État »[[119]](#footnote-120). De plus, en 1916, trois Franco-Américains sont sélectionnés pour remplir les postes de syndic des institutions d’État, commissionnaire du bureau pharmaceutique de l’État et de commissaire de police de Manchester[[120]](#footnote-121). Il est important de préciser que l’élite politique franco-américaine de l’époque, qui est principalement constituée d’avocats, insiste grandement pour que les membres de la population canadienne-française se naturalisent afin de se doter du droit de vote. Ce processus permet d’accroitre l’influence des politiciens franco-américains dans la gestion des affaires de l’État. À cet effet, nous relevons souvent dans les différentes publications de l’époque, comme dans le *Guide des Franco-Américains* ou de *L’Avenir National*, la mention du terme « propriétaire votant ». De plus, les journaux présentent avantageusement l’influence politique qu’exercent les politiciens franco-américains afin de servir les intérêts de leurs concitoyens et ils insistent sur l’importance politique que leur vote donne à ces derniers[[121]](#footnote-122).

**Élite locale**

Outre le haut et bas clergé, il faut souligner que l’élite sociale de Manchester est également constituée d’entrepreneurs, de médecins et d’avocats. Le numéro souvenir de *L’Avenir National* rapporte la présence de six avocats qui pratiquent légalement le droit au New Hampshire. Cinq d’entre eux sont impliqués dans des activités sociales et relatives à la gestion politique de leur État. Ils sont généralement élus comme représentants de leur district à la Chambre des représentants du New Hampshire. Ainsi, Cyprien Bélanger obtient, en 1916, la nomination aux primaires pour le poste de sénateur démocrate du district 19, qui inclut les quartiers 12 et 13. Malgré son nom d’origine irlandaise, Ferdinand Farley est franco-américain. Il étudie le droit à l’Université de Harvard pour ensuite être admis au barreau, en 1909. En plus de pratiquer le droit à Manchester, il est sélectionné comme candidat républicain pour le quartier 13. Le troisième avocat de Manchester est Joseph Lachance. Avant qu’il fasse ses études en droit et qu’il ouvre son cabinet à Manchester, M. Lachance occupe initialement les postes de comptable et de secrétaire général de l’Association canado-américaine. Il s’implique grandement dans différentes associations franco-américaines et politiques. Par exemple, il agit comme procureur général pour l’Association canado-américaine et comme secrétaire du comité démocratique de la ville de Manchester pour le parti démocrate. Quoique Wilfrid Lessard ne s’implique pas dans la politique de l’État, il s’engage activement au sein de Union Saint-Jean-Baptiste et de la jeunesse de sa paroisse où il fonde un cercle pour les jeunes gens qui fait la promotion de l’instruction et de l’importance « de se récréer honnêtement [[122]](#footnote-123)». D’ailleurs, il travaille à *L’Avenir National* comme journaliste spécialisé dans les causes criminelles, pendant quinze ans, avant de devenir chef des nouvelles. Il reste avec *L’Avenir National* jusqu’au moment où sa clientèle croissante le force à démissionner de son poste, en 1913. Le dernier avocat franco-américain de Manchester que nous notons est Oscar Moreau. Il préside à maintes reprises le comité républicain pour le quartier 9 et il est élu représentant de ce même quartier lors des législatures de 1909 et 1911. Pendant ces termes, il agit comme membre du comité de révision des lois et comme scrutateur de la chambre de la Législature, pour l’État du New Hampshire. En 1911, il devient procureur de la ville de Manchester pour une période de deux ans. Auparavant, il conduit les campagnes politiques des candidats républicains, dont celle de M. Henry Keyes en septembre 1915. Finalement, il exécute la fonction de commissaire de la province du Québec pour l’État et il participe, avec trois commissionnaires, au comité d’administration du service policier de Manchester. Ces postes sont sélectionnés par le gouverneur de l’État[[123]](#footnote-124).

Ainsi, la majorité de ces avocats occupent des postes qui leur permettent d’influencer la population franco-américaine, soit par leurs activités politiques, soit par leur contribution à la presse écrite. Évidemment, le sujet de la naturalisation est pour eux d’une importance primordiale. En fait, ils agissent comme des fers de lance pour inciter les Canadiens français à devenir citoyens américains. Effectivement, les politiciens franco-américains sont les premiers bénéficiaires, car plus la population franco-américaine devient considérable plus son influence politique auprès des dirigeants de l’État du New Hampshire devient importante. C’est pourquoi ces avocats organisent des soirées d’information afin d’inciter les Canadiens français à devenir citoyens américains[[124]](#footnote-125). À titre d’exemple, en juillet 1917, cent dix-sept Canadiens français dont la majorité est membres du Club Le Citoyen sont naturalisés au palais de justice de Manchester[[125]](#footnote-126). D’ailleurs, cette organisation aide 1 400 Canadiens français à obtenir leurs papiers de citoyenneté américaine en 1918[[126]](#footnote-127).

**Associations fraternelles**

Les sociétés nationales jouent un rôle primordial dans la vie des Franco-Américains, car elles exercent une très grande influence sur eux. Par exemple, avant même la fondation de la première paroisse franco-américaine, la Société Saint-Jean-Baptiste était déjà bien établie à Manchester. Ces sociétés agissent comme référents identitaires pour le maintien des valeurs religieuses, sociales, culturelles et linguistiques de la population franco-américaine. À l’instar des autres sociétés d’entraide, la société Saint-Jean-Baptiste aide la population dans toutes les facettes de la vie personnelle, sociale et religieuse[[127]](#footnote-128). En mai 1900, les différentes sociétés que l’on retrouve partout en Nouvelle-Angleterre se regroupent pour devenir une organisation nationale qui est alors l’Union Saint-Jean-Baptiste d’Amérique[[128]](#footnote-129). Comme société de secours mutuels nationale, son but est aussi de propager l’usage de la langue française et la conservation des traditions canadiennes-françaises[[129]](#footnote-130). En 1916, la branche de Manchester compte plus de trois cents membres et la société compte une division pour ses membres féminins[[130]](#footnote-131).

On retrouve d’ailleurs des ordres fraternels francophones qui équivalent aux ordres catholiques qui existent parmi la population anglophone. Ces ordres satisfont le besoin des Franco-Américains de se joindre à un ordre fraternel. Par exemple, l’Ordre des forestiers catholiques (*Order of Foresters*) recrutait plusieurs Franco-Américains avant que ne soit établi en octobre 1905 l’Ordre des forestiers franco-américains à Manchester. L’Ordre franco-américain est créé à la suite de la décision de la direction nationale de l’Ordre des forestiers catholiques de décréter le bannissement de l’usage du français dans la société l’année précédente[[131]](#footnote-132). De plus, l’Association canado-américaine existe depuis 1896 à Manchester. Elle est une société de secours mutuels pour des catholiques francophones des deux sexes et elle vise à regrouper toutes les organisations franco-américaines. Également, elle cherche à dissuader la population franco-américaine de joindre les rangs « d’organisations neutres ou défendues »[[132]](#footnote-133). En 1913, l’actif de la caisse d’assurance de l’Association canado-américaine est de 52 779 $. Elle compte 14 000 membres qui sont répartis dans 280 succursales que l’on retrouve non seulement en sol américain, mais également au Canada[[133]](#footnote-134).

L’Ordre des chevaliers de Jacques-Cartier est fondé, en 1902. À l’instar des autres mutualités, l’Ordre joue « un rôle de première importance dans la préservation du français, et à cet égard elles sont de puissants auxiliaires non seulement à la famille, mais aussi à l’Église, car elles portent toutes la marque catholique par leurs règlements [et elles sont entièrement soumises] à l’autorité religieuse »[[134]](#footnote-135). Également, la Fédération des sociétés catholiques franco-américaines est une nouvelle organisation qui aspire à regrouper toutes ces organisations fraternelles francophones et catholiques sous un même toit. Similairement à ce que la population irlandaise des États-Unis accomplit, la fédération organise « “des semaines catholiques” dans une grande ville du pays »[[135]](#footnote-136). En fin de compte, elle permet aux membres des diverses associations de discuter des problèmes affectant l’Église et de revendiquer et défendre les droits de l’Église de la population franco-américaine[[136]](#footnote-137).

Le Club Joliet et le Cercle National sont des clubs privés qui regroupent principalement l’élite financière francophone de Manchester. Le premier club compte 325 membres, tandis que l’on retrouve approximativement deux cents membres au Cercle National[[137]](#footnote-138).

Finalement, toutes ces associations font de la propagande afin que leurs membres se naturalisent, afin d’accroitre l’influence politique des Franco-Américains[[138]](#footnote-139). En général, elles fournissent à leurs membres des secours mutuels, elles font la promotion de l’usage de la langue française et elles discutent de questions religieuses[[139]](#footnote-140). De plus, chacune des sociétés cherche à unifier la population franco-américaine dans le but de démontrer le patriotisme de ses membres, par l’évidence de leur adhésion aux valeurs civiques américaines[[140]](#footnote-141).

Donc, la population franco-américaine de Manchester, en 1916, est une communauté très bien établie. Son influence sociale, religieuse et politique est bien présente. Les gens sont rassemblés grâce à leur Église, leurs associations communautaires, leurs emplois et leurs activismes politiques au sein de leur communauté et de leur État. On retrouve des Franco-Américains dans les différents organismes décisionnels de la ville et ils ne sont plus un groupe reclus comme au XIXe siècle. Les Franco-Américains sont très bien intégrés et adaptés à la société américaine. De plus, à cette époque, ils contrôlent leurs écoles qui fournissent un enseignement bilingue et leurs églises sont desservies par des prêtres francophones. Par conséquent, la question de demander la citoyenneté américaine demeure un enjeu majeur, bien que leur identité culturelle et religieuse ne semble pas menacée malgré les différentes épithètes qu’on avait données aux Franco-Américains auparavant[[141]](#footnote-142).

**Troisième chapitre : Début du conflit et ralliement de la population franco-américaine en faveur de la cause des Alliés**

**La neutralité affichée par le président Wilson et entrée en guerre progressive**

Dès le 4 août 1914, lorsque se tramait le conflit qui allait devenir la Première Guerre mondiale, le Président Wilson se prononce immédiatement pour la neutralité des États-Unis. Puis, dans les semaines qui suivent, il incite ses compatriotes de diverses origines à « montrer “leur impartialité en pensées comme en actes” »[[142]](#footnote-143) envers les nations antagonistes. En fait, cette neutralité n’était qu’une façade, car le Président lui-même éprouvait de la sympathie pour la Grande-Bretagne, comme bien d’autres Américains d’ailleurs. Wilson « estimait que 90 % de la population des Américains étaient pour l’Entente »[[143]](#footnote-144). Cependant, il juge qu’il se devait d’épargner aux États-Unis une quelconque implication dans une guerre européenne. Toutefois, la population irlando-américaine, antibritannique, qui compte 3,4 millions de citoyens américains n’apprécie pas l’interaction commerciale du gouvernement américain avec la Grande-Bretagne[[144]](#footnote-145). Au regard de l’Allemagne, malgré son régime autoritaire tempéré, le bris de la neutralité et ses exactions en territoire belge, ce pays obtenait tout de même la faveur de onze millions d’Américains de souche germanique sur une population totale approximative de cent millions d’Américains.

En dépit de la demande de Wilson de respecter la neutralité, les journaux montrent rapidement leur animosité pour le peuple allemand. En effet, la première page de *L’Avenir National* du 10 août 1914 rapporte les derniers bulletins de guerre, dont les dépêches du ministère de la guerre belge qui dénonce les forces allemandes qui ont tué tous les résidents du village de Soiron, près de Liège. Cette dépêche explique que ce geste serait une riposte à une attaque de trois jardiniers qui auraient fait feu sur une compagnie allemande[[145]](#footnote-146). *L’Avenir National* informe ses lecteurs que M. Théophile Herrejodts et sa famille, qui sont des résidents de Manchester-Ouest, se sont échappés des forces militaires allemandes alors qu’ils étaient faits prisonniers en Belgique. Ils auraient passé à travers les lignes de front et ils se seraient rendus en Grande-Bretagne seulement grâce à leur citoyenneté américaine[[146]](#footnote-147).

En réaction à de multiples démonstrations de haine le dimanche 9 août 1914 à l’égard de la population allemande, trois cents Allemands de Manchester-Ouest se regroupent pour dénoncer le traitement qui leur ait défavorable par la presse américaine dans « les articles éditoriaux et les nouvelles de guerre d’Europe »[[147]](#footnote-148). Le groupe indique que la presse ne respecte pas le principe d’impartialité et demande que les journaux de la ville soient impartiaux dans le traitement de la guerre. À l’instar des populations francophones de la Nouvelle-Angleterre, les populations allemandes rappellent qu’elles contribuent depuis plusieurs générations à l’avancement des États-Unis. D’ailleurs, elles prétendent qu’elles peuvent être également patriotiques et même si elle s’exprime dans une langue autre que l’anglais[[148]](#footnote-149).

À cet égard, *L’Avenir National* prend position en faveur de la France et de la Belgique. En principe le journal continue toujours à rapporter des informations germanophobes. Le 8 novembre 1915, *L’Avenir National* indique que 650 personnes sont massacrées par les troupes allemandes et publie la liste des noms des personnes qui sont assassinées par les Allemands à Dinat[[149]](#footnote-150). Le journal, rapporte les informations du Canada qui sont pertinentes pour ses lecteurs. Par exemple, *L’Avenir National* relate les propos de Mgr Bruchesi, archevêque de Montréal, lors de son sermon célébrant sa dix-septième année d’épiscopat alors qu’il mentionne que la Grande-Bretagne « s’est montrée admirablement patiente »[[150]](#footnote-151) et qu’elle n’a pas provoqué l’Allemagne. Il manifeste sa loyauté envers la Grande-Bretagne et il incite ses ouailles à l’appuyer dans cette cause, car il croit que cette guerre est juste et que « nous nous battons pour un principe dont dépend la civilisation »[[151]](#footnote-152). Il juge que la France et la Belgique sont injustement envahies par l’Allemagne. Donc, dès le début de la guerre, le haut clergé au Québec enjoint la population canadienne-française à prendre parti dans le conflit pour la cause de l’Entente. D’ailleurs, dans un article de *L’Avenir National* d’avril 1915, l’épiscopat canadien-français croit que la guerre affectera bientôt les États-Unis et il se prononce en faveur pour l’Entente[[152]](#footnote-153). Il est important de souligner que le clergé canadien-français exerce une très grande influence sur les populations qui résident à l’extérieur du Québec, car leur présence hors Canada est de nature plutôt transitoire et temporaire.

Malgré ces tensions, tout le monde croyait que le conflit serait de courte durée[[153]](#footnote-154). Ainsi, la vie politique américaine continue son cours jusqu’au 4 novembre 1914, lorsque la *Royal Navy* impose le blocus naval à l’Allemagne en déclarant la mer du Nord une « zone de guerre ». Certes, ce blocus incommode les commerçants américains, qui entretiennent des liens commerciaux et financiers avec les deux camps belligérants[[154]](#footnote-155). Toutefois, la réponse américaine à l’annonce du blocus britannique déclinera selon les aspects suivants : les États-Unis demeureraient neutres et ils reconnaissaient le droit des Britanniques de procéder avec l’arraisonnement des bâtiments battant pavillon neutre dans la zone de guerre[[155]](#footnote-156). Or, le 4 février 1915, « les Allemands déclarèrent “zone de guerre” tout le pourtour des îles Britanniques »[[156]](#footnote-157). Puis, l’Allemagne commence une campagne de guerre sous-marine illimitée visant à la fois les navires des pays de l’Entente et les navires des pays neutres. De plus, l’Allemagne avise les différents plénipotentiaires qu’elle mettrait un terme à sa guerre sous-marine si la Grande-Bretagne met fin au blocus en mer du Nord. Pour les gouvernements britannique et américain, cette demande est inacceptable, car on juge que les blocus sont légaux et conformes à la tradition de la guerre, alors que selon eux, la guerre sous-marine est sournoise et les juristes anglais et américains la qualifient d’illégale et de non civilisée.

Pendant cette période, nous constatons, dans *L’Avenir National*, que les sentiments à l’égard de la population allemande restent fort acerbes. La population américaine via l’intermédiaire de la presse écrite, demande que les États-Unis jouent un rôle à la mesure de leur potentiel, surtout lors de questionnements concernant des enjeux capitaux sur la scène internationale, car les États-Unis sont la plus puissante des nations neutres. La presse américaine dénonce, contrairement aux gouvernements américain et britannique, l’application de règles anciennes par la Grande-Bretagne, comme le blocus, et les occasions manquées de faire valoir les intérêts et la sécurité des Américains lors des dernières années. Elle est déçue du silence de la diplomatie américaine, car elle juge que l’Allemagne viole les droits des Américains et que la Grande-Bretagne ne se conforme pas strictement au droit international[[157]](#footnote-158).

L’événement le plus tragique dans cette escalade des tensions survient lorsqu’un *U-Boot* allemand coule le paquebot transatlantique britannique, le *Lusitania*,le 7 mai 1915. Sur les 1 198 passagers décédés, 128 étaient de nationalité américaine. Cette tragédie est grandement exploitée par les propagandistes britanniques afin d’en faire un *casus belli* pour les Américains[[158]](#footnote-159). La nouvelle créa l’indignation chez le peuple américain et un profond ressentiment à l’égard du peuple germanique.

Toujours en mai 1915, *L’Avenir National* cite un extrait du *Herald* qui demande combien de temps passera avant que les États-Unis ne déclarent la guerre à l’Allemagne, car les Allemands continuent à détruire les vaisseaux de la marine marchande américaine. Le *Herald* mentionneque les Américains ne veulent pas la guerre, mais les actions allemandes sont des atteintes directes à l’honneur et à la dignité américaine et qu’« Oncle Sam devra se faire respecter et punir l’insulteur »[[159]](#footnote-160). De plus, un éditorial de *L’Avenir National* demande jusqu’où ira le Président avant de déclarer la guerre à l’Allemagne, car cette dernière manque de toute considération envers les citoyens américains, et elle continue à commettre des erreurs politiques[[160]](#footnote-161). On déplore que le Président n’agisse pas en accord avec les sentiments de la majorité des Américains et on affirme qu’il est temps pour les États-Unis de joindre l’union morale des Alliés et leur but commun, « l’écrasement des Barbares »[[161]](#footnote-162). Plus tard en mai, *L’Avenir National* louange Wilson lorsqu’il passe en revue la flotte de l’Atlantique et mentionne que les vaisseaux de la flotte sont « chargés de promouvoir les intérêts de l’humanité »[[162]](#footnote-163). On reconnait les propos de Wilson comme magnifiques et on voit en eux la preuve que le Président n’est pas « insensible à tout ce qui touche l’honneur et la justice »[[163]](#footnote-164). Finalement, le 19 août 1915, le coulage de l’*Arabic* mène le Président Wilson à menacer l’Allemagne de guerre, mais en guise d’apaisement, le 18 septembre 1915, le Kaiser lui promet (*Arabic pledge*) que les équipages des navires non militaires recevront un avis de trente minutes avant d’être coulés pour permettre aux équipages d’abandonner leur bâtiment. Toutefois, cette promesse allemande allait être brisée lors du coulage du navire français, le *Sussex*,le 24 mars 1916 et pour le Président Wilson, les options devenaient de plus en plus restreintes. Après neuf notifications du Président[[164]](#footnote-165), les États-Unis se dirigeraient vers la guerre, car les ultimatums n’avaient plus d’effet sur le gouvernement allemand[[165]](#footnote-166). Cependant, l’Allemagne ordonne de nouveau, en mai 1916, de suspendre les opérations sous-marines contre les vaisseaux neutres (*Sussex pledge*), jusqu’à ce que le commandement de la *Kriegsmarine* réussisse à imposer la guerre sous-marine totale, en janvier 1917[[166]](#footnote-167).

Reste que pendant cette période, la découverte d’espions allemands, en sol américain, contribue à accroître les sentiments antigermaniques. La presse maintient la population dans un état constant d’affolement en insinuant que des saboteurs allemands sont partout en Amérique. En fait, les saboteurs allemands auraient commis près de deux-cents actes de sabotage avant 1917 aux États-Unis et ils auraient causé pour 150 millions dollars de dommages[[167]](#footnote-168). *L’Avenir National* rapporte qu’un espion allemand aurait été tué au Lac-Saint-Jean alors qu’il a détruit le pont du chemin de fer de la rivière Saint-Jean[[168]](#footnote-169). En novembre 1915, le journal mentionne que les services de renseignement déclarent que cinq cent mille dollars auraient été dépensés pour nuire aux Alliés en sol américain[[169]](#footnote-170). Il est important de noter que les informations portant sur les actions des Allemands en Amérique sont toujours rapportées par les bureaux des agences de presse centrales. Curieusement, afin de maintenir cet état d’inquiétude, *L’Avenir National* avise la population de Manchester de faire preuve de sens critique par rapport aux informations de sources allemandes qui sont influencées par les dirigeants de la Triplice[[170]](#footnote-171). De mois en mois, le sentiment germanophobe continue de croître.

Le 31 janvier 1917, l’ambassadeur allemand avise le Secrétaire d’État que les sous-marins allemands commenceraient à couler, à partir du 1er février 1917, tous les navires qui entreraient dans la zone de guerre (déclaration de guerre sous-marine à outrance). La riposte américaine est venue le 3 février 1917, lorsque les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l’Allemagne. Finalement, deux autres événements subséquents en 1917 font monter les tensions entre Américains et Allemands. Le premier a été l’annonce publique, le 1er mars, par les Britanniques qu’ils avaient interceptés un télégramme du ministre des Affaires étrangères allemandes, Zimmerman. Ce dernier incitait le gouvernement mexicain à s’allier avec l’Allemagne en retour de compensation territoriale incluant le territoire conquis par les États-Unis lors de la guerre américano-mexicaine de 1846-1848. L’autre incident implique trois navires américains qui sont torpillés par des *U-Boots*, en mars 1917[[171]](#footnote-172). Cette situation amène le Président Wilson à demander, le 2 avril, au Congrès de déclarer la guerre à l’Allemagne, ce qui fut fait le 6 avril 1917. Les États-Unis entrent alors officiellement dans la Grande Guerre[[172]](#footnote-173).

Quant aux actions de la population de Manchester devant de tels événements, nous constatons que dès l’invasion de la Belgique en août 1914, la communauté belge de Manchester se réunit pour créer un comité d’aide pour recueillir des fonds pour aider les populations belges. Le comité travaille de concert avec la Commission royale belge qui visite les États-Unis[[173]](#footnote-174). Ensuite, le comité d’aide humanitaire de la Croix-Rouge est fondé, le 10 octobre 1914 à Manchester. Or, les Dames de la Croix-Rouge « s’occupent de former un fonds de secours »[[174]](#footnote-175) pour ainsi « procurer aux soldats blessés et convalescents de la guerre d’Europe les vêtements et accessoires d’infirmerie »[[175]](#footnote-176). Le comité d’approvisionnement, sous la présidence de Mme Varney, accepte non seulement des dons en argent, mais aussi du matériel comme des draps, de la flanelle, du coton pour confectionner des pansements et du coton ordinaire. De plus, trois tailleurs de la ville sont recrutés par le comité pour fournir 575 verges de tissus taillés, pour la production de pyjamas[[176]](#footnote-177). Finalement, le vendredi 16 octobre 1914, la succursale Manchester de la Croix-Rouge du New Hampshire élit le reste de ses membres. Lors de cette assemblée, 24 des 25 représentants des sociétés fraternelles de la ville acceptent d’appuyer la Croix-Rouge. De plus, sa présidente, Mme Robbins, fait état des conditions de vie des troupes et elle mentionne que 30 000 soldats sont blessés par jour et qu’il y a un besoin pressant de bas[[177]](#footnote-178). Par ailleurs, elle explique le fonctionnement du programme, où protestants et catholiques se présenteront à l’hôtel de ville afin de recevoir les tâches hebdomadaires et que divers points de souscription seront établis dans la municipalité pour recevoir les dons. Chaque contribution financière sera publiée dans *L’Avenir National*. Par exemple, on apprend que les dames de la paroisse de Saint-Antoine ont cousu 70 pyjamas en quatre jours[[178]](#footnote-179). Le comité local de la Croix-Rouge local rapporte qu’il a reçu 816 $ en dons et qu’il a utilisé 460 $ pour acheter des items pour la confection de vêtements et des produits pharmaceutiques qui seront distribués en Europe. Dès décembre 1914, 2 025 paquets sont déjà envoyés et distribués en Europe[[179]](#footnote-180).

Pour ce qui est du comité de l’Œuvre de Secours aux Belges, il est fondé pour aider les Belges dont les propriétés ont été détruites par la guerre. Les fonds recueillis sont administrés par la Manchester *National Bank* et l’association acceptera aussi les dons de vêtements. Quant à la nourriture, elle sera achetée à New York avant d’être transférée dans des bateaux qui partiront pour l’Europe[[180]](#footnote-181). En fait, chaque État de la Nouvelle-Angleterre a constitué son propre comité et l’objectif est de recueillir la somme de 500 000 $ pour aider les 1 600 000 Belges directement affectées par le conflit et qui sont « dans des camps de concentration où ils sont groupés plutôt comme des prisonniers, dit-on, que comme des martyrs d’une cause sainte »[[181]](#footnote-182). Il est clair dans l’esprit du journal que Manchester fera sa part, car « nous avons le bonheur indéfinissable d’aider des frères malheureux, puis, nous savons que ce que nous prêtons bel et bien à Dieu, qui ne laisse pas sans récompense le verre d’eau donné en son nom »[[182]](#footnote-183). De plus, le journal rapporte qu’un groupe de 500 citoyens de Woonsocket, Rhode Island, ont formé un comité pour aider les femmes et enfants d’une cinquantaine de familles françaises et belges dont un membre est parti à la guerre[[183]](#footnote-184).

**Participation et engagement collectif dans le conflit**

En effet, l’un des premiers constats que rapporte *L’Avenir National* dès août 1914 est le départ de citoyens français ou belges qui font partie de leur armée de réserve respective. Le journal rapporte le premier départ pour la France de Louis Devalland, 35 ans et originaire de la région du Haut-Rhin (près de la frontière alsacienne), qui va rejoindre ses trois frères qui sont déjà mobilisés. D’ailleurs, la croyance populaire de l’époque laisse croire que la France est prête à repousser la cavalerie de son ennemi traditionnel et à mener une offensive jusqu’à Berlin, alors que la Grande-Bretagne ne semble pas souhaiter prendre part au conflit pour aider la France[[184]](#footnote-185). Donc, c’est le 12 août 1914 que les premiers volontaires français et belges quittent New York, pour se rendre en France, à bord du paquebot le *Rochambeau*, de la compagnie générale transatlantique[[185]](#footnote-186). Ensuite, Charles Leman, accompagné de son épouse, part pour la France, le 18 août 1914, où il joindra les rangs de l’artillerie de l’armée française[[186]](#footnote-187). Pareillement, des réservistes allemands et autrichiens décident de joindre les rangs des forces de la Triplice. Toutefois, lors de leur transit un croiseur britannique capture le *Noordam*,un navire de pavillon hollandais, qui avait quitté New York. Ces réservistes sont transférés dans un camp de concentration (de prisonniers de guerre) dès leur arrivée en Grande-Bretagne[[187]](#footnote-188).

En ce qui concerne les unités de la Garde Nationale de l’État, rien ne change pour elles et elles continuent leur entrainement normal. Elles se préparent pour la compétition de tir qui a lieu le 19 septembre 1914 afin de remporter la coupe Cilley[[188]](#footnote-189). Le 7 juin 1915 à Concord, NH, ces unités participent aux exercices annuels, pendant cinq jours. Les troupes débutent leur entrainement en célébrant le 150e anniversaire de la ville de Concord. Après quoi, elles se préparent à effectuer des manœuvres offensives durant les trois jours suivants pour ensuite procéder à un camp de tir avant de passer aux cérémonies de fermeture sous la présidence du Gouverneur de l’État[[189]](#footnote-190).

En dépit du fait que nous remarquons l’apparence d’un état de désinvolture de la part de la Garde Nationale envers la situation en Europe, *L’Avenir National* annonce l’établissement de la Ligue de Défense nationale à Manchester. En fait, cet organisme civil est un groupe de lobby qui coordonne les efforts au niveau de l’État du New Hampshire et qui vise à préparer les États-Unis pour une implication future dans la guerre en augmentant l’efficacité des forces militaires, ses effectifs et ses ressources matérielles afin qu’elles soient aptes à repousser toutes tentatives d’invasion du territoire américain[[190]](#footnote-191). En septembre 1915, lors d’une séance d’information, 400 personnes sont réunies au club Joliet. Cette séance est présidée par John Bass, correspondant de guerre et frère de l’ancien gouverneur républicain de l’État du New Hampshire[[191]](#footnote-192). La Ligue ressemble à une organisation militaire dont les membres reçoivent des grades similaires aux militaires. D’ailleurs, elle dispose d’une section de communication radio qui compte dix membres et opère des télégraphes sans fils[[192]](#footnote-193). Les membres s’impliquent politiquement afin de dénoncer aux autorités le piètre état de préparation militaire du pays, en organisant des manifestations comme celles du 13 mai 1916, où 145 000 personnes auraient manifesté dans les rues de New York[[193]](#footnote-194) et celle du 27 mai 1916 à Boston, à laquelle les unités des Gardes Nationales participent en défilant avec un groupe de 80 000 à 100 000 personnes[[194]](#footnote-195).

Dès mars 1917, les États de la Nouvelle-Angleterre se préparent pour une guerre éventuelle. Le Massachusetts accorde au comité de l’État de la Ligue de Défense nationale la somme de 1 000 000 $. Le New Hampshire autorise également un crédit de 500 000 $ à la Ligue qui change son appellation pour le *New Hampshire National Defence Ligue*[[195]](#footnote-196). De plus, on s’attend à ce que la Garde Nationale de l’État soit mobilisée bientôt et que le gouvernement déclare l’état de guerre[[196]](#footnote-197). La Ligue organise un rassemblement public, le 1er avril 1917, à Manchester, où des milliers de citoyens affichent leur patriotisme[[197]](#footnote-198).

Le lobby de la Ligue semble produire des résultats, car le 18 mars 1916, *L’Avenir National* annonce l’ouverture du bureau de recrutement pour l’État à Manchester. Le Congrès a autorisé le recrutement de 120 000 militaires pour accroitre le personnel de l’armée régulière[[198]](#footnote-199). On cherche à enrôler 25 000 militaires dans le New Hampshire et certains d’entre eux serviront au Mexique. Après avoir complété leur entrainement à Slocum, ils feront partie des forces régulières qui seront cantonnées dans l’État de New York[[199]](#footnote-200). Étrangement, les débuts de la campagne de recrutement ne sont pas aussi bons que le personnel des centres de recrutement ne l’aurait cru. En un mois d’activité, seulement 44 volontaires ont accepté de joindre les forces régulières et ces volontaires ne proviennent pas de Manchester[[200]](#footnote-201). De plus, nous avons constaté que les enrôlements sont plutôt des cas isolés que des mouvements massifs vers les centres de recrutement. Par exemple, le journal décrit que trois recrues se sont enrôlées au nouveau bureau de recrutement de Concord[[201]](#footnote-202). On mentionne également que Walter Lackie et Arthur Lessard iront au fort Slocum, car ils ont réussi les tests pour être acceptés dans l’armée, alors que Walter Moulton est refusé, car il « pesait deux livres de moins que le poids requis »[[202]](#footnote-203).

Afin d’encourager davantage l’enthousiasme chez la population pour le recrutement et d’aider financièrement les familles des volontaires, la Compagnie Amoskeag, l’employeur de milliers de travailleurs de la ville, offre de payer la moitié des salaires de ses employés qui s’enrôleront dans l’armée[[203]](#footnote-204). De même, l’exécutif de l’Association canado-américaine décide « que ceux de ses membres qui servent maintenant sous les drapeaux conserveront leur droit à la caisse d’assurance […] parce qu’ils avaient répondu à l’appel de la patrie »[[204]](#footnote-205).

Ce n’est qu’au début juillet 1916, que le 1er Régiment de la Garde Nationale atteindra son effectif minimum. En fait, les effectifs manquants pour le régiment avaient fluctué entre 40 et 63 recrues afin d’atteindre l’effectif minimum pour être accepté pour le service fédéral[[205]](#footnote-206). Cette formalité administrative retarde de cinq jours le départ, par train, du régiment à Laredo au Texas. C’est seulement le 15 juillet 1916 qu’il quittera le Camp Spaulding (Concord)[[206]](#footnote-207) pour rejoindre 98 000 autres miliciens provenant de trente-huit États américains[[207]](#footnote-208).

Après ce succès mitigé pour améliorer l’état de préparation de l’armée, le gouvernement américain réalise qu’il doit établir un service militaire obligatoire. Bien que le journal accueille favorablement le projet de conscription en décembre 1916, il dénonce son application. D’une part, le principe d’universalité est accepté par son équipe éditoriale, car le projet de loi mentionne que « tout garçon doit suivre un entrainement militaire pendant une période de six mois [et, par la suite,] il sera sujet à être appelé au service militaire actif dans le cas de nécessité »[[208]](#footnote-209). Ce règlement permet à l’armée américaine d’être mieux préparée pour une guerre éventuelle, car il fournit l’accès au gouvernement à un bassin de réservistes entrainés qui peuvent être mobilisés rapidement en cas de conflit. En revanche, l’éditeur de *L’Avenir National* s’indigne, car il croit que le projet de loi est embarrassant dans la mesure où la clause d’exception, due à l’appartenance « à certaines sectes dont les principes généraux sont opposés à la guerre »[[209]](#footnote-210), est fondée sur un manque de patriotisme de la part de certaines collectivités qui profiteront du « droit de rester chez soi pendant que les autres se battront »[[210]](#footnote-211). À première vue, la position du journal est basée sur le constat des problèmes qui affectent le Canada. La population anglophone de l’Ontario ne croit pas que les Canadiens français contribuent équitablement à l’effort de guerre, vu le taux d’enrôlement dans le Corps expéditionnaire canadien. *L’Avenir National* semble s’être donné comme mission de montrer, vers la fin 1916, preuves à l’appui, que les Canadiens français sont des citoyens loyaux qui contribuent à l’effort de guerre[[211]](#footnote-212). Pour l’élite franco-américaine, il est important de montrer que leur adhésion à la cause est grande et que les pertes francophones sont proportionnelles au reste de la population canadienne.

**Réaction face aux événements majeurs du conflit**

**Recrutement pour les contingents expéditionnaires canadiens**

*L’Avenir National* suit de près les activités et rumeurs relatives au front intérieur canadien. Par exemple, il informe la population de Manchester de la levée du deuxième contingent canadien de 22 000 soldats qui jouira d’une forte représentation de Canadiens français. En effet, la formation sera composée d’une brigade de cavalerie de l’Ouest et d’un régiment d’infanterie de Montréal, qui est formé grâce à la générosité du Dr Mignault[[212]](#footnote-213). On indique également que le recrutement de ce nouveau contingent commencera lorsque le 57e et le 60e Bataillon complèteront leurs effectifs. En outre, *L’Avenir National* transmet des informations générales quant aux difficultés et aux succès de certaines unités à atteindre leur objectif de recrutement. En juillet 1915, les autorités de l’Hôpital stationnaire no 4, qui est en France, soulignent qu’elles ont besoin de quatre officiers et de 38 soldats[[213]](#footnote-214). De plus, le journal rapporte les discussions quant à la possibilité de lever une unité d’artillerie de campagne à Lévis[[214]](#footnote-215). D’ailleurs, *L’Avenir National* souligne l’annonce officielle de la levée du 167e Régiment, à Chicoutimi, sous le commandement du lieutenant-colonel O. Readman[[215]](#footnote-216) et assure que les volontaires de la ville sont suffisants pour combler les rangs d’une ou même de deux compagnies[[216]](#footnote-217).

Or, l’équipe du journal s’efforce de démontrer que les Canadiens français font leur part. Lorsque le *Mejagama* accoste à Montréal avec 600 blessés à son bord, la liste des militaires blessés de retour au pays est publiée dans la *Star* de Montréal. Les journaux francophones signalent les noms des militaires canadiens-français blessés qui sont débarqués du navire, en rapportant les noms de connotation francophones qui sont inscrits sur le manifeste. Ultimement, ces listes servent comme preuve irréfutable de l’implication active des Canadiens français dans le conflit et elles répondent aussi aux critiques des concitoyens anglophones quant à l’engagement des francophones pour la cause[[217]](#footnote-218). Ensuite, *L’Avenir National* profite de toutes les occasions pour montrer que les Canadiens français ne sont pas des embusqués. Un éditorial qui met en évidence la loyauté des Canadiens français et leur participation au conflit dans les différents régiments anglophones est tiré d’une entrevue donnée par le ministre des postes, M. Tom Chase-Casgrain[[218]](#footnote-219). De plus, *L’Avenir National* rapporte à maintes reprises les exploits du 22e Bataillon canadien-français. À cet effet, la bataille de Courcelette est considérée comme un événement marquant et elle est grandement décrite dans la presse. *L’Avenir National* décrit également tous les gestes héroïques commis par les membres de ce bataillon et les noms de ceux qui ont perdu la vie ou qui sont blessés pendant cette bataille[[219]](#footnote-220).

**Participation et engagement individuels dans le conflit**

Au cours de la période précédant l’entrée en guerre des États-Unis, *L’Avenir National* publie les correspondances de quatorze volontaires qui servent dans le Corps expéditionnaire canadien. Ils sont tous liés à Manchester soit parce qu’ils sont des résidents ou d’anciens résidents, soit qu’ils ont des amis ou de la parenté qui demeurent dans cette ville. En général, M. Quirin, qui est l’un des marchands de vins importés de Manchester et qui est originaire d’Alsace, correspond avec plusieurs Franco-Américains qui servent dans le Corps expéditionnaire canadien ou les forces françaises. Nous avons recensé plus de 26 Franco-Américains qui servent avec le Corps expéditionnaire canadien et trois dans les forces militaires françaises. Parmi eux, onze finissent par servir dans le 22e Bataillon, car dès leur arrivée en Angleterre les unités étaient dissoutes pour renflouer en personnel les unités qui étaient déjà au front en France.

La première mention d’une lettre reçue par *L’Avenir National* provenant d’un individu relié à Manchester est celle de Conrad Leo Lemire, qui correspond avec son frère ainé, alors qu’il sert dans les forces expéditionnaires canadiennes depuis un an. Lors de la déclaration de guerre canadienne, Lemire travaille en Colombie-Britannique et il décide de se rendre à Winnipeg pour s’enrôler dans le premier Contingent expéditionnaire canadien. En Europe, il combat principalement comme artilleur. Toutefois, il fut momentanément assigné comme estafette et, pendant sa première année de service, il indique avoir perdu trois chevaux et avoir été blessé par balle à l’épaule[[220]](#footnote-221). Par la suite, le frère de Conrad ne reçoit des nouvelles de son frère qu’un an plus tard. Lemire informe alors sa famille qu’il sera transféré à la 1re Batterie de la 3e Brigade du contingent canadien, où il retournera au front après une période de convalescence de presque trois mois à la suite d’une blessure à la main gauche par balle et à un choc post-traumatique[[221]](#footnote-222).

M. Quirin correspond aussi avec l’artilleur Lemire et pendant l’été 1917, ce dernier lui décrit sa convalescence en Angleterre. Dès son retour au front, il est blessé par un éclat d’obus à l’abdomen et est évacué de nouveau[[222]](#footnote-223). Finalement, il sera à nouveau blessé, le 2 septembre 1918, par un obus d’artillerie et sa jambe droite devra être amputée[[223]](#footnote-224). Lemire sera évacué au Canada en septembre[[224]](#footnote-225).

Albert Dubrûle, lui, sera le principal correspondant avec la communauté de Manchester avant l’entrée en guerre des États-Unis contre l’Allemagne. Il correspond régulièrement avec ses parents et M. Quirin pendant le conflit et ses lettres seront publiées par *L’Avenir National*. Or, Dubrûle est un Franco-Américain de 35 ans, originaire de Burlington, Vermont et avait servi treize ans comme clairon au sein de différentes gardes franco-américaines. Il s’enrôle à Montréal, le 26 octobre 1914, où il joint les rangs du 22e Bataillon jusqu’à la fin du conflit. Dans sa première lettre, il raconte que, le 7 septembre 1916, quelques jours seulement avant la bataille de Courcelette, il est évacué à l’hôpital militaire de Boulogne, car il a contracté l’influenza[[225]](#footnote-226). Il évite ainsi cette bataille, qui selon lui était « une véritable boucherie »[[226]](#footnote-227). D’ailleurs, il rapporte fièrement que « le régiment a fait admirablement son devoir [et que] l’effectif du 22e est réduit à une poignée d’hommes »[[227]](#footnote-228).

Dans une autre lettre, Dubrûle indique clairement à sa sœur, qui demeure à Manchester, les émotions vives qu’il éprouve lorsqu’il engage au fusil les soldats allemands qui lui font face, surtout lorsqu’il était employé au front comme sentinelle[[228]](#footnote-229). M. Quirin reçoit par la suite une lettre de Dubrûle alors qu’il est employé, jusqu’au 2 juin 1917, comme postier et standardiste dans la section d’administration au quartier général d’appui du 3e Échelon. Il est transféré temporairement à ce quartier général qui se trouve dans le secteur de la ville de Rouen afin de se remettre d’un épuisement nerveux[[229]](#footnote-230). Lors de son retour au front, Dubrûle mentionne que l’état-major du 22e Bataillon est complètement constitué d’officiers du 178e Bataillon[[230]](#footnote-231). D’ailleurs, rien ne change pendant le cours de la guerre quant au langage de ce dernier. En septembre 1918, ses propos sont toujours aussi directs et sans ménagement par rapport à ses responsabilités au front. La description de la façon avec laquelle il tue des soldats allemands lors de la bataille d’Amiens et de ses séjours dans les tranchées est rédigée sans euphémisme et comme si tout ce qu’il vit est complètement normal[[231]](#footnote-232). *L’Avenir National* décrit plusieurs de ses aventures, comme celle de mai 1918 où, sans être gravement blessé, il est enterré lorsqu’une marmite tombe près de lui et explose[[232]](#footnote-233). Le journal dépeint également le raid auquel Dublûle prend part, en juin, dans les tranchées allemandes, alors que le 22e Bataillon a ensuite dû repousser une contre-attaque allemande[[233]](#footnote-234). Finalement, dans une lettre datée du 8 octobre 1918, Dubrûle raconte qu’il fait partie des anciens du bataillon qui ont vécu la guerre depuis le début de la fondation de l’unité. En fait, il a survécu à la bataille de Cherisy et du Canal du Nord, où le 22e Bataillon est décimé pour la deuxième fois pendant son histoire[[234]](#footnote-235).

Le caporal Uldéric Halde est un ancien résident de Manchester qui écrit à des amis et à sa parenté vivant à Manchester[[235]](#footnote-236). En janvier 1915, le journal apprend qu’il sert au front depuis quelques mois avec le 22e Bataillon et qu’il a survécu aux attaques aux gaz allemandes. Toutefois, le lendemain de l’annonce de la réception de la correspondance du caporal Halde par *L’Avenir National*, les journaux de Montréal annoncent qu’il a été blessé. Le journal de Manchester révèlera quelques mois plus tard qu’avant sa blessure, Halde avait fait deux prisonniers allemands, mais que lors d’une contre-attaque allemande, il a dû « en tuer un et assommer l’autre à coups de crosse. Son exploit, porté à l’attention de ses supérieurs, lui à valut d’être promu, ou à tout au moins, à être cité à l’ordre du jour »[[236]](#footnote-237). De plus, Raoul, son frère, sert avec le Corps des fusiliers-marins américains[[237]](#footnote-238), mais nous n’avons pas pu trouver d’autres informations sur lui. En juillet 1917, son père, qui est à Montréal, nie les rumeurs à son sujet et affirme à *L’Avenir National* qu’il n’a jamais disparu ou fait prisonnier[[238]](#footnote-239). Toutefois, son dossier militaire indique qu’il a été évacué du front le 15 janvier 1916 pour blessure par balle au bras gauche alors qu’il était au Mont Sorel. Il est retourné à son unité, le 22 mai 1916, après qu’il a été soigné pour une amygdalite. Le 16 décembre 1916, il est évacué pour avoir contracté l’influenza et il retourne à son unité, le 11 janvier 1917. Il recevra un chevron pour bonne conduite en novembre 1916 et il sera promu sergent le 2 février 1919[[239]](#footnote-240).

Sans toutefois suivre leurs correspondances, *L’Avenir National* fournit des informations sur certains de leurs résidants lorsqu’ils sont affectés par la guerre. Comme le lance caporal Antonio Bourassa, qui travaillait comme livreur pour la boulangerie Normand et sert depuis le 3 juin 1915 au sein du 41e Bataillon. Il sera ensuite transféré au 22e Bataillon le 3 avril 1916[[240]](#footnote-241). Bourassa est blessé au pied gauche par un fragment d’obus le 28 septembre 1916, lors d’une contre-attaque allemande dans le secteur de la tranchée Régina (bataille de Courcelette)[[241]](#footnote-242) et il sera libéré du service militaire actif en février 1919. Par ailleurs, William Cyr est un autre volontaire de Manchester qui joint les rangs du Corps expéditionnaire canadien. Il a travaillé pour la *Coal & Ice Co* et il a été caporal dans la Garde Lafayette. Le 31 mars 1915, il joint les rangs du 5thCMR[[242]](#footnote-243). Alors qu’il devait être promu au grade de caporal à la fin du mois de septembre 1916, il est tué au front, entre le 14 et 16 septembre 1916, au tout début de la bataille de Courcelette[[243]](#footnote-244). Finalement, Frank Morin, de Laconia, écrit à ses amis de Manchester pour les informer qu’il se porte bien, il joint une carte décrivant les endroits où il sert sur le front en France[[244]](#footnote-245). D’ailleurs, il participe à tous les combats dans les Flandres sans subir de blessure[[245]](#footnote-246). Il sera victime d’une attaque au gaz, le 21 septembre 1917 et il sera ensuite jugé inapte à servir au front, car il est atteint d’érésipèle. Son dossier militaire indique qu’après la guerre, il est retourné en Nouvelle-Angleterre[[246]](#footnote-247).

**La guerre canadienne et le déploiement de la Garde Nationale à la frontière mexicaine**

Curieusement, *L’Avenir National* ne mentionne rien de spécial à propos de la bataille de la Crête de Vimy, outre le fait que le War Office indique que « les Anglais ont lancé hier un coup violent contre les Allemands depuis le sud-ouest de Cambrai jusqu’au sud de Lens en attaquant la fameuse crête de Vimy »[[247]](#footnote-248). Par la suite, aucune autre mention n’est faite dans *L’Avenir National* sur cette bataille. Toutefois, on rapporte davantage les débats qui animent le Canada sur la conscription, les manifestations en juillet 1917 dans les rues de Montréal et les dénonciations des chefs de syndicats, comme celui du Congrès des Métiers et du Travail du Canada[[248]](#footnote-249).

De plus, en août 1917, *L’Avenir National* publie un article incitant tous les sujets britanniques, qui sont toujours aux États-Unis et qui ne sont pas déjà enrôlés, de s’enrôler le plus tôt possible dans les forces impériales[[249]](#footnote-250). Vers la fin d’octobre 1917, une équipe canadienne de recruteurs est créée et commandée par le lieutenant Chevalier qui a servi pendant un an et demi dans les tranchées avec la compagnie francophone du 14e Bataillon, pour ensuite être transféré avec le 22e Bataillon[[250]](#footnote-251). Son rôle est de stimuler l’enrôlement des Franco-Américains et des Canadiens français dans le Corps expéditionnaire canadien. De plus, la propagande du Conseil de la Milice canadienne exhorte les conscrits canadiens à se rapporter avant le 11 novembre 1917, date où « l’épithète de déserteur »[[251]](#footnote-252) sera accolée au nom des gens qui ne se seront pas conformés à la loi du service militaire[[252]](#footnote-253). Un bureau de recrutement pour les sujets britanniques est établi en décembre 1917, à Manchester, par le colonel Jamieson et le major Guy Boyer. Ce dernier a servi deux ans en Europe, avec le 22e Bataillon, où il a été blessé au visage et à l’œil, le 23 mars 1916. Il sera le chef du recrutement pour le Vermont et le New Hampshire[[253]](#footnote-254). En décembre 1917 le sergent Choquette, du 22e Bataillon, se joint à eux. Pendant la campagne de la Somme, ce dernier est blessé à la hanche, le 1er octobre 1916[[254]](#footnote-255). De plus, le bureau de recrutement défraie les coûts pour de la publicité afin d’inciter les Canadiens de la région à s’engager dans le Corps expéditionnaire canadien[[255]](#footnote-256).

*L’Avenir national* rapporte les informations divulguées par le ministère de la Milice et de la Défense qui précisent les premières pertes de volontaires franco-américains qui servent dans le premier contingent canadien. Sept soldats venant des États-Unis sont tués ou blessés lors d’une attaque allemande aux gaz asphyxiants. Parmi eux, on rapporte que le soldat D. E. Côté, de Littleton du New Hampshire, est décédé et que deux autres personnes de la Nouvelle-Angleterre sont rapportées disparues[[256]](#footnote-257). Plus tard, *L’Avenir National* indique que Harry George, vingt ans, de Meredith au New Hampshire, est en convalescence à Québec. Il fait partie des premières victimes des gaz asphyxiants. D’ailleurs, il comptait parmi les 400 survivants de la bataille d’Ypres (22 avril 1915) et, en juillet 1915, il est à nouveau victime d’une attaque aux gaz à la suite de laquelle il a dû être évacué du front de façon permanente[[257]](#footnote-258).

La liste des blessés francophones qui servent dans le Corps expéditionnaire canadien est publiée régulièrement dans *L’Avenir National*[[258]](#footnote-259). On annonce le retour du Lt Hector Routier, fils de bijoutier de Manchester, qui est rapatrié à Halifax, le 8 novembre 1916. Ce dernier est blessé dès le début de la bataille de Courcelette, le 15 septembre 1916. Il s’est fracturé une cheville et s’est blessé le dos. De plus, son dossier médical indique aussi qu’il souffre de ce que l’on appelait à l’époque le *Shell Shock* (le choc post-traumatique). Il s’est enrôlé le 16 juin 1915, et il sert dans le 41e Bataillon lors de son arrivée en France. Ensuite, c’est en juillet 1916 que le lieutenant Routier est transféré au 22e Bataillon dans le secteur d’Ypres quelques mois avant la bataille de la Somme[[259]](#footnote-260).

De même, *L’Avenir National* annonce le 11 novembre 1916 le décès du lieutenant Hudon qui était employé de tramway à Manchester. Cinq jours après son arrivée au 22e Bataillon, il est gravement blessé le 13 juillet 1916 à Ypres (St-Éloi), par un fragment d’obus de mortier. Après une période de convalescence de trois mois, Hudon retourne au front, le 27 octobre 1916, et il est tué d’une balle à la tête, le 3 novembre 1916, soit une semaine après son retour au bataillon[[260]](#footnote-261). D’ailleurs, l’aumônier du 22e bataillon écrit à sa mère (veuve) pour lui expliquer qu’il a béni la tombe de son fils pour témoigner du courage de ce dernier[[261]](#footnote-262).

Quant aux gens portés disparus, le premier rapport publié dans *L’Avenir National* fait référence à Alfred Bertand. Il s’enrôle, le 4 septembre 1915, alors qu’il n’a que 17 ans et demi[[262]](#footnote-263). Il aurait débarqué en France, au Havre, le 9 juin 1916 et, par la suite, il aurait écrit à sa famille sa dernière lettre indiquant qu’il avait été blessé et qu’il retournerait au front. Son dossier militaire indique qu’il est transféré au 14e Bataillon, lorsqu’il est initialement rapporté comme blessé et absent, le 26 septembre 1916, lors de la bataille de la Crête de Thiepval. Ensuite, en mars 1917, son statut change. Les autorités militaires du bataillon présument que Bertrand est plutôt décédé en septembre, au moment où son bataillon a dû se replier face à une contre-attaque allemande lors de bataille visant à prendre la tranchée Kenora[[263]](#footnote-264). Sans nouvelle de lui, son frère Maurice, un résident de Manchester, écrit au ministère de la Milice et de la Défense pour tenter de connaître le sort d’Alfred. La réponse qu’il reçoit lui annonce que Alfred Bertrand est porté disparu depuis le 26 septembre 1916[[264]](#footnote-265).

Tout au long du conflit, la ville continue à démontrer son patriotisme et la communauté de Manchester se clame de ne pas servir de refuge pour les déserteurs canadiens. Le 11 juillet 1918, le journal annonce qu’Albert Valiquette, un déserteur canadien, n’est resté qu’une semaine à Manchester avant d’être remis aux autorités canadiennes pour être ensuite ramené à Montréal[[265]](#footnote-266). Donc, *L’Avenir National* décrit avec fierté la rigueur et la sévérité des gens de Manchester devant les déserteurs.

*L’Avenir National* décritaussi les faits d’armes d’anciens résidents de Manchester qui servent avec les forces françaises. Le soldat L. Legrand correspond avec sa tante et son oncle Mme et M. Quirin. Alors que Legrand sert comme téléphoniste avec les forces françaises, il reçoit une citation à l’ordre du jour pour sa bravoure au front lorsqu’il réparait les lignes de communication qui avaient été coupées par le feu de l’artillerie. Legrand correspond toujours avec son oncle, M. Quirin pendant le conflit et ses propos sont toujours optimistes par rapport à la victoire des Alliés. Même au moment où il sert dans le secteur du Chemin des Dames, ses propos sont très patriotiques et loyaux. Non seulement, il ne fait aucune mention des révoltes des soldats français qui sont en cours à cette époque dans l’armée française[[266]](#footnote-267), mais, alors que nous sommes au printemps 1917, il assure que « le moral de notre armée est merveilleux [et que le] soldat accepte ce long sacrifice avec un esprit admirable »[[267]](#footnote-268). Ses propos semblent être censurés, car historiquement nous sommes témoins de plusieurs cas de « grèves des tranchées » dans la période qui suit « le grave échec de l’offensive de Nivelle »[[268]](#footnote-269).

Pendant cette même période, *L’Avenir National* rapporte avec enthousiasme toute information concernant des membres du 1er Régiment de la Garde Nationale du New Hampshire qui sont déployés à la frontière du Mexique. Le régiment est déployé pendant six semaines dans des postes avancés le long du Rio Grande[[269]](#footnote-270). Par ailleurs, le journal mentionne fièrement à ses lecteurs que leurs gens font preuve de sang-froid dans l’exécution de leur tâche et que les groupes de travail sont décentralisés et qu’ils fonctionnent indépendamment dans un environnement austère[[270]](#footnote-271). On décrit les activités relatives à la vie des soldats, comme lorsque les membres de la compagnie A sont payés sur la ligne (*parade de paye*) et qu’ils suppléent à leur diète par la chasse[[271]](#footnote-272). Vers la fin janvier 1917, le journal annonce le retour de 25 000 membres des Gardes Nationales. Manchester se prépare pour accueillir les membres de la garde Lafayette, la compagnie A et les autres compagnies du 1er Régiment[[272]](#footnote-273). Le 1er Régiment retourne à Manchester le 9 février 1917 et c’est avec faste que l’on célèbre son retour[[273]](#footnote-274).

**Réactions suivant la déclaration de guerre par les États-Unis — avril 1917**

**Démonstrations de patriotisme et de la loyauté des**

**Franco-Américains envers les États-Unis, leur pays d’accueil**

Comme nous l’avons mentionné précédemment, les évènements qui mènent les États-Unis vers une implication dans la guerre européenne continuent à s’additionner pendant la période de neutralité américaine. Alors que les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l’Allemagne, le 3 février 1917, et que les indices d’une guerre avec l’Allemagne sont de plus en plus clairs, la Brigade des Volontaires franco-américains annonce, lors de son congrès de février 1917, qu’elle adopte une résolution pour envoyer immédiatement un télégramme au Président Wilson, lui indiquant qu’il peut compter sur les services des 2 000 hommes de la Brigade qui sont « prêts à voler au premier rang des régiments »[[274]](#footnote-275). De plus, quelques jours après l’annonce de la Brigade des Volontaires franco-américains, c’est au tour de la compagnie Amoskeag d’annoncer qu’elle est disposée à payer pour la levée d’un régiment, si le gouvernement a besoin de volontaires[[275]](#footnote-276).

À l’instar de la presse du pays, *L’Avenir National* annonce la déclaration de guerre, le 6 avril 1917, en première page du journal et l’entrée en guerre des États-Unis devient le sujet prédominant du quotidien pour les jours à venir[[276]](#footnote-277).

Dès le début de l’entrée en guerre des États-Unis, *L’Avenir* National manifeste son appui à la cause et dès lors, publie plusieurs articles et éditoriaux incitant les gens à manifester leur appui au Congrès, à s’enrôler, à travailler avec ardeur pour maintenir la prospérité du pays et à contribuer aux emprunts de la Liberté. De plus, le journal incite les membres de la communauté à s’informer sur la guerre, pour ainsi être aptes à débattre et à prouver aux objecteurs de conscience qu’ils ont tort. Finalement, le journal demande aux lecteurs de faire leur devoir civique en déclarant les embusqués au comité du *New Hampshire Defence Ligue*[[277]](#footnote-278).

Quoique le taux d’enrôlement n’est pas à la hauteur des attentes de la *New Hampshire National Defence Ligue*, ses représentants avouent au journal qu’ils ne sont pas inquiets par cette situation. Or, *L’Avenir National* mentionne, au début avril 1917, que l’organisation est appuyée par des membres solides que le Gouverneur de l’État a choisis lui-même pour cette tâche importante[[278]](#footnote-279). Quelques jours après la déclaration de guerre, 51 demandes d’enrôlement sont reçues et 36 personnes sont acceptées pour le service militaire. Pendant le mois d’avril 1917, quarante personnes sont enrôlées au bureau de Manchester pour servir dans la marine[[279]](#footnote-280). En mai 1917, les trois postes de recrutement de la ville enrôlent en moyenne dix personnes par jour. *L’Avenir National* décritque l’équipe de recrutement de Manchester semble satisfaite des résultats de sa campagne de recrutement et il publie régulièrement les noms des volontaires acceptés, ainsi que leur adresse respective[[280]](#footnote-281). D’ailleurs, avant l’établissement du système de tirage pour le service militaire obligatoire, les premières informations issues du recensement militaire de la ville dénombrent 7 241 personnes (de 18 à 45 ans) inscrites sur la liste. Toutefois, quelques semaines plus tard, la liste de Manchester compte 16 147 noms[[281]](#footnote-282). De plus, c’est avec enthousiasme qu’on annonce que le 6 mai 1917 la ville de Manchester tiendra une assemblée patriotique pour stimuler le recrutement sous la présidence du secrétaire d’État. On invite tous les gens aptes à joindre les rangs et la population à participer en grand nombre à l’assemblée[[282]](#footnote-283). D’ailleurs, les compagnies du 1er Régiment prendront part aux cérémonies et le clocher de la paroisse Sainte-Marie sonnera 21 coups pour saluer le gigantesque drapeau américain qui sera présenté au public[[283]](#footnote-284).

Le lendemain, le journal rapporte que cent cinquante personnes se seraient enrôlées dans les forces armées[[284]](#footnote-285). En effet, le recrutement est satisfaisant, 77 nouvelles recrues se présentent le 7 mai 1917 et le total de soldats enrôlés depuis le mois d’avril est de 777[[285]](#footnote-286). On mentionne aussi que le Dr Bergeron s’est enrôlé avec quatre autres médecins dans le Corps de Réserve des Officiers Médicaux et qu’ils ont tous reçu le grade de capitaine[[286]](#footnote-287). Un article, publié le 10 mai 1917, mentionne que le départ en train de 52 recrues de la région pour Fort Slocum est ovationné par la population. Sur ces 52 recrues, 12 d’entre elles sont de Manchester et quatre pourraient être identifiées comme Franco-Américains[[287]](#footnote-288). Dès la mi-mai 1917, on rapporte que les postes pour servir au sein de l’artillerie de défense côtière sont tous pourvus[[288]](#footnote-289). Plus tard en mai, *L’Avenir National* annonce le départ de 32 recrues pour le Fort Slocum, dont 9 sont de Manchester et raconte que 155 personnes ont été recrutées à Manchester durant le mois de mai 1917[[289]](#footnote-290). En juin 1917, on rapporte que sur 1 246 inscriptions, 488 sont des Franco-Américains : 247 d’entre eux joignent la Garde Nationale, 172 la Marine, 46 l’Armée régulière et 23 le Corps des fusiliers marins. En fait, les recruteurs de Manchester mentionnent que sur le total des engagés et des enrôlés en juin 1917, 718 sont Franco-Américains[[290]](#footnote-291). D’ailleurs, le journal continue à publier les noms de volontaires qui sont acceptés pour leur entrainement de recrue à la base de Slocum[[291]](#footnote-292).

Une deuxième vague de recrutement est lancée le 25 juin 1917, car l’armée régulière requiert 70 000 soldats supplémentaires[[292]](#footnote-293). La *New Hampshire National Defence Ligue* mentionne que le New Hampshire ne semble pas contribuer suffisamment en termes d’effectifs. Les orateurs et oratrices lors des différents ralliements mentionnent tous à l’unisson que les gens ne peuvent pas rester chez eux alors que leurs voisins font leur part et que le New Hampshire est au quarantième rang de tous les États-Unis quant aux enrôlements pour l’armée et la marine[[293]](#footnote-294). C’est pendant la semaine du 9 juillet 1917 que *L’Avenir National* publiera la liste des 8 401 inscrits de Manchester qui seront sujets à la conscription. Le tirage des numéros des cartes d’inscription se tient à Washington, le 20 juillet 1917 et *L’Avenir National* publie la liste des conscrits qui sont tirés. Le premier Franco-Américain de la ville à être conscrit est M. E. L. Harnois[[294]](#footnote-295). Par ailleurs, le journal décrit que les volontaires sont plus nombreux au centre de recrutement de Manchester et que les gens sont affectés soit au corps d’infanterie, soit au service médical[[295]](#footnote-296). Pour cette nouvelle vague de recrutement, les recrues de Manchester se comptent par groupes de 20 et celles qui sont sélectionnées pour l’infanterie seront envoyées au Fort Syracuse, N.Y.[[296]](#footnote-297). Quant aux enrôlements pour le mois d’août 1917, la ville de Manchester se classe première pour la Nouvelle-Angleterre, avec 133 personnes sur 173 qui sont acceptées pour servir dans l’armée américaine[[297]](#footnote-298).

En septembre 1917, *L’Avenir National* continue de souligner avec enthousiasme le départ des conscrits. L’équipe éditoriale salue et reconnait le patriotisme de ces gens qui partent pour l’Europe, « où ils feront leur part de combat pour le droit et la justice »[[298]](#footnote-299). À la fin octobre 1917, le commandement du groupe de recrutement pour les États du New Hampshire et du Maine mentionne qu’il aura un sergent recruteur francophone sous peu pour répondre aux besoins des communautés francophones de ces régions[[299]](#footnote-300). En décembre 1917, le bureau de recrutement pour le district du Maine et du New Hampshire rapporte que sur les 205 volontaires qui proviennent de Manchester, 67 sont Franco-Américains[[300]](#footnote-301). Par ailleurs, le service spécialisé de l’aviation de l’armée commence à recruter du personnel vers la fin juillet 1917 et l’entrainement se tient au Texas, au Fort Sam Houston[[301]](#footnote-302). Plus tard, le bureau rapporte que sur les 8 189 personnes du New Hampshire qui se sont enrôlées dans l’armée américaine, 1 218 sont résident de Manchester[[302]](#footnote-303). Finalement, selon Albert Bélanger, 865 Franco-Américains de Manchester auraient joint les rangs des forces militaires et 22 sont décédés pendant le conflit[[303]](#footnote-304).

De plus, en juin 1918, la ville de Manchester sera sollicitée pour fournir 30 des 98 infirmières que l’État doit fournir. Dès les premières annonces de cette information 22 infirmières sont en voie d’être acceptées pour le service militaire actif[[304]](#footnote-305).

C’est en juin 1917 que nous commençons à noter dans *L’Avenir National* les départs des citoyens de Manchester pour l’Europe. Le premier départ annoncé est celui de Bertrand Tremblay, le fils du Dr Tremblay. Il quitte New York, le 9 juin 1917 pour le service d’ambulances en France[[305]](#footnote-306). Il sera affecté à la 49e Division de Chasseurs à Pied[[306]](#footnote-307). Avec l’augmentation du nombre de troupes qui servent en Europe, le journal annonce le premier décès en mer, le 26 juin 1917. Joseph Hébert est chauffeur à bord du contre-torpilleur *USS Preston* et il perd la vie lorsqu’une énorme lame l’emporte à la mer avec trois autres marins, le 15 juin 1917[[307]](#footnote-308).

Dès juin 1917, *L’Avenir National* commence à informer ses lecteurs sur la situation des gens de Manchester qui servent dans les forces américaines. Notamment sur André Lacombe et Wilfrid Hamelin qui servent tous les deux sur le *USS Alert*, un vaisseau chasseur de sous-marins[[308]](#footnote-309). Harold Gosselin quant à lui fait partie de l’équipe du général Pershing à titre de « gérant du bureau exécutif »[[309]](#footnote-310). Maurice Quirin est à Bordeaux depuis le 30 mai et il écrit régulièrement à sa famille. Il informe ses proches de ses activités comme chef de section d’ambulance, où il est déployé dans le secteur du Chemin des Dames, à environ 1 ½ kilomètre du front[[310]](#footnote-311). De son abri à cinq mètres sous la terre, protégé des obus, il indique à ses parents qu’il attend patiemment une confirmation pour débuter l’entrainement d’officier au centre d’entrainement de Meaux[[311]](#footnote-312).

Frank Laflamme, lui, sert comme conducteur d’ambulance dans la section 13 de la Croix-Rouge américaine. Il raconte à sa famille que les évacuations de blessés se font la nuit et qu’il est souvent exposé aux obus et marmites ennemis. De plus, lors d’une permission à Paris, il a eu le plaisir de rencontrer Maurice Quirin et Bernard Tremblay qui travaillent également au service d’ambulance[[312]](#footnote-313).

Arthur Soucy, lui, s’est porté volontaire pour servir dans la marine et, en août 1917, il suit son entrainement de matelot à Newport. Il est très satisfait de son choix et il ne manque de rien. De plus, il croît qu’il sera déployé rapidement en mer, dans tout au plus un mois, pour couler son premier sous-marin[[313]](#footnote-314). De plus, il se réjouit à l’idée de réussir son examen pour devenir matelot de première classe et ensuite, peut-être, de rencontrer à Noël son frère, qui est à Toronto avec le *Royal Flying Corps*, et son ami Bill Boisvert, qui est en Caroline du Nord avec le 1er Régiment[[314]](#footnote-315). Certains membres de la Garde Nationale sont sollicités pour servir à titre d’instructeurs dans les différents camps et centres d’instruction militaire. Tel est le cas du caporal Beaudet qui sert d’instructeur à Plattsburgh et qui a ainsi été promu au grade de sergent[[315]](#footnote-316).

Dès l’entrée en guerre des États-Unis, le clergé de Manchester continue à encourager les gens à servir pour la cause de leur pays. Les propos de l’abbé Davignon, en mai 1917, en sont un bon exemple alors qu’il mentionne dans son sermon que « le drapeau représente l’autorité [qui est] nécessaire, et on doit obéissance aux lois de son pays, dans l’intérêt général, et parce que Dieu le commande »[[316]](#footnote-317). Il est aussi à noter que son neveu sert dans l’*American Ambulance Field Service* et qu’il a reçu la Croix de Guerre française[[317]](#footnote-318). D’ailleurs chaque paroisse de Manchester est fière de sa contribution pour la cause militaire et elles reçoivent leur drapeau de service qui portent des étoiles, dont chacune représente un « enfant de la paroisse parti à la guerre dans l’armée ou la marine »[[318]](#footnote-319). Ainsi, un drapeau de 250 étoiles est hissé devant 5 000 paroissiens au-dessus de la porte principale de l’église de Saint-Georges[[319]](#footnote-320). La paroisse de Saint-Augustin est également fière des 200 étoiles qui figurent sur son drapeau[[320]](#footnote-321), comme celle de Sainte-Marie qui orne son drapeau de 320 étoiles, le 30 juin 1918[[321]](#footnote-322).

Quant à la Garde Nationale du New Hampshire, qui inclut la Garde Lafayette, elle reçoit la directive de se mobiliser en avril 1917 et les nouvelles recrues auront des contrats qui dureront pendant tout le conflit[[322]](#footnote-323). Les effectifs autorisés des compagnies passent de 100 à 150 hommes et le plein effectif de la Garde Lafayette sera atteint vers la mi-juin. Les autres volontaires francophones qui souhaitent joindre les rangs de la Garde Nationale devront désormais servir au sein des compagnies mixtes du 1er Régiment (compagnies B, K et F). D’ailleurs, les activités de la Garde Lafayette sont scrupuleusement décrites par l’équipe de *L’Avenir National*, car cette année, le 1er Régiment est mobilisé. Certes les manœuvres annuelles ont toujours lieu, mais l’entrainement est coordonné afin que l’unité soit ensuite prête à servir en Europe.

Par ailleurs, l’atmosphère lors du départ était plus sérieuse et solennelle que lors des années précédentes[[323]](#footnote-324). En effet, avant le départ de la Garde Nationale pour les manœuvres annuelles, Mgr Guertin tient une messe spéciale et s’adresse aux soldats catholiques de la Garde Nationale, dont les 150 membres de la Gardes Lafayette[[324]](#footnote-325). Les autorités des compagnies de Manchester, de leur côté, donnent des consignes à leurs soldats et les incitent à se conduire de façon à faire honneur à leur régiment. De plus, elles défendent aux commerçants (buvetiers) de vendre des produits alcoolisés aux soldats[[325]](#footnote-326). Cette année, le 1er Régiment compte 2 270 membres au Camp Keyes à Concord[[326]](#footnote-327). Lors de cet entrainement militaire avant la mobilisation du 1er Régiment pour le service fédéral, tous les officiers et soldats de la compagnie A, sauf quatorze, ont réussi leur évaluation[[327]](#footnote-328). Lorsque l’entrainement se termine, le 1er Régiment reçoit l’ordre de se rendre au Camp Bartlett de Westfield, Massachusetts, afin de se préparer pour se rendre sous peu en France[[328]](#footnote-329).

Le 1er Régiment est démembré dès son arrivée à Westfield et la compagnie A sera affectée au 103e Régiment de la 26e Division d’Infanterie de l’Armée fédérale[[329]](#footnote-330). *L’Avenir National* commence à recevoir des informations d’Europe lorsque la division arrive en France, le 14 octobre 1917[[330]](#footnote-331). En décembre 1917, le soldat Doré écrit dans une lettre à ses amis de Manchester qu’il est aide-de-camp pour un officier supérieur et que son unité est toujours à l’entrainement. Leurs officiers subalternes sont pour la plupart déployés pendant cinq semaines dans une école militaire afin de parfaire leur entrainement[[331]](#footnote-332). De plus, le soldat Alfred Tremblay mentionne dans une lettre que le 103e Régiment a ses quartiers dans des granges, et comme quartier-maitre, il se rend occasionnellement à Paris et où il voit « un grand nombre de femmes remplissant des fonctions d’hommes »[[332]](#footnote-333). Le lieutenant Jutras a rejoint le 103e Régiment, en mars 1918. Dans sa missive, il indique que, malgré la neige, tous ses compagnons se portent à merveille[[333]](#footnote-334).

Quant aux éléments du 1er Régiment qui n’ont pas été transférés au 103e Régiment, ils sont envoyés au Camp Greene, en Caroline du Nord, où ils seront convertis en une unité de police militaire. Or, le Régiment des Quartiers-Généraux de la Première Armée américaine sera responsable de la sécurité des états-majors, des services de garde rapprochée du général commandant des forces expéditionnaires américaines et du contrôle des lignes de communication (routes) entre le front et la zone arrière[[334]](#footnote-335). À l’image du 103e Régiment, qui est le résultat de l’amalgame de la compagnie A du 1er Régiment du New Hampshire et du 2e Régiment d’Infanterie du Maine, le Régiment des Quartiers-Généraux de la Première Armée américaine est issue de la fusion d’éléments du 1er Régiment et d’une unité franco-américaine de la Garde Nationale du nord de la Louisiane. Malgré cette amalgamation, le Régiment des Quartiers-Généraux de la Première Armée Américaine a maintenu un noyau de personnel francophone pour servir, dès son arrivée en avril 1918, en France[[335]](#footnote-336).

Au New Hampshire, une nouvelle compagnie du 1er Régiment est établie pour être activée seulement en cas de trouble civil comme des grèves. La compagnie C (*Home Guard*) sera commandée par le capitaine Ubald Hebert et, ce dernier mentionne, que la compagnie est constituée de personnes mariées, tempérantes et ayant « d’excellentes habitudes »[[336]](#footnote-337). Les effectifs de la compagnie passent rapidement de 40 à 61 personnes. Ils sont tenus par d’anciens membres de la Garde Lafayette et ils s’entrainent les mercredis soir à Manchester[[337]](#footnote-338). Les services de la compagnie sont requis une seule fois pendant le conflit. Le gouvernement de l’État mobilise la compagnie pour qu’elle effectue « le service de patrouille »[[338]](#footnote-339), lorsque les policiers de Nashua décident de quitter leur poste en masse lors d’une grève, le 24 septembre 1918.

**Le 103e Régiment au front**

C’est pendant l’hiver 1918 que le 103e Régiment est exposé aux rigueurs du combat et *L’Avenir National* suivra la correspondance de 22 Franco-Américains de Manchester. Or, la première victime franco-américaine du 103e Régiment, qui est résident de Manchester, est le soldat Émile Côté qui était servant de mortier. Il est mort le 28 février 1918, deux jours après avoir été blessé, lors d’une attaque allemande[[339]](#footnote-340). On annonce aussi que le sergent Lacasse, un vétéran qui a servi huit mois à la frontière mexicaine, est blessé, le 16 mars 1918 à Claremont[[340]](#footnote-341). Dès la mi-mars 1918, *L’Avenir National* publie régulièrement le nom des blessés originaires de Manchester et des informations sur la correspondance que les soldats franco-américains échangent avec leur parenté. Par exemple, le 26 mars on peut lire l’annonce de la blessure de Joseph Savoy[[341]](#footnote-342) et aussi, celle d’Alfred Longchamp qui raconte se plaire comme militaire malgré la pluie de balles qu’il reçoit sur sa position[[342]](#footnote-343).

Le caporal Janelle est employé comme interprète pour sa compagnie et il se réjouit de la réception du premier colis envoyé par sa famille[[343]](#footnote-344). En fait les colis sont très appréciés par les soldats, car le prix des denrées en Europe est très élevé. Le soldat Gagnon, rapporte dans une correspondance que le chocolat qui se vend 0,15 $ l’unité aux États-Unis se vend à 2,00 $ en France[[344]](#footnote-345).

Le 27 mars 1918, c’est au tour du soldat Groux de donner des nouvelles. Curieusement, sa lettre est la première qui démontre que la censure s’exerce sur le courrier du front. Le journal indique, dans la transcription de la lettre, comment les détails relatifs au décès d’un collègue sont supprimés dans la lettre de Groux[[345]](#footnote-346). Plus tard au printemps 1918, c’est Albert Dubrûle du 22e Bataillon, qui rapporte que les responsables du bureau de censure s’opposent à son désir d’envoyer à sa famille des habits sacerdotaux qu’il a trouvés dans les ruines d’une église[[346]](#footnote-347). Étrangement, le soldat Lambert du 164e Régiment d’infanterie a réussi à envoyer un obus explosé allemand de sept livres à sa mère qu’elle expose en retour dans la vitrine du magasin Warren, à Manchester[[347]](#footnote-348).

Le 24 août 1918, une page complète de *L’Avenir National* est consacrée aux correspondances que les militaires du 103e Régiment entretiennent avec leur famille. Dans l’une d’elles, le caporal L’Heureux écrit à la sœur de son grand ami, le caporal Ross, et lui jure de venger la mort de ce dernier. Une autre lettre révèle que les deux frères Boisvert qui servent avec le 103e Régiment sont hospitalisés, victimes d’attaques aux gaz[[348]](#footnote-349). Le journal décrit l’état grave du soldat Gagné dans l’édition du 26 août 1918[[349]](#footnote-350). Toute information quant aux individus qui servent avec le 103e Régiment est mentionnée dans *L’Avenir National*, et notamment,lorsque le lieutenant Burpée a l’infortune d’être fait prisonnier par les Allemands, le 26 mars 1918. Ses parents informent le journal de la nouvelle de ses graves blessures et de son évacuation prochaine vers les États-Unis[[350]](#footnote-351).

**Organisations et comités d’appui à la guerre**

En août 1918, le journal publie encore des informations sur les enrôlements de volontaires et de conscrits. Un des objectifs de *L’Avenir National* est d’informer la population de la ville sur les activités de soutien des soldats au front ou de contribution à l’effort de guerre. À cet égard, le journal annonce que l’Association canado-américaine invite la population à assister, le 27 avril 1917, à une présentation sur les efforts de la Croix-Rouge et de la reconstruction des églises en France. Lors de cette soirée d’information, l’aumônier militaire français, Tellier de Poncheville, viendra commenter la vie dans les tranchées à Verdun. De plus, le journal rappelle aux gens qu’ils ne peuvent pas aider directement la France, mais qu’ils peuvent toujours contribuer en participant à cette soirée d’information[[351]](#footnote-352).

Presque un an plus tard, c’est l’abbé Cabanel, aumônier-chef de la 66e Division de la Septième Armée française qui vient s’adresser à la population de Manchester. Il est un témoin privilégié de la guerre en Europe et il affirme que le général Foch se bat au front comme un grand chrétien et il demande à l’audience de prier « avec ferveur pour que cesse le plus tôt possible l’effroyable fléau »[[352]](#footnote-353).

Quant aux œuvres d’aide humanitaire, la Croix-Rouge lance dès le début de la guerre une collecte de fonds pour équiper un hôpital militaire en Europe[[353]](#footnote-354) et la Ligue d’Organisation Navale coordonne le travail de volontaires pour tricoter des chandails et des casquettes pour les patrouilleurs des côtes de la Nouvelle-Angleterre[[354]](#footnote-355). En juin 1917, la première campagne nationale de la Croix-Rouge fixe l’objectif national à 100 000 000 $[[355]](#footnote-356) et la contribution de Manchester est fixée à 100 000 $[[356]](#footnote-357). Le 22 juin 1917, pendant le diner des travailleurs de la Croix-Rouge, les équipes rapportent que la somme de 43 338 $ a déjà été recueillie[[357]](#footnote-358). Chaque paroisse contribue. Par exemple, 522 $ sont recueillis par le comité de la paroisse Notre-Dame[[358]](#footnote-359). Ensuite, les 10 et 11 juillet 1917, la Croix-Rouge de Manchester organise un gigantesque carnaval, et plusieurs activités sont au programme dont des concerts de fanfare, la construction d’un camp pour représenter la vie militaire, avec plusieurs tentes et un service de cuisine. Cependant, la pluie abondante du 11 juillet fait en sorte que l’évènement est prolongé de deux jours[[359]](#footnote-360). Le 12 juillet, sous la présidence d’honneur du gouverneur de l’État et de son état-major, la batterie du 1er Régiment effectue une démonstration de manœuvres de mise en batterie avec leurs chevaux[[360]](#footnote-361). De plus, tout au long du carnaval un aviateur avec son biplan envoie du ciel des tracts invitant la population au carnaval, en simulant des manœuvres de bombardement aérien de la ville[[361]](#footnote-362).

Le 4 août 1917, la Croix-Rouge fait part, dans son rapport, de l’aide en équipement qu’elle a préparée et transmise à la Croix-Rouge nationale. On mentionne la fabrication de 24 000 différents types de gazes, de compresses, de pansements, et de biens à distribuer aux soldats.[[362]](#footnote-363).

En janvier 1918, Manchester se classe 10e sur les 72succursales de la Nouvelle-Angleterre pour la production d’articles. Avec les conditions hivernales difficiles avec lesquelles les soldats doivent composer pendant l’hiver 1918, le groupe est sollicité pour produire rapidement des items tricotés (3 538) et des pansements (26 970) et il fournit 1 556 trousses d’hôpital[[363]](#footnote-364). D’ailleurs, la réponse à l’appel d’urgence pour tricoter 220 foulards est dépassée de 30 unités et les items sont produits en trois jours seulement. En février 1918, les membres du Cercle National sont toujours actifs. Elles ont envoyé 400 compresses et trois douzaines de bandages pour la tête. De plus, lors des rencontres du comité, Mme Quirin informe ses amies des opérations d’évacuation des réfugiés et des conditions de vie qui affectent la population, comme les « restrictions de toutes sortes que le peuple doit s’imposer pour aider la guerre »[[364]](#footnote-365). Plus tard, en juin 1918, le comité de la paroisse de Notre-Dame rapporte que 4 000 paires de bas de laine ont été produites en juin et que 3 000 autres paires seront produites pour le mois de juillet[[365]](#footnote-366). De plus, d’autres organisations locales décideront d’aider la Croix-Rouge, comme l’Association musicale de Manchester qui remettra les profits des quatre concerts de la saison 1917-18 aux œuvres de la Croix-Rouge[[366]](#footnote-367).

La Croix-Rouge organise une deuxième collecte de fonds en mai 1918 et le montant visé pour Manchester est fixé à 75 000 $[[367]](#footnote-368). Dans les journées qui suivent cette annonce, les membres des comités paroissiaux vont se rencontrer afin de se préparer pour cet évènement. Certains comités feront preuve d’un enthousiasme marquant, comme le groupe de la paroisse de Saint-Augustin qui changera son nom pour devenir les « Ouvrières de la Liberté de St-Augustin »[[368]](#footnote-369). Le 23 mai, le journal annonce que la souscription de Manchester pour les fonds de guerre de la Croix-Rouge est de 75 000 $ et le comité de la ville rapporte qu’il a déjà accumulé 53 900 $[[369]](#footnote-370). Le montant total obtenu lors de cette campagne s’élève à 133 225 $. Il est digne de mention que la compagnie Amoskeag a fourni 25 000 $ en fin de campagne[[370]](#footnote-371).

Nous n’avons pas trouvé de mention relative à la première campagne de bons de la Liberté dans *L’Avenir National*. Toutefois, la campagne de la Croix-Rouge a plutôt reçu l’attention de *L’Avenir* National. Dès octobre 1917, alors que le journal annonce que le quota pour la deuxième campagne s’élèvera entre 3 000 000 $ et 5 000 000 $ pour la nation[[371]](#footnote-372), l’équipe éditoriale de *L’Avenir National* signale l’importance de la contribution des gens. D’ailleurs, dans une publicité du journal, on compare la puissance des bons à celle des fusils[[372]](#footnote-373). À cet égard, les éditorialistes insistent pour que les gens contribuent aux Emprunts de la Liberté (bons), avant le 27 octobre 1917, et ils indiquent que ces souscriptions permettent aux soldats de vivre et de continuer leur lutte contre l’Allemagne[[373]](#footnote-374).

C’est seulement lorsque l’État indique, le 26 mars 1918, qu’il veut ramasser la somme de 8 166 000 $[[374]](#footnote-375) que *L’Avenir National* couvre de nouveau les préparatifs de la ville pourcette troisième campagne d’emprunt[[375]](#footnote-376). *L’Avenir National* annonce que la ville de Manchester devra contribuer à hauteur de 2 308 000 $[[376]](#footnote-377). La contribution de la ville est établie en fonction « de la population, le chiffre de ressources en banque et l’évaluation de la propriété »[[377]](#footnote-378).

C’est par un ralliement patriotique qu’on lance la campagne en sonnant les cloches des églises de la ville. D’ailleurs, M. Hamelin, le sous-secrétaire du Trésor pour le New Hampshire mentionne que les deux premières campagnes ont été des « magnifiques succès »[[378]](#footnote-379) et que les 40 solliciteurs visitent les domiciles afin que deux pour cent de la population de Manchester participe à cette souscription[[379]](#footnote-380). Une semaine seulement après le lancement de la campagne, la ville a déjà atteint le sixième de son objectif, soit 350 000 $[[380]](#footnote-381).

Une nouvelle manifestation pour promouvoir les bons de la Liberté se tient le 17 avril 1918. Les résultats sont positifs, car elle permet de rapporter, pour le New Hampshire, la somme de 457 000 $ en 24 heures[[381]](#footnote-382). De plus, le 20 avril 1918, 10 000 personnes prennent part à une parade dans les rues de Manchester pour manifester en faveur des Emprunts de la Liberté. La parade rassemble vétérans, jeunes enfants, fanfares, miliciens de la Garde Nationale, membres de la Croix-Rouge et travailleurs de l’Emprunt de la Liberté. Il est estimé que plus de 50 000 personnes ont assisté à la parade qui était sous la présidence d’honneur du Gouverneur du New Hampshire et du Secrétaire de la Marine[[382]](#footnote-383). À l’instar des campagnes précédentes, les parades permettent à la ville de rassembler la population et de ramasser des fonds. Enfin, le 1er mai 1918, le montant de souscription pour Manchester s’élève à 3 330 400 $ et elle reçoit le drapeau d’honneur du troisième emprunt[[383]](#footnote-384).

Quant à la quatrième campagne d’emprunt, les préparatifs débutent dès la mi-septembre 1918 afin que tout soit prêt pour le lancement officiel de la campagne, le 30 septembre[[384]](#footnote-385). La campagne ne se déroule pas aussi bien que prévu, car plusieurs personnes de la communauté sont affectées par l’épidémie d’influenza. Le 13 octobre, il manque à 700 000 $ à la ville pour atteindre sa quote-part, mais en clôture de campagne, le 19 octobre 1918, Manchester réussit à dépasser son objectif de 60 %. La somme de 7 576 350 $ est finalement recueillie[[385]](#footnote-386). En fait, ce sont les banques qui contribuent avec de grandes sommes afin de faire passer la souscription de la ville de 15 à 60 % de plus que la quote-part initialement demandée[[386]](#footnote-387).

Les timbres de guerre sont une autre façon de financer l’effort de guerre américain par la contribution directe de la population. Au début juin 1918, les travailleurs du comité pour les timbres de guerre se rencontrent pour planifier leur campagne et la quote-part pour Manchester est de 1 250 000 $. Ce n’est que quelques jours après la clôture de la campagne, le 28 juin 1918, que l’on apprend que Manchester a contribué pour un montant de 501 619 $[[387]](#footnote-388).

**Quatrième chapitre : Comparaison entre les communautés de Manchester et de Woonsocket**

À première vue, lorsque nous comparons la contribution de Manchester à celle de Woonsocket, nous réalisons rapidement que les préoccupations de la population des deux villes sont très similaires. D’ailleurs, les thèmes couverts par les deux quotidiens de ces communautés sont semblables tout au long du conflit, que ce soit pendant la phase de neutralité ou pendant celle de l’implication des États-Unis dans la guerre.

Pour comparer la contribution à l’effort de guerre des communautés de Manchester et de Woonsocket, nous devons premièrement tenir compte des statistiques démographiques sur ces villes. Or, selon la *Tribune*, en 1914, Woonsocket a une population totale de 40 000 résidents et les données provenant des recensements de 1910 et de 1920 indiquent que la population était respectivement de 38 125 et de 43 496 pour ces années[[388]](#footnote-389). Donc, nous pouvons affirmer avec confiance que le premier chiffre émis par la *Tribune* est vraisemblable. Toujours selon la *Tribune*, la population franco-américaine, au début de la guerre, est estimée entre 25 000 et 28 000 habitants[[389]](#footnote-390), soit une proportion variant entre 63 et 70 % de la population de la ville. De plus, les données paroissiales qu’Albert Bélanger publie dans le *Guide des Franco-Américains* (1921) indiquent que les Franco-américains de Woonsocket seraient au nombre de 31 575[[390]](#footnote-391), soit 72,6 % de la population de cette ville[[391]](#footnote-392).

Quant à Manchester, la population totale pour la décennie 1910-1920 passe de 70 063 à 78 384 résidents et on estime que 40 % de la population totale de la ville est Franco-américaine[[392]](#footnote-393), soit environ 28 000 à 31 000 habitants. Selon *Le Guide des Franco-Américains*, en 1921, la population des paroisses francophones catholiques de Manchester est de 30 818 personnes[[393]](#footnote-394), soit 39,3 % de la population de Manchester[[394]](#footnote-395). Donc, pendant la guerre, la communauté franco-américaine de Woonsocket est moins populeuse que celle de Manchester. Toutefois, l’écart maximum de 6 000 personnes entre les populations francophones des deux communautés aurait toujours diminué pendant le conflit, car la communauté francophone de Woonsocket a crû. De plus, en nous référant à l’étude de Bélanger, la population franco-américaine de Woonsocket dépasse celle de Manchester, d’environ 757 résidents, en 1921.

|  |
| --- |
| **Tableau comparatif des populations de Manchester et Woonsocket** |
|   | Population franco-américaine | Population totale |
| Source | Tribune | L’Avenir National | Belanger | Recensements américains | Tribune | L’Avenir National  |
| Année | Woon | Man | Woon | Man | Woon1 | Man2 | Woon | Man |
| 1910 |  |  |  |  | 38,125 | 70,063 |  |  |
| 1914 | 25–28, 0003 |  |  |  |  |  | 40, 0004 |  |
| 1916 |  | 40, 0005 |  |  |  |  |  | 80, 0006 |
| 1920 |  |  |  |  | 43,496 | 78,384 |  |  |
| 1921 |  |  | 31, 5757 | 30, 8188 |  |  |  |  |

**Tableau 1**

Légende : Man = Manchester; Woon = Woonsocket.

Sources :

1. Rhode Island Statewide Planning, One Capitol Hill, Providence, RI 02908, NH Office of Strategic Initiatives. US Decennial Census, <https://www.nh.gov/osi/data-center/documents/1830-1920-historic.pdf>. Consulté le 14 avril 2019 ; et Yves Roby, FA rêves et réalités. p. 33. Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 286.
2. Bernard Lemelin. « Les Franco-Américains de Woonsocket, Rhode Island et la Première Guerre mondiale », M. A., Université Laval, 1987. p. 6.
3. Bernard Lemelin. « Les Franco-Américains de Woonsocket, Rhode Island et la Première Guerre mondiale », M. A., Université Laval, 1987. p. 6.
4. L’Avenir National. « Section C - Numéro spécial 30e anniversaire », 23 octobre 1916, p. 32.
5. L’Avenir National. « Section C - Numéro spécial 30e anniversaire », 23 octobre 1916, p. 32.
6. Albert, Bélanger, *Le guide officiel des Franco-Américains*, Fall River, Massachusetts, 1921, p. 172 — 174.
7. Albert, Bélanger, *Le guide officiel des Franco-Américains*, Fall River, Massachusetts, 1921, p. 135-138.

Quant à la contribution en personnel militaire durant le conflit, comme nous l’avons déjà mentionné, *L’Avenir* National suit d’une part les aventures de 18 individus qui servent soit avec le Corps expéditionnaire canadien ou les forces militaires françaises. D’autre part, le journal a agi de la sorte avec 48 militaires, de Manchester, qui servent avec les forces américaines en Europe. Puis, entre la période entre novembre 1918 et août 1919, le journal rapporte la participation d’au moins 106 personnes dans le conflit. Ici, les articles sont très divers, ils comprennent des anecdotes, des transcriptions ou des résumés de correspondances et des rapports décrivant qu’une personne est morte, blessé, absente ou de retour sur le continent. Cependant, afin d’obtenir une idée plus précise de la contribution en militaires de la population de Manchester, nous devons combiner les données d’Albert Bélanger avec celles de *L’Avenir National* en calculant le nombre de soldats qui ont pris part au conflit, car les deux sources se complètent. Dans un premier temps, les recherches d’Albert Bélanger sont basées sur les rapports que les différents diocèses et paroisses lui ont transmis pour les éditions des différents guides des Franco-Américains[[395]](#footnote-396). Selon Bélanger, dans la page descriptive de Manchester, 865 militaires francophones et catholiques de cette ville participent au conflit et 22 d’entre eux sont morts en service. Par ailleurs, dans la description des paroisses, Bélanger rapporte le nombre de participants au conflit de seulement 4 des 7 paroisses franco-américaines catholiques de Manchester. Néanmoins, lors du dépouillement de *L’Avenir* National, nous avons relevé qu’en juin 1918 que les trois paroisses manquantes de Manchester ont un ensemble de 770 étoiles sur leur drapeau de service (Saint-Augustin, Sainte-Marie et Saint-Georges). Ce nombre nous parait crédible, car les drapeaux sont présentés à la population par des dignitaires de l’État et émanent d’un acte officiel de l’État du New Hampshire. Par exemple, le drapeau de la paroisse Saint-Georges est présenté par le major Arthur Moreau, membre de l’état-major du Gouverneur Keyes[[396]](#footnote-397). Quant aux données relatives aux quatre autres paroisses, Albert Bélanger a recueilli les informations sur les Franco-Américains qui ont pris part au conflit et qui ne sont pas mentionnés dans *L’Avenir National*. Elles comprennent les paroisses de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Edmond de Pinardville, de Saint-Antoine et du Sacré Cœur. Donc, si nous combinons les données de Bélanger (309) et celles de *L’Avenir National* (770), le total des soldats franco-américains de Manchester qui servent pendant le conflit serait de 1 079 plutôt que 865 pour les sept paroisses[[397]](#footnote-398).

De plus, en consultant la rubrique qui présente les noms des vétérans de Manchester dans la deuxième partie du *Guide officiel des Franco-Américain*, nous calculons que 950 soldats et marins servent pendant la Première Guerre mondiale. Toutefois, nous notons une différence de 83 noms par rapport à la page de la ville de Manchester dans ce guide officiel. Nous ne pouvons pas déterminer avec certitude la cause d’une telle différence, même minime, mais nous croyons que ces 83 militaires américains se sont ajoutés aux listes de Bélanger qu’après la réception du drapeau de service par les paroisses, pendant l’été 1918[[398]](#footnote-399). Sans connaitre exactement les sources de Bélanger, nous savons toutefois que les curés de la paroisse, les secrétaires municipaux et les journaux contribuent en fournissant les informations crédibles pour alimenter l’édition des différents *Guide des* *Franco-Américains* au cours des années.

Quant aux membres qui ont servi avec le Corps expéditionnaire canadien, les noms des volontaires que nous avons recueillis n’apparaissent pas dans la liste nominale de la deuxième partie du guide de Bélanger. De plus, nous ne pouvons pas confirmer si les infirmières de Manchester, qui ont joint les services médicaux militaires américains, sont incluses dans les données de Bélanger, car nous savons que la ville est sollicitée pour fournir 30 infirmières. Nous savons également qu’au moins 22 infirmières de Manchester se sont portées volontaires pour le service médical[[399]](#footnote-400), mais nous ne pouvons pas confirmer la proportion de francophones parmi ce groupe d’infirmières. Quant aux recherches de Jean-Pierre Gagnon, il mentionne dans sa monographie que sur les 78 volontaires du New Hampshire qui servent avec le 22e Bataillon, 38 sont nés dans cet État[[400]](#footnote-401). Lors du dépouillement de *L’Avenir National*,nous avons trouvé 11 individus qui sont associés à la ville de Manchester et qui servent avec le 22e Bataillon pendant le conflit. À l’égard des citoyens de l’État du Rhode Island qui servent avec le 22e Bataillon, Gagnon rapporte que sur 36 membres, 22 sont nés dans cet État[[401]](#footnote-402). Finalement, lors du dépouillement de *L’Avenir National*, nous n’avons retrouvé aucun des 14 officiers qui proviennent des États-Unis[[402]](#footnote-403).

|  |
| --- |
| **Contribution en militaire selon A. Bélanger** |
| Pages de la municipalité | Deuxième partie\* |
| Manchester | Woonsocket | Manchester | Woonsocket |
| 865\*\*(1, 079)\*\*\* | 888 | 950 | 638 |

**Tableau 2**

Note : \*Selon nos calculs des listes nominatives.

\*\*Selon la page de Manchester.

\*\*\* Calcul révisé en fonction des données de *L’Avenir National* pour combler le manquement de données de trois paroisses (Saint-Augustin, Sainte-Marie et Saint-Georges) qui n’ont pas d’information sur leur contribution en militaires.

Quant à la ville de Woonsocket, Bélanger demeure la seule source pour mesurer la contribution franco-américaine en personnel au conflit. *Le Guide des Franco-Américains* nous permet de calculer que la ville fournit 888 soldats pour le service militaire dont 25 sont morts au combat. Toutefois, contrairement à la liste nominative des gens qui ont servi pendant la Première Guerre mondiale dans la partie deux du guide, nous calculons 638 militaires plutôt que les 612 militaires qui sont mentionnés[[403]](#footnote-404). Après avoir calculé ces données, nous avons décidé d’employer, pour notre comparaison des villes, les données apparaissant dans la deuxième partie du guide de Bélanger et celles du recensement du bureau des statistiques américain de 1920. Cette approche nous permet d’obtenir le maximum de validité pour nos résultats. Donc, proportionnellement les communautés francophones de Manchester et de Woonsocket fournissent respectivement un minimum de 1,2 et 1,5 pour cent de la population totale de leur ville en personnel qui sera en service actif. Nous pouvons conclure que Woonsocket a plus contribué que Manchester. Toutefois, en chiffres absolus, Manchester compte plus de citoyens franco-américains en service actif que la ville de Woonsocket.

Quant aux quatre différentes campagnes des emprunts de la Liberté, les villes rapportent le montant de leur contribution en ne tenant pas compte des contributions individuelles et des différentes communautés ethniques de leur municipalité. En général, *L’Avenir National* précise les montants totaux relatifs à chacun des objectifs que la ville devra atteindre et elle ne fera pas de comparaison avec les autres quartiers de la ville. De plus, nous savons que les objectifs financiers sont toujours atteints pour chaque campagne, car les banques ou les sociétés d’entraide comblent le manque à gagner, comme ce fut le cas lors de la troisième campagne d’emprunt.

Nous n’avons pas recueilli d’information dans le journal *L’Avenir National* pour les deux premières campagnes d’emprunt pour la ville de Manchester. Toutefois nous savons que les objectifs de souscription sont atteints. Mise à part la première page de *L’Avenir* National, du 15 juin 1917, qui annonce le grand succès de la première campagne d’emprunt[[404]](#footnote-405), on ne fait que de brèves mentions quant au déroulement de cette campagne d’emprunt. Outre la mention du trésorier de l’État qui explique que les deux premières campagnes avaient été des succès, rien de plus précis ne semble être mentionné sur ce sujet. Nous pouvons expliquer ce manque en tenant compte de la situation globale qui régnait à l’époque. En fait, nous croyions qu’en juin 1917, les efforts pour le recrutement et la campagne de financement de la Croix-Rouge sont davantage couverts par *L’Avenir National* que la campagne d’emprunt de juin 1917. Quant à Woonsocket, la quote-part de la ville qui s’élevait à 1 400 000 $ n’a pas été atteinte pour la première campagne d’emprunt. La *Tribune* explique que les corporations de la ville achètent leurs bons via les institutions des grands centres urbains comme ceux de Boston ou de New York et que leurs contributions n’avaient pas été calculées en faveur de la ville de Woonsocket[[405]](#footnote-406). La deuxième campagne s’avère être mieux coordonnée, car la population de Woonsocket souscrit « 224 000 dollars de plus que sa quote-part [qui était] de 1 800 000 dollars »[[406]](#footnote-407). À Manchester, la deuxième campagne ne sera pas plus suivie par *L’Avenir National* que la première. Le quotidien ne mentionne que brièvement la quote-part de la Nation, en octobre 1917. Toutefois, entre la première et la deuxième campagne, le journal publiera un éditorial en septembre 1917 expliquant le fonctionnement et les avantages des bons. D’ailleurs, cet article donne les résultats de la première campagne d’emprunt et explique comment la deuxième sera organisée[[407]](#footnote-408). D’autres éditoriaux seront ensuite publiés pendant tout le mois d’octobre 1917[[408]](#footnote-409), dont celui du 1er octobre, où *L’Avenir National* annonce que l’objectif de la campagne nationale est de 3 000 000 000 $[[409]](#footnote-410) et celui du 6 octobre où l’on reconnait le patriotisme des organisations comme « l’Association canado-américaine et L’Union Saint-Jean-Baptiste qui ont acheté un montant considérable d’obligations »[[410]](#footnote-411), sans toutefois fournir d’autres détails.

C’est vraiment lors de la troisième campagne, au cours du printemps 1918, que nous constatons que *L’Avenir National* et *La Tribune* de Woonsocket rapportent précisément les activités des différents quartiers et les contributions des organisations locales. Ces journaux contribuent activement à stimuler la population à participer aux activités et à souscrire aux emprunts de la Liberté[[411]](#footnote-412). À Woonsocket, la ville a dépassé sa quote-part en contribuant pour 1 929 000 $, soit « 40 % de sa quote-part de 1 300 000 dollars »[[412]](#footnote-413). Tandis que Manchester devra contribuer à hauteur de 2 308 000 $ pour le troisième emprunt[[413]](#footnote-414), le 1er mai 1918, *L’Avenir National* annonce que le montant des souscriptions de la ville s’élève à 3 330 400 $ (presque 70 % de sa quote-part)[[414]](#footnote-415). D’ailleurs, les deux municipalités reçoivent le drapeau d’honneur pour le troisième emprunt[[415]](#footnote-416). De plus, les deux quotidiens publient les montants des souscriptions des districts, des banques et institutions financières et des entreprises de la ville[[416]](#footnote-417).

Quant au quatrième emprunt, nous constatons que les deux municipalités ont éprouvé des difficultés à atteindre leur objectif. Nous croyons qu’à cette époque la population de Nouvelle-Angleterre est grandement affectée par l’épidémie d’influenza et ce serait la principale cause pour laquelle la campagne ne se déroule pas aussi bien que prévu. À la mi-octobre 1918, Woonsocket aurait souscrit seulement 1 500 000 $ de sa quote-part de 3 000 000 $. Quant à Manchester, la population réussit à rassembler 1 801 750 $, neuf jours avant la fin de la campagne alors que le 13 octobre 1918, il manque à la ville 700 000 $ pour atteindre sa quote-part. Bien que la population semble démonter des signes d’essoufflement financier, les institutions financières de Manchester comblent le manque à gagner pour ainsi recueillir la somme de 7 576 5350 $[[417]](#footnote-418) et faire passer la souscription de la ville de 15 % à 60 % de plus que la quote-part[[418]](#footnote-419).

Pour ce qui est des timbres de guerre, la *Tribune* rapporte que la campagne s’est très bien déroulée et que la population franco-américaine de Woonsocket s’est impliquée[[419]](#footnote-420). Quant à Manchester, sans avoir recensé les résultats finaux de la campagne, nous estimons, en nous basant sur la teneur des différents articles parus durant le mois de juin 1918, que la campagne est conduite vigoureusement et qu’elle est un franc succès.

Au regard des œuvres de bienfaisance, la presse rapporte dès le début de la guerre les actions de la Croix-Rouge et elle encourage la population à soutenir sa cause. Or, les recherches sur Woonsocket révèlent l’enrôlement de 9 550 membres dans les comités de la Croix-Rouge américaine, soit 25 % de la population de Woonsocket[[420]](#footnote-421). Tandis que le dépouillement de *L’Avenir National* nous permet de découvrir davantage la teneur des contributions à la Croix-Rouge, de la population de Manchester, notamment, comme les paquets préparés, les différents types de vêtements et d’accessoires médicaux confectionnés pour les soldats hospitalisés. Dès aout 1914, des comités de la Croix-Rouge sont créés pour aider les populations belges directement affectées par la guerre. Par exemple, les *Dames de la Croix-Rouge* recueillent des fonds pour confectionner des articles pour les hôpitaux européens. De plus, nous constatons que des œuvres d’entraides lors de la phase de neutralité des États-Unis, pour la Nouvelle-Angleterre, étaient coordonnées principalement par les paroisses. Lorsque les États-Unis entrent en guerre, la Croix-Rouge américaine est rapidement établie et les campagnes de financement sont coordonnées au niveau national. Par exemple, on indique que Woonsocket et Manchester doivent ramasser chacune 25 000 $ et 100 000 $ lors de la première campagne de juin 1917. Pour cette première campagne, les deux villes recueillent respectivement facilement 40 000 $ et plus de 43 000 $. Toutefois, Manchester continuera la campagne en organisant un carnaval en juillet 1917. Le comité de la Croix-Rouge de Manchester publie régulièrement la liste des articles qui sont confectionnés pour les soldats et les hôpitaux. Pour la deuxième campagne, les deux communautés ont des objectifs respectifs de 50 000 $ et 75 000 $ pour Woonsocket et Manchester. Manchester recueille facilement 83 000 $ et avec la contribution de l’Amoskeag, le montant total s’élève à 133 000 $, alors que Woonsocket dépasse son objectif de trois mille dollars[[421]](#footnote-422).

**Conclusion**

 La population franco-américaine de Manchester a indéniablement manifesté un patriotisme à toute épreuve lors de la Première Guerre mondiale. D’abord, dès août 1914, elle fait montre d’une grande générosité en appuyant les œuvres de bienfaisance. Dans un premier temps, 26 volontaires joignent les rangs du Corps expéditionnaire canadien et les forces militaires françaises en réaction à l’invasion de la Belgique et de la France. Par la suite, la communauté franco-américaine s’est ralliée pour appuyer la Croix-Rouge internationale afin d’aider la population directement affectée par le conflit. Cette contribution s’est faite par la confection d’équipement de tissus et de vêtements pour les hôpitaux, et de paquets pour les prisonniers de guerre. Malgré la demande de neutralité du Président Wilson à l’égard du traitement des belligérants, la communauté de Manchester manifeste continuellement son mécontentement par rapport à cette politique. L’établissement de la *New Hampshire Defence Ligue* est très bien reçu par la population qui participe activement aux manifestations afin de demander une plus grande préparation du pays en vue d’une éventuelle intervention dans la guerre contre l’Allemagne.

De plus, le clergé de Manchester encourage tous les ralliements patriotiques et participe lui-même en sonnant les clochers lors des principaux événements, en guise de démonstration de soutien pour leurs ouailles. Quant à l’élite franco-américaine de Manchester, elle voit dans la guerre une occasion de démontrer la loyauté des Franco-Américains à l’égard de leur pays, les États-Unis. Pendant la guerre, cette élite continue à inciter les Canadiens français de Manchester à se naturaliser. De plus, elle demande que la population franco-américaine démontre ses bonnes qualités civiques, comme en participant activement à la vie politique de leur communauté. De plus, les rangs de la Garde Nationale à Manchester sont toujours bien comblés et la communauté franco-américaine est très fière de sa participation dans les affaires militaires. D’ailleurs, les Gardes de la Brigade des Volontaires franco-américains jouent un rôle important, car elles promeuvent des valeurs militaires et civiques pour la population, non seulement, de Manchester, mais aussi pour toutes les communautés franco-américaines de la Nouvelle-Angleterre.

 Le même engouement de la population continue après la déclaration de guerre américaine. Manchester et les Franco-Américains contribuent généreusement aux campagnes d’emprunt de la Liberté en fournissant la somme approximative de 16 407 370 $ lors des quatre campagnes d’emprunt de la Liberté et celle des timbres de guerre. De plus, 1 079 soldats franco-américains de Manchester servent dans les forces militaires. Pendant la participation des troupes américaines au conflit, *L’Avenir National* montre toujours que la population maintient son soutien pour la cause et démontre toujours son patriotisme. De plus, le journal s’assure de démontrer que les Franco-Américains ne sont pas des embusqués et qu’ils contribuent pleinement à l’effort de guerre de leur nation.

 Or, tous ces gestes servent à démontrer la loyauté des Franco-Américains aux dirigeants américains et à les inciter à accepter, avec preuves à l’appui, que les Franco-Américains puissent être francophones et catholiques et demeurer de fiers patriotiques Américains. Cette stratégie de l’intelligentsia s’est avouée toutefois infructueuse contre le lobby grandissant des nativistes avec leur crainte des immigrants non assimilables et du catholicisme. Les efforts de la communauté franco-américaine pour maintenir leurs droits linguistiques n’allaient donc pas atteindre les objectifs compte tenu du vote des mesures législatives subséquentes abolissant les écoles paroissiales pour les différents groupes ethniques minoritaires qui résidaient aux États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

Source primaire

*L’Avenir National*.Manchester, New Hampshire, vol XXV, no 297, 1914 — vol XXXI, no. 182, 1920.

Sources secondaires

BÉLANGER, A. Albert. *Guide Franco-Américain 1921 — Les Franco-Américains et la Guerre mondiale.* Massachusetts, Fall-River, 504p.

BÉLANGER, A. Albert. *Guide Franco-Américain 1922.* 4e édition, Massachusetts, Fall-River, 588p*.*<https://archive.org/details/guideofficieldes00bela/page/128>. Consulté le 20 décembre 2019.

BÉLANGER, A. Albert. *Guide officiel des Franco-Américains 1938.* 12e édition, Providence, Rhode Island, 588 p.

BELISLE, Alexandre. *L’histoire de la presse franco-américaine et des Canadiens aux États-Unis*. Worcester, Mass. Ateliers de l’Opinion Publique, 1911, 448 p.

NEWS PAPER.COM. « National Guard Roster of New England States » *The Boston Globe* (Boston, Massachusetts), 19 June 1916, Monday, p. 4. <https://www.newspapers.com/image/?clipping_id=27669722&fcfToken=eyJhbGciOiJIUzI1NiIsInR5cCI6IkpXVCJ9.eyJmcmVlLXZpZXctaWQiOjQzMDcxNTEzNSwiaWF0IjoxNTY1NTgwMzIwLCJleHAiOjE1NjU2NjY3MjB9.lXwH-480i9wBWD2UzrHUSQu9SxRP5Ftu_2evZU2SzTk>. Consulté le 11 août 2019.

Ouvrages généraux

COCHET, François et Remy Porte (Dir). *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*. Coll Bouquins, Paris, Robert Lafont, 2008, 1120 p.

DEVLIN, Patrick. *Too Proud to Fight: Woodrow Wilson’s Neutrality*.New York: Oxford University Press, 1975. 731p.

DOTY, Charles Stewart, *The First Franco-Americans: New England Life Histories From the Federal Writers’ Project, 1938–1939*. Orono, Maine: University of Maine at Orono Press, 1985, 163p.

DRIEDGER, Sharon Doyle. *An Irish Heart: How a Small Immigrant Community Shaped Canada*. Harper Collins, 2010, 404 p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste. « La guerre européenne et la neutralité américaine », *De Wilson à Roosevelt : La politique extérieure des États-Unis 1913-1945*. Armand Colin, Paris, 1960, pp. 53-53.

GAGNON, Jean-Pierre. *Le 22e bataillon, Québec (canadien-français), 1914-1919 : étude socio-militaire*. Ottawa ; Québec, Presses de l’Université Laval en collaboration avec le Ministère de la Défense nationale et le Centre d’édition du gouvernement du Canada, 1986, 450p.

HAREVEN, K, Tamara*. Amoskeag Life and Work in an American Factory-City.* New York, Pantheon Books, 1978, 394p.

HENDRICKSON, Dyke. *Quiet Presence: Dramatic, First-Person Accounts-The True Stories of Franco-Americans in New England*. Portland, Maine: G. Gannett Pub. Co., 1980, 266p.

HIGHAM, John. *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism, 1860–1925*. New York: Atheneum, 1965, 431p.

LACOUR-GAYET, Robert. *Histoire des États-Unis : De la fin de la guerre civile à Pearl Harbor*. Paris, Fayard, 1977, 431 p.

LAFEBER, Walter. *The American Age: United State Foreign Policy at Home and Abroad Since 1750*. New York, W.W. Norton & Company, 1989, 759 p.

MCLAUGHLIN, Robert. *Irish Canadian conflict and the struggle for Irish independence, 1912–1925*. Toronto, University of Toronto Press, 2013, 275p.

MONTGOMERY, David. *The Fall of the House of Labor: The Workplace, The State, and American Labor Activism, 1865–1925*. New York: Cambridge University Press, 1987, 494p.

NICHOLSON, col Gerald William Lingen. *Canadian Expeditionary Force, 1914–1919: Official History of the Canadian Army in the First World War*, Ottawa, Roger Duhamel, Imprimeur de la reine et contrôleur de la papeterie, 1962, 621p.

RICHARD, Mark Paul. *Loyal But French: The Negotiation of Identity by French-Canadian Descendants in the United States*. East Lansing: Michigan State University Press, 2008, 388p.

ROBY, Yves. *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre : 1776-1930*. Sillery, Les éditions du Septentrion, 1990, 434 p.

ROBY, Yves. *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre : Rêves et réalités*. Sillery, Les éditions du Septentrion, 2000, 526 p.

ROBY, Yves. *Histoire d’un rêve brisé ? : Les Canadiens français aux États-Unis*. Sillery, Les éditions du Septentrion, 2007, 150 p.

ROSS, Stewart Halsey. *Propaganda for War: How the United States Was Conditioned to Fight the Great War of 1914–1918*. McFarland, 1996, 341 p.

Thèses :

LEMELIN, Bernard. « Les Franco-Américains de Woonsocket, Rhode Island et la Première Guerre mondiale »*,* M. A (Histoire). Université Laval, 1987, 155 p.

PINSONNEAULT, Gérald, « La propagande de recrutement militaire au Canada, 1914-1917, Essai en histoire des mentalités»,mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 1981, 111 p.

Articles de revues scientifiques :

ANCTIL, Pierre. « L’identité de l’immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre. Le rapport Wright de 1882 ». *Recherches sociographiques*, 1981, vol 22 (3), pp. 331–359.

BROWN, Robert Craig; Donald Loveridge, « Unrequited Faith: Recruiting the CEF 1914–1918 ». *Revue internationale d’histoire militaire*, no. 51, 1982. Article 24. <https://scholars.wlu.ca/cmh/vol24/iss1/24>

CARON, Jean-François. « Les gens de Bellechasse à Manchester, New Hampshire, en 1894 ». *Au fil des ans,* *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, vol 10, n° 4, Automne 1998, Saint-Lazare (Qué.), pp. 100-101.

COUTARD, Jérôme. « Presse, censure et propagande en 1914-1918 : la construction d’une culture de guerre ». *Bulletin d’histoire politique*, vol 8, n° 2-3, printemps 2000, pp. 150-171.

DJEBABLA, Mourad. « “Combattre ou cultiver” : Les agriculteurs canadiens face aux dilemmes de l’effort de guerre pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918) ». *Revue d’histoire militaire*, vol 13, n° 2 printemps, 2013, pp. 57 — 67.

DANIEL, Dominique. *L’immigration aux États-Unis : de 1607 à nos jours*. Ellipses, 1998, 156 p.

DUMONT, Fernand (dir) et Jean-Charles Falardeau (dir). « Idéologies au Canada français, 1850-1900 : quelques réflexions d’ensemble », *Revue*: Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval, vol 10, n° 2-3, 1969, pp. 145-156.

FAHRNI, Magda & Frenette, Yves. « “Don’t I long for Montreal” : L’identité hybride d’une jeune migrante franco-américaine pendant la Première Guerre mondiale ». *Histoire sociale/Social history*, vol 41, n° 81, 2008, pp. 75-98.

FAUCHER, Albert. « Projet de recherche historique : l’émigration des Canadiens français au XIXe siècle ». *Recherches sociographiques*, vol II, n° 2, 1961, p. 241-245.

FERLAND, Raphaël Dallaire. « Patriotisme et allégeances du 22e bataillon (canadien-français), 1914-1918 ». *Revue d’histoire militaire*, vol 12, n° 1 hivers 2013, pp. 51 — 60.

FRENETTE, Yves. « La genèse d’une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre : Lewiston, Maine, 1800–1880 ». Historical Papers, vol 24, n° 1, 1989, pp. 75–99. <https://doi.org/10.7202/030997ar>

FRENETTE, Yves et Yves Roby. « Guide du chercheur en études franco-américaines : un projet ». *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre,* Col. Culture française d’Amérique, Les Presses de l’Université Laval, 1991, pp. 129-164.

FRENETTE, Yves. « L’historiographie des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1872-2015 ». *Bulletin d’histoire politique*, vol 24, n° 2, hiver 2016, pp. 75–103.

FRENETTE, Yves. « L’histoire sociale de l’Amérique française de 1763 à 1914. État des lieux ». *Cahiers Charlevoix*, vol 11, 2016, pp. 115–155.

HAM, Edward Billings. «Journalism and the French Survival in New England». *The New England Quarterly*, vol 11, no. 1, 1938, pp. 89–107.

KALIJARVI, Thorsten V. «French Canadians in the United States». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol 223, 1942, pp. 132–137.

KEEKLAN, Geoff. « ¨Il a bien merité de la Partie¨ The 22nd Battalion and the Memory of Courcelette », *Canadian Military Mistory*, Vol 19, n° 3, Summer 2010. pp. 29–40.

LAVOIE, Yolande. *L’émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*. 1981 Éditeur officiels du Québec, 1981, version électronique <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcpplus_pi4%5Bfile%5D=publications/pubd101/d101ch1.html>. Consulté le 19 mai 2019.

LEBLANC, R. Robert. « The Franco-American Response to the Conscription Crisis in Canada, 1916–1918 ». *The American Review of Canadian Studies*, vol 23, Issue 3, 10/1993, pp. 343–372.

MARTIN, Jean. « La participation des francophones dans le Corps expéditionnaire canadien (1914–1919) : il faut réviser à la hausse ». *The Canadian Historical Review*, vol 96, n° 3, 2015, pp. 405–423.

NOUAILHAT, Yves-Henri. « Franco-American Relations: French Perspectives ». *Reviews in American History*, vol 14, n° 4, 1986, pp. 653–668.

NOUAILHAT, Yves-Henri. « La propagande française aux États-Unis (août 1914 - avril 1917) ». *Institut de Stratégie Comparée (ISC)*. <http://www.institut-strategie.fr/ihcc_eu1gm_Nouilhat.html>. Consulté le 25 février 2019.

PAQUET, Gilles et Smith, W. R. « L’émigration des Canadiens français vers les

États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde ». *L’Actualité économique*, 1983, vol 59 (3), pp. 423–453.

PENISSON, Bernard. « Un siècle d’immigration française au Canada (1881-1980) ». Revue européenne des migrations internationales, vol 2, n° 2, novembre 1986. Amériques, sous la direction de Yves Charbit et Jacqueline Costa-Lascoux. pp. 111-125.

PERREAULT, Robert B. « Les Franco-Américains de Manchester, New Hampshire : réalités en 2011 ». *International Journal of Canadian Studies*, n° 44, 2011, p. 23–32.

PETERS, Jason. « ‘Speak White’: Language Policy, Immigration Discourse, and Tactical Authenticity in a French Enclave in New England». *College English*, vol 75, n° 6, 2013, pp. 563–581.

QUINTAL, Claire. « Les archives des Franco-Américains et des Acadiens de la Nouvelle-Angleterre » *Archives*, vol 36, n° 2, 2004-2005, pp. 39-57. <http://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol36_2/36-2_quintal.pdf>. Consulté le 3 août 2019.

RAMIREZ, Bruno. «French Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socioeconimic Profile», Research Reports. *Labour,* vol 11, 1983. pp. 125–142.

RICHARD Béatrice. « Henri Bourassa et la conscription de 1917 : traître ou sauveur ? ». *Revue militaire canadienne*, vol 7, 4 (Winter/Hiver 2006/2007).

RICHARD, Mark Paul. «“This Is Not a Catholic Nation” : The Ku Klux Klan Confronts Franco-Americans in Maine». *The New England Quarterly*, vol 82, n° 2, 2009, pp. 285–303.

RICHARD, Mark Paul. «‘The Humble Parish Bank’: The Cultural Origins of the U.S. Credit Union Movement». *The New England Quarterly*, vol 88, n° 3, 2015, pp. 449–482.

SÉNÉCAL, André. « La thèse messianique et les Franco-Américains ». *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol 34 (4), 1981. pp. 557-567.

SHARPE, C.A. «Enlistment in the Canadian Expeditionary Force 1914–1918: A Regional Analysis». *Revue d’études canadiennes*, vol 18 no 41 (hiver 1983-1884), pp. 15-29.

VANCE, Jonathan F. «Provincial Patterns of Enlistment in the Canadian Expeditionary Force». *Canadian Military History*, vol 17: Issue 2, Article 8.

WEIL, François. « Religion et ethnicité franco-américaines en Nouvelle-Angleterre, 1860-1930 ». *Archives de sciences sociales des religions*, vol 38 no 84, 1993, pp. 189-199.

Documents électroniques sur Internet

U.S. Department of Homeland Security, *Fiscal Year 1998 Statistical Yearbook—Immigrant Tables*. Collections: Immigration Data and Statistics. Last Published Date: May 7, 2019, <https://www.dhs.gov/publication/fiscal-year-1998-statistical-yearbook-immigrant-tables>. Consulté le 15 mai 2019.

NH Office of Strategic Initiatives. US Decennial Census, <https://www.nh.gov/osi/data-center/documents/1830-1920-historic.pdf>. Consulté le 14 avril 2019.

Rhode Island Statewide Planning, One Capitol Hill, Providence, RI 02908, <http://www.planning.ri.gov/documents/census/popcounts_est/pop_cities_towns_historic_1790-2010.pdf>. Consulté le 23 octobre 2019.

1. Bernard Lemelin, « Les Franco-Américains de Woonsocket, Rhode Island et la Première Guerre mondiale »*,* M. A (histoire), Université Laval, 1987, 155p. [↑](#footnote-ref-2)
2. Pour ce travail, nous définissons un groupe minoritaire comme étant constitué des émigrants d’un pays arrivés aux États-Unis, entre 1860 et 1910, qui n’auraient pas dépassé le cap total du million pour cette période. Selon les données du *Department of Homeland Security*, les émigrants des pays suivants font partie de la catégorie des groupes minoritaires : la Chine, la France, le Danemark, la Suisse, les Caraïbes, la Turquie, la Grèce, la Pologne, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal, la Belgique, la Romanie, le Mexique et l’Espagne. Voir U.S. Department of HomeLand Security, *Fiscal Year 1998 Statistical Yearbook— Immigrant Tables*. Collections: Immigration Data and Statistics. Last Published Date: May 7, 2019, <https://www.dhs.gov/publication/fiscal-year-1998-statistical-yearbook-immigrant-tables>. Consulté le 15 mai 2019. [↑](#footnote-ref-3)
3. Yves Roby, *Les Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre : Rêves et réalités*, p. 69, 74-75 et 119-120. [↑](#footnote-ref-4)
4. Lemelin, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-5)
5. *Ibid*., p. 4. [↑](#footnote-ref-6)
6. Albert Bélanger, *Guide Franco-Américain 1922. 4e édition, Massachusetts, Fall-River*, 1922, 504 p. [↑](#footnote-ref-7)
7. Jean-Pierre Gagnon, *Le 22e bataillon, Québec (canadien-français), 1914-1919 : étude socio-militaire*. Ottawa ; Québec, Presses de l’Université Laval en collaboration avec le Ministère de la Défense nationale et le Centre d’édition du gouvernement du Canada, 1986, 450 p. [↑](#footnote-ref-8)
8. Yves Frenette, « L’historiographie des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1872-2015. » *Bulletin d’histoire politique*, vol 24, no 2, hiver 2016, p. 75. [↑](#footnote-ref-9)
9. Roby, *op. cit.,* p. 22. [↑](#footnote-ref-10)
10. Frenette, *op. cit.,* p. 75. [↑](#footnote-ref-11)
11. *Ibid.,* p. 75. [↑](#footnote-ref-12)
12. *Ibid.,* p. 76-77. [↑](#footnote-ref-13)
13. Pierre Anctil, « L’identité de l’immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre. Le rapport Wright de 1882 », *Recherches sociographiques*, 1981, vol 22 (3), p. 344. [↑](#footnote-ref-14)
14. Frenette, *op. cit.,* p. 76-79. [↑](#footnote-ref-15)
15. *Ibid.,* p. 76. [↑](#footnote-ref-16)
16. *Ibid.,* p. 76. [↑](#footnote-ref-17)
17. *Ibid.,* p. 78-79 et 80-81 [↑](#footnote-ref-18)
18. *Ibid.,* p. 82. [↑](#footnote-ref-19)
19. *Ibid.,* p. 83-84. [↑](#footnote-ref-20)
20. À cet effet, nous notons par exemple les travaux d’Albert Faucher, « Projet de recherche historique : l’émigration des Canadiens français au XIXe siècle », *Recherches sociographiques*, vol II, no 2, 1961, pp. 241-245. [↑](#footnote-ref-21)
21. Frenette, *op. cit.,* p. 85-86. [↑](#footnote-ref-22)
22. Voir Tamara K. Hareven et Randolph Langenback, *Amoskeag : Life and Work in an American Factory-City*, New York, Pantheon Books 1980, 394p; Charles Stewart Doty, *The First Franco-Americans: New England Life Histories From the Federal Writers’ Project, 1938–1939*, Orono, Maine: University of Maine at Orono Press, 1985, 163p; Dyke Hendrickson, *Quiet Presence: Dramatic, First-Person Accounts-The True Stories of Franco-Americans in New England,* Portland, Maine: G. Gannett Pub. Co., 1980, 266p. [↑](#footnote-ref-23)
23. Frenette, *op. cit.,* p. 76 et 87. [↑](#footnote-ref-24)
24. Frenette, *op. cit.,* p. 76 et 87. [↑](#footnote-ref-25)
25. Yves Frenette et Yves Roby, « Guide du chercheur en études franco-américaines : un projet ». *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*. Col Culture française d’Amérique. Les Presses de l’Université Laval, 1991. p. 131. [↑](#footnote-ref-26)
26. Lemelin, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-27)
27. U.S. Department of HomeLand Security, *Fiscal Year 1998 Statistical Yearbook— Immigrant Tables*. Collections: Immigration Data and Statistics. Last Published Date: May 7, 2019, <https://www.dhs.gov/publication/fiscal-year-1998-statistical-yearbook-immigrant-tables>.

Consulté le 16 mai 2019. [↑](#footnote-ref-28)
28. Roby, *op. cit.,* p. 1. Terme employé par l’historien Mason Wade. [↑](#footnote-ref-29)
29. *Ibid*., p. 21. Par exemple, entre 1840 et 1850, la population de Canadiens français, qui vivent au New Hampshire, passe de 50 à 250

 *Ibid.,* p. 21. [↑](#footnote-ref-30)
30. *Ibid.,* p. 1. [↑](#footnote-ref-31)
31. *Ibid.,* p. 1, 21 et 22. [↑](#footnote-ref-32)
32. *Ibid.,* p. 32. [↑](#footnote-ref-33)
33. *Ibid.,* p. 36. [↑](#footnote-ref-34)
34. Jean-François Caron, « Les gens de Bellechasse à Manchester, New Hampshire, en 1894 », *Au fil des ans,* *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, vol 10, no 4, Automne 1998, Saint-Lazare (Qué.), p. 101. [↑](#footnote-ref-35)
35. André Sénécal, « La thèse messianique et les Franco-Américains », *Revue d’histoire de*

*l’Amérique française,* 1981, *34* (4), p. 560. [↑](#footnote-ref-36)
36. Bruno Ramirez, « French Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socioeconimic Profile », Research Reports, *Labour,* vol 11, 1983, p. 128. [↑](#footnote-ref-37)
37. Gilles Paquet et W.R. Smith, « L’émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde », *L’Actualité économique*, 1983, vol *59* (3), p. 446. [↑](#footnote-ref-38)
38. *Ibid*.,p. 321. [↑](#footnote-ref-39)
39. NH Office of Strategic Initiatives. US Decennial Census, <https://www.nh.gov/osi/data-center/documents/1830-1920-historic.pdf>. Consulté le 14 avril 2019 ; Yves Roby, *op. cit.,* p. 33. [↑](#footnote-ref-40)
40. Paquet et Smith, p. 328. Note. La ville est incorporée en 1846. [↑](#footnote-ref-41)
41. Tamara K. Hareven et Randolph Langenback, *op. cit*., p. 13-15. [↑](#footnote-ref-42)
42. *Ibid*., p. 14. [↑](#footnote-ref-43)
43. *Ibid*., p. 18. [↑](#footnote-ref-44)
44. *Ibid*., p. 18-21 et 23-24. Note. Pendant la décennie 1910, 35 % (5 250) des travailleurs de la compagnie sont d’origine canadienne-française, 10 % sont polonais (1 500) et 55 % (8 250), le reste des travailleurs, seraient anglophones. [↑](#footnote-ref-45)
45. Roby, *op. cit.,* p. 26 et 33. [↑](#footnote-ref-46)
46. NH Office of Strategic Initiatives, *op. cit.* ; et Yves Roby, *op. cit*., p. 33. [↑](#footnote-ref-47)
47. NH Office of Strategic Initiatives, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-48)
48. Roby, *op. cit.,* p.286. [↑](#footnote-ref-49)
49. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 32. [↑](#footnote-ref-50)
50. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-51)
51. *Ibid*., p. 30. [↑](#footnote-ref-52)
52. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-53)
53. *Ibid*., p. 9. [↑](#footnote-ref-54)
54. *Ibid*., p. 82. [↑](#footnote-ref-55)
55. *Ibid*., p. 34 et 94-95. [↑](#footnote-ref-56)
56. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-57)
57. *Ibid*., p. 85. [↑](#footnote-ref-58)
58. *Ibid*., p. 32. [↑](#footnote-ref-59)
59. *Ibid*., p. 26-27 et 34. [↑](#footnote-ref-60)
60. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-61)
61. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-62)
62. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-63)
63. *Ibid*., p. 32. [↑](#footnote-ref-64)
64. *Ibid*., p. 37. [↑](#footnote-ref-65)
65. *Ibid*., p. 49. [↑](#footnote-ref-66)
66. *Ibid*., p. 49 et 58. [↑](#footnote-ref-67)
67. Elle est située à l’est de la rivière Merrimack et au sud du centre-ville. [↑](#footnote-ref-68)
68. *Ibid*., p. 50, 53 et 58. [↑](#footnote-ref-69)
69. *Ibid*., p. 64. [↑](#footnote-ref-70)
70. *Ibid*., p. 61-62 et 64. [↑](#footnote-ref-71)
71. *Ibid*., p. 61. [↑](#footnote-ref-72)
72. *Ibid*., p. 54 et 61. [↑](#footnote-ref-73)
73. *Ibid*., p. 54. [↑](#footnote-ref-74)
74. *Ibid*., p. 56. [↑](#footnote-ref-75)
75. *Ibid*., p. 66. [↑](#footnote-ref-76)
76. *Ibid*., p. 68. [↑](#footnote-ref-77)
77. *Ibid*., p. 68. [↑](#footnote-ref-78)
78. *Ibid*., p. 68. [↑](#footnote-ref-79)
79. *Ibid*., p.85. La salle d’armes est construite après 1907, dès que l’Assemblée Législative de l’État ait voté une somme de $48 000 pour construire la salle d’armes de Manchester. [↑](#footnote-ref-80)
80. *Ibid*., p. 34. [↑](#footnote-ref-81)
81. « Le 1er régiment du N. Hampshire va partir lundi », *L’Avenir National*, 8 juillet 1916, p. 1 ; « Les recrues sont plus nombreuses au 1er régiment », *L’Avenir National*, 6 juillet 1916, p. 3. [↑](#footnote-ref-82)
82. « Les Canadiens fort nombreux dans la milice », *L’Avenir National*, 23 juin 1916, p. 9 ; « Notre correspondant à la milice », *L’Avenir National*, 23 juin 1916, p. 12 ; « Nos pioupious au camp Spaulding des gais lurons », *L’Avenir National*,26 juin 1916, p. 8 ; « Les recrues sont plus nombreuses au 1er régiment », *L’Avenir National*, 6 juillet 1916, p. 3. Note. À Manchester, sur 76 recrues, 27 d’entre elles sont francophones. [↑](#footnote-ref-83)
83. À cet égard, nous parlons de Franco-Américains et également de Canadiens français qui ne se sont pas naturalisés comme citoyens américains. [↑](#footnote-ref-84)
84. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 109-110. [↑](#footnote-ref-85)
85. *Ibid*., p. 123. [↑](#footnote-ref-86)
86. *Ibid*., p. 109. [↑](#footnote-ref-87)
87. *Ibid*., p. 109-110 et 123. [↑](#footnote-ref-88)
88. *Ibid*., p. 123. Note. Presque chaque communauté franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre à sa propre garde. [↑](#footnote-ref-89)
89. « Six des nôtres au Départ. du Quartier-Maître », *L’Avenir National*, 27 juin 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-90)
90. « 3me Régiment de la Brigade des V.», *L’Avenir National*, 20 octobre 1914, p. 8 ; « La Brigade en 8me congrès militaire », *L’Avenir National*, 21fevrier 1915, p. 1 et 5. [↑](#footnote-ref-91)
91. « Aimé D. Génard est élu 1er lieutenant», *L’Avenir National*,16 septembre 1915, p. 7. [↑](#footnote-ref-92)
92. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 118. [↑](#footnote-ref-93)
93. *Ibid*., p. 109 et 113. [↑](#footnote-ref-94)
94. *Ibid*., p. 116. [↑](#footnote-ref-95)
95. « Réunion dimanche de l’UN. Général Franco-Américaine », *L’Avenir National*, 28 avril 1916, p. 8. [↑](#footnote-ref-96)
96. William Jutras était 1er lieutenant lorsqu’il est tué en Europe, il servait avec la 26e Division à Riaville. [↑](#footnote-ref-97)
97. « Jutras est mort de blessures le 26 septembre », *L’Avenir National*, 12 octobre 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-98)
98. « Garde S. Jean-Baptiste choisit ses officiers », *L’Avenir National*, 4 janvier 1915, p. 5. Note. Il s’agit probablement du quartier-général de la brigade, car le nom de M. Ubald est mentionné dans le texte ; « La Brigade en 8me congrès militaire », *L’Avenir National*, 21 février 1915, p. 1 et 5. [↑](#footnote-ref-99)
99. « M. Rodolphe Boucher Chef de la Brigade », *L’Avenir National*, 17 février 1915, p. 1. [↑](#footnote-ref-100)
100. « Gouv. Walsh l’hôte d’honneur à Lowell », *L’Avenir National*, 16 février 1915, p. 1. Note. Le Gouverneur de l’État hôte du congrès est invité à s’adresser aux membres de la brigade, car les gardes du 3e Régiment ne se retrouvent pas seulement au New Hampshire. [↑](#footnote-ref-101)
101. Albert Bélanger, *Guide officiel des Franco-Américains 1938.* 12e édition, Providence, Rhode Island, p. 227 ; Alexandre Belisle, *L’histoire de la presse franco-américaine et des Canadiens aux États-Unis*, Worcester, Mass. Ateliers de l’Opinion Publique, 1911, p. 214. [↑](#footnote-ref-102)
102. Belisle, *op. cit.,* p. 216. [↑](#footnote-ref-103)
103. Bélanger, *Guide Franco-Américain 1922*. p. 132. [↑](#footnote-ref-104)
104. Alexandre Belisle, *op. cit.,* p. 189. [↑](#footnote-ref-105)
105. Claire Quintal. « Les archives des Franco-Américains et des Acadiens de la Nouvelle-Angleterre », *Archives*, vol 36, no 2, 2004–2005, p. 41. [↑](#footnote-ref-106)
106. Alexandre Belisle, *op. cit.,* p. 214. [↑](#footnote-ref-107)
107. Bélanger, *op. cit.,* p. 132. [↑](#footnote-ref-108)
108. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 40. [↑](#footnote-ref-109)
109. Belisle, *op. cit.,* p. 267. [↑](#footnote-ref-110)
110. *Ibid.*, p. 183. [↑](#footnote-ref-111)
111. *Ibid*., p. 269. [↑](#footnote-ref-112)
112. *Ibid*., p. 268-269. Citation de *La Presse* du 11 mars 1898. [↑](#footnote-ref-113)
113. *Ibid*., Préface de J.G. LeBoutillier. [↑](#footnote-ref-114)
114. Roby, *op. cit.,* p. 198. Voir appel de note 174. ; Belisle, *op. cit.,* p. 269-270 et préface de Jean-Georges LeBoutiller. [↑](#footnote-ref-115)
115. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 38. [↑](#footnote-ref-116)
116. *Ibid.,* p. 38 et 44. [↑](#footnote-ref-117)
117. *Ibid*., p. 38 et 110. [↑](#footnote-ref-118)
118. *Ibid*., p. 40. [↑](#footnote-ref-119)
119. *Ibid*., p. 40. [↑](#footnote-ref-120)
120. *Ibid*., p. 40. [↑](#footnote-ref-121)
121. *Ibid*., p. 37. [↑](#footnote-ref-122)
122. *Ibid*., p. 122. [↑](#footnote-ref-123)
123. *Ibid*., p. 122, 126 et 132. [↑](#footnote-ref-124)
124. « Conférences de la cour S. Georges sur la naturalisation », *L’Avenir National*, 24 mars 1916, p. 3. [↑](#footnote-ref-125)
125. « La naturalisation chez les Francos », *L’Avenir National*, 18 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-126)
126. « Le Club Citoyen s’est réuni à la salle Montcalm », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 7. [↑](#footnote-ref-127)
127. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 109. [↑](#footnote-ref-128)
128. *Ibid*., p. 116. [↑](#footnote-ref-129)
129. *Ibid*., p. 109 et 116. [↑](#footnote-ref-130)
130. *Ibid*., p. 111. [↑](#footnote-ref-131)
131. *Ibid*., p. 120 ; Roby, *op. cit*., p. 203. [↑](#footnote-ref-132)
132. *Ibid*.,p. 112 ; Roby, *ibid*., p. 202-203. [↑](#footnote-ref-133)
133. « Numéro spécial 30e anniversaire », *L’Avenir National*, section C, 23 octobre 1916, p. 112 et 113. [↑](#footnote-ref-134)
134. *Ibid*., p. 109. [↑](#footnote-ref-135)
135. *Ibid*., p. 109. [↑](#footnote-ref-136)
136. *Ibid*., p. 109. [↑](#footnote-ref-137)
137. *Ibid*., p. 119. [↑](#footnote-ref-138)
138. *Ibid*., p. 113. [↑](#footnote-ref-139)
139. *Ibid*., p. 113 et 120. [↑](#footnote-ref-140)
140. *Ibid*., p. 120. [↑](#footnote-ref-141)
141. À cet effet la commission fédérale Dillingham (1910-1923) peut être consulté pour obtenir d’avantage d’information. Voir *Reports of the Immigration Commission* [https://archive.org/search.php?query=creator%3A%22United+States.+Immigration+Commission+%281907-1910%29%22&and[]=collection%3A%22USGovernmentDocuments%22&sort=creatorSorter&and[]=creator%3A%22united+states.+immigration+commission+%281907-1910%29%22](https://archive.org/search.php?query=creator%3A%22United+States.+Immigration+Commission+%281907-1910%29%22&and%5b%5d=collection%3A%22USGovernmentDocuments%22&sort=creatorSorter&and%5b%5d=creator%3A%22united+states.+immigration+commission+%281907-1910%29%22). Consulté le 23 novembre 2019. Note. Par exemple, on surnommait les Franco-Américains de Chinois de l’Est. [↑](#footnote-ref-142)
142. Robert Lacour-Gayet, *Histoire des États-Unis : De la fin de la guerre civile à Pearl Harbor*, Fayard, Paris, 1977, p. 139. [↑](#footnote-ref-143)
143. Jean-Baptiste Duroselle, « La guerre européenne et la neutralité américaine », *De Wilson à Roosevelt : La politique extérieure des États-Unis 1913-1945*. Armand Colin, Paris, 1960, p. 56. [↑](#footnote-ref-144)
144. Duroselle, *op. cit.*, p. 54; Walter Lafeber, *The American Age: United State Foreign Policy at Home and Abroad Since 1750*. W.W. Norton & Company, New York, 1989, p. 269. [↑](#footnote-ref-145)
145. « Allemands tuent habitants de Sorion », *L’Avenir National*, 10 août 1914, p. 1. [↑](#footnote-ref-146)
146. « Belge de Manchester prisonnier de guerre », *L’Avenir National*, 8 septembre 1914, p. 4. [↑](#footnote-ref-147)
147. « Les Allemands de Manchester-Ouest », *L’Avenir National*, 17 août 1914, p. 8. [↑](#footnote-ref-148)
148. *Ibid.*, p. 8. [↑](#footnote-ref-149)
149. « Les crimes des Allemands à Dinat, qui était chargé d’une cargaison de mulets destinés aux Alliés américains », *L’Avenir National*, 8 novembre 1915, p. 2. Note. Il est important de savoir que ce type de nouvelle est le produit de la propagande européenne pour inciter la population américaine à demander que les États-Unis déclarent la guerre à l’Allemagne. [↑](#footnote-ref-150)
150. « Belles paroles de Mgr Bruchesi », *L’Avenir National*, 18 août 1914, p. 4. [↑](#footnote-ref-151)
151. *Ibid*., p. 4. [↑](#footnote-ref-152)
152. « Sachons comprendre », *L’Avenir National*, 8 avril 1915, p. 6. [↑](#footnote-ref-153)
153. Lafeber, *op. cit.*, p. 269. [↑](#footnote-ref-154)
154. *Ibid*., p. 270 et Lacour-Gayet, *op. cit.,* p. 140 et 141. [↑](#footnote-ref-155)
155. Duroselle, *op. cit.*, p. 56. Note. Le blocus servait à empêcher le transport de munitions ou d’items de « contrebande », comme la nourriture, le cuivre, le pétrole, le caoutchouc et le coton (ajouté sur la liste le 20 août 1915), qui pouvaient servir à appuyer l’effort de guerre des pays de l’Axe. [↑](#footnote-ref-156)
156. *Ibid.,* p. 59. [↑](#footnote-ref-157)
157. « Opinions américaines », *L’Avenir National*, 18 mars 1915, p. 4. [↑](#footnote-ref-158)
158. Lafeber, *op. cit.,* p. 270 -272, Lacour-Gayet, *op. cit.,* p. 142 et 145 et Duroselle, *op.cit.,* p. 60. [↑](#footnote-ref-159)
159. « Les États-Unis et la guerre », *L’Avenir National*, 7 mai 1915, p. 9. [↑](#footnote-ref-160)
160. « La paix ou la guerre ? », *L’Avenir National*, 13 mai 1915, p. 4. [↑](#footnote-ref-161)
161. *Ibid*.,p. 4. [↑](#footnote-ref-162)
162. « Préparatifs américains », *L’Avenir National*, 21 mai 1915, p. 6. [↑](#footnote-ref-163)
163. *Ibid*., p. 6. [↑](#footnote-ref-164)
164. François Cochet et Remy Porte (Dir), « guerre sous-marine », *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918,* Coll Bouquins, Paris, Robert Lafont, 2008, p. 508-511. [↑](#footnote-ref-165)
165. Lacour-Gayet, *op cit.,* p. 149. [↑](#footnote-ref-166)
166. Cochet et Porte, *op. cit*., « guerre sous-marine », p. 508-511. [↑](#footnote-ref-167)
167. Stewart Halsey Ross, *Propaganda for War: How the United States Was Conditioned to Fight the Great War of 1914–1918*. McFarland, 1996, p. 198–200. [↑](#footnote-ref-168)
168. « Un espion fait sauter un pont au Lac-Saint-Jean », *L’Avenir National*, 10 août 1914, p. 1. [↑](#footnote-ref-169)
169. « Les complots boches », *L’Avenir National*, 15 novembre 1915, p. 2. [↑](#footnote-ref-170)
170. « Illusions et craintes », *L’Avenir National*, 9 juillet 1915, p. 4. [↑](#footnote-ref-171)
171. Selon Walter LaFeber, la situation en Russie n’a pas convaincu le Président Wilson à entrer en guerre pour soutenir la révolution démocratique. [↑](#footnote-ref-172)
172. Lafeber, *op. cit.,* p. 276 -279. [↑](#footnote-ref-173)
173. « Belges de Manchester enverront des argents », *L’Avenir National*, 12 septembre 1914, p. 7. [↑](#footnote-ref-174)
174. «La grande œuvre de la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 12 octobre 1914, p. 8. [↑](#footnote-ref-175)
175. « Croix-Rouge élit autres officiers », *L’Avenir National*, 17 octobre 1914, p. 10. [↑](#footnote-ref-176)
176. « La grande œuvre de la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 12 octobre 1914, p. 8. [↑](#footnote-ref-177)
177. « Croix-Rouge élit autres officiers », *L’Avenir National*, 17 octobre 1914, p. 10. [↑](#footnote-ref-178)
178. « La Croix-Rouge à la paroisse St-Antoine », *L’Avenir National*, 7 novembre 1914, p. 10. [↑](#footnote-ref-179)
179. « Croix-Rouge fait un grand rapport », *L’Avenir National*, 11 décembre 1914, p. 8. [↑](#footnote-ref-180)
180. « Le comité de secours belge s’organise », *L’Avenir National*, 7 novembre 1914, p. 5 ; « Secours aux Belges transport gratis », *L’Avenir National*, 3 décembre 1914, p. 3. [↑](#footnote-ref-181)
181. « On veut $5000,000 pour la Belgique », *L’Avenir National*, 30 décembre 1914, p. 5. Note. À cette l’époque, le terme camp de « concentration » n’est pas sémantiquement équivoque à celui des camps de concentration qui seront établis par le régime nazi lors de la Deuxième Guerre mondiale. [↑](#footnote-ref-182)
182. « On veut $5000,000 pour la Belgique », *L’Avenir National*, 30 décembre 1914, p. 5 [↑](#footnote-ref-183)
183. « Pour la défense de la patrie », *L’Avenir National*, 10 août 1914, p. 4. [↑](#footnote-ref-184)
184. « Soldat Devalland part à la guerre », *L’Avenir National*, 8 août 1914, p. 8. [↑](#footnote-ref-185)
185. « Le départ du “Rochambeau” », *L’Avenir National*, 11 août 1914, p. 5. [↑](#footnote-ref-186)
186. « Charles Leman va sous les drapeaux », *L’Avenir National*, 18 août 1914, p. 7. [↑](#footnote-ref-187)
187. « Réservistes allemands du paquebot “Noordam” », *L’Avenir National*, 12 septembre 1914, p. 2. [↑](#footnote-ref-188)
188. « Un concours de tir pour la coupe Cilley », *L’Avenir National*, 12 septembre 1914. p. 7. [↑](#footnote-ref-189)
189. « Les exercices de la Milice le 7 juin », *L’Avenir National*, 13 mai 1915. p. 4 ; « Exercices annuels de nos miliciens », *L’Avenir National*, 20 mai 1915. p. 6 ; « Miliciens d’État font manœuvres », *L’Avenir National*, 8 juin 1915. p. 7 ; « Les manœuvres de miliciens », *L’Avenir National*, 10 juin 1915. p. 6. [↑](#footnote-ref-190)
190. « Une ligue de défense nationale est fondée ici avec enthousiasme », *L’Avenir National*, 29 juillet 1915, p. 8 ; « Ils parleront de défense nationale », *L’Avenir National*, 27 juillet 1915, p. 8. [↑](#footnote-ref-191)
191. « John Bass parle de la nécessité de se tenir prêt », *L’Avenir National*, 20 septembre1915, p. 8. [↑](#footnote-ref-192)
192. « Ligue de défense du N.H. a enfin branche de radio », *L’Avenir National*, 1 mai 1916, p. 3. [↑](#footnote-ref-193)
193. « Parade monstre dans les rues de New York », *L’Avenir National*, 13 mai 1916, p. 1. [↑](#footnote-ref-194)
194. « Grande parade de préparation militaire à Boston », *L’Avenir National*, 26 mai 1916, p. 6 ; « Manchester prend part à la parade guerrière à Boston », *L’Avenir National*, 27 mai 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-195)
195. « L’organisation se prépare à la défense du pays », *L’Avenir National*, 20 mars 1917, p. 3 ; « Le New Hampshire dans le mouvement pour la défense nationale », *L’Avenir National*, 22 mars 1917, p. 1. [↑](#footnote-ref-196)
196. « L’appel de la Garde Nationale », *L’Avenir National*, 30 mars 1917, p. 1 ; « Résolution patriotique du Conseil des Cent », *L’Avenir National*, 31 mars 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-197)
197. « Notre ville affiche demain son patriotisme », *L’Avenir National*, 22 mars 1917, p. 10 ; « La ville donne un bel exemple de patriotisme », *L’Avenir National*, 2 avril 1917, p. 1. [↑](#footnote-ref-198)
198. « L’unique bureau de recrutement pour le N.H. ici », *L’Avenir National*, 18 mars 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-199)
199. « “Faut des recrues pour notre armée” – Le Capt. Cordier », *L’Avenir National*, 21 mars 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-200)
200. « Le recrutement », *L’Avenir National*, 27 mars 1916, p. 8. [↑](#footnote-ref-201)
201. « Le sergent Ward doit s’efforcer de recruter à Concord », *L’Avenir National*, 31 mars 1916, p. 9 ; « Nouvelles recrues ont été acceptées », *L’Avenir National*, 16 mars 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-202)
202. « Nouvelle recrue de Manchester au fort Slocum, N.Y », *L’Avenir National*, 11 juillet 1916, p. 5 ; « Sur deux recrues nouvelles une est acceptée au camp, N.Y », *L’Avenir National*, 11 juillet 1916, p. 5 [↑](#footnote-ref-203)
203. « L’offre généreuse de la cie A’skeag ferait des recrues », *L’Avenir National*, 28 juin 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-204)
204. « Les Canados et le service militaire », *L’Avenir National*, 5 juillet 1916, p. 16. [↑](#footnote-ref-205)
205. « La milice attend l’ordre de partir pour la frontière », *L’Avenir National*, 12 juillet 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-206)
206. « Le recrutement se fait graduellement au 1er régiment », *L’Avenir National*, 3 juillet 1916, p. 1 ; « Les recrues sont plus nombreuses au 1er régiment », *L’Avenir National*, 6 juillet 1916, p. 3 ; « Le 1er régiment du N. Hampshire va partir lundi », *L’Avenir National*, 8 juillet 1916, p. 1 ; « La milice attend l’ordre de partir pour la frontière », *L’Avenir National*, 12 juillet 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-207)
207. « Régiment du N. H. partira pour les frontières à 1 P.M », *L’Avenir National*, 15 juillet 1916, p. 10 ; « 98,000 miliciens aux frontières », *L’Avenir National*, 18 juillet 1916, p. 1. [↑](#footnote-ref-208)
208. « La conscription militaire », *L’Avenir National*, 26 décembre 1916, p. 4. [↑](#footnote-ref-209)
209. *Ibid*., p. 4. [↑](#footnote-ref-210)
210. *Ibid*., p. 4. [↑](#footnote-ref-211)
211. « Les Canadiens français et la guerre », *L’Avenir National*, 27 décembre 1916, p. 9. [↑](#footnote-ref-212)
212. « Ce que sera le 2e contingent canadien », *L’Avenir National*, 6 octobre 1914. p. 3 ; « Le Canada et la guerre », *L’Avenir National*, 9 octobre 1914. p. 3. [↑](#footnote-ref-213)
213. « 3 nouveaux bataillons », *L’Avenir National*, 1 juillet 1915, p. 3 [↑](#footnote-ref-214)
214. « Brigade d’artillerie recrute à Québec », *L’Avenir National*, 14 février 1916, p. 4 [↑](#footnote-ref-215)
215. « Chicoutimi parlera de recrutement », *L’Avenir National*, 16 février 1916, p. 1. [↑](#footnote-ref-216)
216. « Le recrutement dans Chicoutimi », *L’Avenir National*, 23 mars 1916, p. 2. [↑](#footnote-ref-217)
217. « Les Canadiens français font leur part », *L’Avenir National*, 20 novembre 1915, p. 6. [↑](#footnote-ref-218)
218. « La loyauté des Canadiens français », *L’Avenir National*, 14 février 1916, p. 4. [↑](#footnote-ref-219)
219. « L’héroïsme des C.-F. qui sont au front », *L’Avenir National*, 11 novembre 1916, p. 5. [↑](#footnote-ref-220)
220. « Soldat C. Lemire envoie nouvelles du front français », *L’Avenir National*, 12 octobre 1915, p. 6 ; état de service Gnr L. Lemire, consulté le 22 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-221)
221. « Conrad Lemire un artilleur encore au feu », *L’Avenir National*, 24 octobre 1916, p. 8. [↑](#footnote-ref-222)
222. « D’intéressantes nouvelles de la guerre d’Europe », *L’Avenir National*, 31 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-223)
223. État de service Gnr L. Lemire, consulté le 22 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-224)
224. « L’artilleur Lemire a perdu une jambe », *L’Avenir National*, 1er octobre 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-225)
225. État de service Pte A. Dubrûle, consulté le 22 septembre 2019. Note. Comme la majorité des militaires qui servent en Europe à l’époque, les évacuations médicales pour combattre l’influenza sont généralement d’une durée de vingt-cinq jours. [↑](#footnote-ref-226)
226. « Autre lettre du clairon Dubrûle du 22e canadien », *L’Avenir National*, 3 octobre 1915, p. 6. [↑](#footnote-ref-227)
227. *Ibid*., p. 6. [↑](#footnote-ref-228)
228. « M. Albert Dubrûle un soldat au feu écrit à sa sœur », *L’Avenir National*, 26 octobre 1915, p. 6 ; état de service Pte A. Dubrûle, consulté le 22 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-229)
229. État de service Pte A. Dubrûle, consulté le 22 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-230)
230. « D’intéressantes nouvelles de la guerre d’Europe », *L’Avenir National*, 31 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-231)
231. « Intéressante lettre du clairon Dubrûle du 22ième bataillon », *L’Avenir National*, 6 septembre 1918, p. 8 ; « Le clairon Dubrûle donne encore des nouvelles aux siens », *L’Avenir National*, 8 octobre 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-232)
232. « Une autre lettre d’Albert Dubrûle clairon du 22ième », *L’Avenir National*, 11 juin 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-233)
233. « Nouvelle du clairon A. Dubrûle », *L’Avenir National*, 9 juillet 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-234)
234. « Lettre du clairon Albert Dubrûle du 22e régiment C.-F », *L’Avenir National*, 2 novembre 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-235)
235. « Le caporal Halde écrit à un ami de Manchester-Ouest », *L’Avenir National*, 14 janvier 1916, p. 7 ; « Le caporal Halde du 22e Régiment blessé au front », *L’Avenir National*, 25 janvier 1916, p. 6. [↑](#footnote-ref-236)
236. « Le caporal Halde se distingue fort au front de France », *L’Avenir National*, 26 août 1916, p. 5 [↑](#footnote-ref-237)
237. « Le caporal Halde écrit à un ami de Manchester-Ouest », *L’Avenir National*, 14 janvier 1916, p. 7 ; « Le caporal Halde du 22e Régiment blessé au front », *L’Avenir National*, 25 janvier 1916, p. 6. [↑](#footnote-ref-238)
238. « D’intéressantes nouvelles de la guerre d’Europe », *L’Avenir National*, 31 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-239)
239. État de service caporal Uldéric Halde, consulté le 29 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-240)
240. État de service Pte A. Bourassa, consulté le 29 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-241)
241. « Les Canadiens français font leur part », *L’Avenir National*, 14 octobre 1916, p. 10 ; Gagnon, op. cit., p. 423. [↑](#footnote-ref-242)
242. « Will. Cyr soldat du roi Georges V vivait jadis ici », », *L’Avenir National*, 12 octobre 1915, p. 6. [↑](#footnote-ref-243)
243. États de service Cpl W. Cyr, consulté le 22 septembre 2019 ; Gerald William Lingen Nicholson, « Fabeck Graben and Zollern Graben, 15–20 September», *Canadian Expeditionary Force, 1914–1919: Official History of the Canadian Army in the First World War*, Ottawa, Roger Duhamel, Imprimeur de la Reine et contrôleur de la papeterie, 1962, p.170-174 ; « Le soldat Cyr mort en France son père averti », *L’Avenir National*, 3 octobre 1916, p. 8. [↑](#footnote-ref-244)
244. « Les Canadiens français font leur part », *L’Avenir National*, 20 décembre 1916, p. 3. [↑](#footnote-ref-245)
245. « Le soldat Morin est au front et il se porte bien », *L’Avenir National*, 17 août 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-246)
246. État de service Pte F. Morin, consulté le 29 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-247)
247. « Les Anglais ont fait 9,000 prisonniers et capturé 40 canons », *L’Avenir National*, 10 avril 1917. p. 1. [↑](#footnote-ref-248)
248. « C’est Québec qui va sauver la situation », *L’Avenir National*, 19 juillet 1917, p. 2 ; « L’ouvrier s’insurge contre Sir Borden », *L’Avenir National*, 20 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-249)
249. « On conscrira les Canadiens aux États-Unis », *L’Avenir National*, 31 août 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-250)
250. « Le lieutenant Chevalier ici pour recruter », *L’Avenir National*, 24 octobre 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-251)
251. « Épargnez-vous le titre de déserteur », *L’Avenir National*, 2 novembre 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-252)
252. *Ibid*., p. 10. [↑](#footnote-ref-253)
253. « Le major Boyer du 22e canadien va recruter ici », *L’Avenir National*, 7 décembre 1917, p. 5 ; état de service, major Guy Boyer, consulté le 7 octobre 2019. Note. En octobre 1918, il sera récipiendaire de la Croix de Chevalier de la Légion d’Honneur. [↑](#footnote-ref-254)
254. États de service, sergent Léandre Choquette, consulté le 7 octobre 2019. [↑](#footnote-ref-255)
255. « Ces hommes arrêtent les Huns », *L’Avenir National*, 5 avril 1918, p. 2. Publicité de la mission de recrutement de la Grande-Bretagne et du Canada. [↑](#footnote-ref-256)
256. « Soldat D.E. Côté est tué au front », *L’Avenir National*, 21 mai 1915. p. 8. Note. La bataille d’Ypres ne semble pas avoir été rapportée dans *L’Avenir National* lors de la période d’avril 1915. [↑](#footnote-ref-257)
257. « Gaz asphyxiants font une victime chez les nôtres », *L’Avenir National*, 30 septembre 1915, p. 8. [↑](#footnote-ref-258)
258. « Le major Laflèche et le LT. Brosseau du 22e, blessées », *L’Avenir National*, 23 juin 1916, p. 9 ; « Le Capt. Chassé en Angleterre », *L’Avenir National*, 28 juin 1916, p. 1 ; « Deux Québécois sur les listes », *L’Avenir National*, 15 novembre 1916, p. 8 ; « Hors de combat », *L’Avenir National*, 29 novembre 1916, p. 2. [↑](#footnote-ref-259)
259. « Québécois revenus du feu, et blessés », *L’Avenir National*, 10 novembre 1916, p. 4 ; état de service Lt C.H. Routier, consulté le 29 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-260)
260. « Le Lieut. Hudon est tué au feu », *L’Avenir National*, 11 novembre 1916, p. 5 ; état de service Lt J.O. Hudon, consulté le 29 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-261)
261. « La mort héroïque du Lieut. Hudon », *L’Avenir National*, 29 novembre 1916, p. 7. [↑](#footnote-ref-262)
262. Note. Il doit être né approximativement au printemps 1898. [↑](#footnote-ref-263)
263. État de service Alfred (Fred) Bretrand, consulté le 3 octobre 2019 ; Nicholson, *op. cit.,* « Thiepval Ridge, 26-28 Septembre », p. 174–180. [↑](#footnote-ref-264)
264. « Alf. Bertrand soldat canadien un des disparus », *L’Avenir National*, 5 mai 1917, p. 17. [↑](#footnote-ref-265)
265. « Supposé déserteur est arrêté ici hier », *L’Avenir National*, 11 juillet 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-266)
266. « M. Quirin reçoit des Nouvelles de la vielle Europe », *L’Avenir National*, 19 juin 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-267)
267. *Ibid*., 19 juin 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-268)
268. Cochet et Porte, « Mutineries — mutineries en France », p. 741-743. [↑](#footnote-ref-269)
269. « Le 1er du N. H. va garder les postes avancés », *L’Avenir National*, 23 novembre 1916, p. 14. [↑](#footnote-ref-270)
270. *Ibid*., 23 novembre 1916, p. 14. [↑](#footnote-ref-271)
271. « Avec nos gars à la frontière du Rio Grande », *L’Avenir National*, 5 décembre 1916, p. 10. [↑](#footnote-ref-272)
272. « Le 1er régiment du New Hampshire revient sous peu », *L’Avenir National*, 22 janvier 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-273)
273. « Notre régiment passé en revue et on l’admire », *L’Avenir National*, 9 février 1917, p. 1 et 5. [↑](#footnote-ref-274)
274. « La Brigade Franco-Américaine est prête à aller se battre », *L’Avenir National*, 7 février 1917, p. 2. [↑](#footnote-ref-275)
275. « L’Amoskeag fait les préparatifs d’un régiment », *L’Avenir National*, 10 février 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-276)
276. « Le Président proclame l’état de guerre avec l’Empire allemand », *L’Avenir National*, 6 avril 1917, p. 1. [↑](#footnote-ref-277)
277. « Ce que vous pouvez faire », *L’Avenir National*, 4 octobre 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-278)
278. « Notes du carnet », *L’Avenir National*, 24 avril 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-279)
279. « Le recrutement dans Manchester battra le record », *L’Avenir National*, 10 avril 1917, p. 7 ; « Le recrutement au bureau local », *L’Avenir National*, 12 avril 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-280)
280. « Le recrutement au poste va bon train », *L’Avenir National*, 2 mai 1917, p. 5 ; « La marine a fait plusieurs recrues », *L’Avenir National*, 4 mai 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-281)
281. « Notes du carnet », *L’Avenir National*, 5 mai 1917, p. 17 ; « Notes du carnet », *L’Avenir National*, 18 avril 1917, p. 5 ; « Une moyenne de dix par jour », *L’Avenir National*, 18 avril 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-282)
282. « Des ralliements à deux théâtres dimanche soir », *L’Avenir National*, 3 mai 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-283)
283. « Une salve peu banale au drapeau », *L’Avenir National*, 4 mai 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-284)
284. « Cent cinquante s’engagent pour défendre le pays », *L’Avenir National*, 7 mai 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-285)
285. « Le recrutement va de mieux en mieux », *L’Avenir National*, 8 mai 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-286)
286. « Cinq médecins de cette ville sont officiers », *L’Avenir National*, 8 mai 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-287)
287. « De jeunes braves sont applaudis à leur départ hier », *L’Avenir National*, 10 mai 1917, p. 8. Note. Les recrues que nous avons identifiées comme étant Franco-Américains de Manchester seraient : F. Bouchard, William Roy, Charles Vadeboncoeur et Aldor Dufresne. [↑](#footnote-ref-288)
288. « Sept recrues pour la marine des É.-U », *L’Avenir National*, 15 mai 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-289)
289. « 32 recrues vont hier après-midi au Fort Slocum », *L’Avenir National*, 18 mai 1917, p. 10 ; « Les recrues pour le Fort Slocum », *L’Avenir National*, 24 mai 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-290)
290. « L’enrôlement bon en 2 mois mais pas assez », *L’Avenir National*, 2 juin 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-291)
291. « Nouvelles recrues à fort Slocum, ME », *L’Avenir National*, 22 juin 1917, p. 7. [↑](#footnote-ref-292)
292. « Une campagne de recrutement commencée hier », *L’Avenir National*, 26 juin 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-293)
293. « Des assemblées tenues en faveur du recrutement », *L’Avenir National*, 30 juin 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-294)
294. « Voici la liste de ceux qui sont sujets à être conscrits pour l’armée nationale », *L’Avenir National*, 9 juillet 1917, p. 4 ; 10 juillet 1917, p. 5 ; 11 juillet 1917, p 8 ; 12 juillet p. 3 ; « La conscription et son effet sur les nôtres d’ici », « La conscription », « Les conscrits », *L’Avenir National*, 20 juillet 1917, p. 1, 3, et 5 ; « La liste des conscrits », *L’Avenir National*, 23 juillet 1917, p. 4 et 5 ; « La liste des conscrits », *L’Avenir National*, 25 juillet 1917, p. 6 ; « La liste des conscrits », *L’Avenir National*, 27 juillet 1917, p. 3 ; « La liste des conscrits », *L’Avenir National*, 28 juillet 1917. p. 4. Note. Les quatre listes de conscrits comprennent chacune approximativement 600 noms de citoyens de Manchester. [↑](#footnote-ref-295)
295. « Nouvelles recrues pour Fort Slocum », *L’Avenir National*, 24 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-296)
296. « On envoie d’ici 39 recrues hier c’est un record », *L’Avenir National*, 25 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-297)
297. « Manchester tient le record pour le nombre de recrues », *L’Avenir National*, 11 septembre 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-298)
298. « Le départ de nos conscrits », *L’Avenir National*, 20 septembre 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-299)
299. « Un recruteur devra parler français aussi », *L’Avenir National*, 31 octobre 1917, p. 12. [↑](#footnote-ref-300)
300. « Cinq mille vont voir partir les volontaires hier », *L’Avenir National*, 14 décembre 1917, p. 12. [↑](#footnote-ref-301)
301. « Un grand besoin d’hommes pour la section d’aviation », *L’Avenir National*, 27 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-302)
302. « Le New Hampshire a 9,000 hommes sous les armes », *L’Avenir National*, 28 mars 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-303)
303. Albert, Bélanger, Le guide officiel des Franco-Américains, Fall River, Massachusetts, 1921, p. 135. [↑](#footnote-ref-304)
304. « Le recrutement des infirmières par tout l’États », *L’Avenir National*, 6 juin 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-305)
305. « Bertrand Tremblay s’en va en France comme ambulancier », *L’Avenir National*, 31 mai 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-306)
306. « Bonnes nouvelles de Bertrand Tremblay », *L’Avenir National*, 9 septembre 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-307)
307. « Le marin Hébert fut aussi soldat pendant 4 années », *L’Avenir National*, 26 juin 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-308)
308. « Deux des nôtres sont ingénieurs de 1ere classe », *L’Avenir National*, 14 juin 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-309)
309. « Poste de confiance à un Canadien du New Hampshire », *L’Avenir National*, 15 juin 1917, p. 1. [↑](#footnote-ref-310)
310. « M. Quirin reçoit des Nouvelles de la vielle Europe », *L’Avenir National*, 19 juin 1917, p. 6 ; « M. Quirin écrit », *L’Avenir National*, 24 juillet 1917, p. 6 ; « D’intéressantes nouvelles de la guerre d’Europe », *L’Avenir National*, 31 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-311)
311. « Lettres d’Europe reçues par M. et Mme Eug. Quirin », *L’Avenir National*, 12 février 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-312)
312. « L’ambulancier F. X. Laflamme écrit d’Europe », *L’Avenir National*, 10 octobre 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-313)
313. « Une bonne missive d’Arthur Soucy à un vieil ami », *L’Avenir National*, 11 août 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-314)
314. « M. Arthur Soucy marin à Newport écrit à un ami », *L’Avenir National*, 7 décembre 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-315)
315. « Le caporal Beaudet ira à Plattsburg N.Y », *L’Avenir National*, 11 mai 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-316)
316. « Article de M. X. sur la cérémonie de dimanche », *L’Avenir National*, 8 mai 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-317)
317. « La “Croix de Guerre” accordée à un neveu du Rév. M. Davignon », *L’Avenir National*, 31 août 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-318)
318. « Le drapeau de Saint-Georges a 250 étoiles », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-319)
319. « Le drapeau de Saint-Georges a 250 étoiles », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-320)
320. « Drapeau du souvenir à St-Augustin », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-321)
321. « Ste-Marie aura son drapeau de service demain », *L’Avenir National*, 29 juin 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-322)
322. « Les compagnies seront portées à cent hommes », *L’Avenir National*, 13 avril 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-323)
323. « La compagnie A avec 22 recrues quasi au complet », *L’Avenir National*, 12 juin 1917, p. 6 ; « Nos soldats sont partis pour Concord », *L’Avenir National*, 27 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-324)
324. « La Garde Nationale à la cathédrale S.J. ; C’est demain que nos gars se mobilisent », *L’Avenir National*, 24 juillet 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-325)
325. « Les troupes du New Hampshire sont mobilisées », *L’Avenir National*, 25 juillet 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-326)
326. « Les troupes commencent la vie militaire réglée au Camp Keyes à Concord », *L’Avenir National*, 28 juillet 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-327)
327. « La compagnie A subit l’examen avec succès », *L’Avenir National*, 2 août 1917, p. 3 ; « Les miliciens mangent bien quoi qu’on dise », *L’Avenir National*, 6 août 1917, p. 8. [↑](#footnote-ref-328)
328. « Le régiment part de Concord et va au Massachusetts », *L’Avenir National*, 22 août 1917, p. 6 [↑](#footnote-ref-329)
329. « Des nouvelles du soldat Doré de la compag. A », *L’Avenir National*, 25 août 1917, p. 1 ; « Ils s’amusent avant de partir pour la guerre », *L’Avenir National*, 28 août 1917, p. 8 [↑](#footnote-ref-330)
330. « Nos Lafayette sont en France depuis mercredi », *L’Avenir National*, 15 octobre 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-331)
331. « Nos pioupious aiment fort la vie du soldat », *L’Avenir National*, 22 décembre 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-332)
332. « Le soldat Tremblay écrit à des amis et se dit satisfait », *L’Avenir National*, 8 février 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-333)
333. « Le lieutenant H. Jutras écrit d’Europe », *L’Avenir National*, 23 mars 1918, p. 10. [↑](#footnote-ref-334)
334. « Notre régiment du N. Hampshire est à l’honneur », *L’Avenir National*, 5 décembre 1917. p. 5. [↑](#footnote-ref-335)
335. « Le régiment de col. Healy est en France », *L’Avenir National*, 10 avril 1918. p. 10. [↑](#footnote-ref-336)
336. « Le Capt. Hebert veut des recrues », *L’Avenir National*, 12 mai 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-337)
337. « La compagnie C du Cap. Hebert compte 40 hommes », *L’Avenir National*, 23 mai 1917, p. 4 ; « La compagnie C garde de l’État compte 61 », *L’Avenir National*, 2 juin 1917, p. 5 ; « L’entrainement hebdomadaire de la “Home Guard” », *L’Avenir National*, 23 août 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-338)
338. « La garde d’état a remplacé les agents en grève », *L’Avenir National*, 24 septembre 1918, p. 5. [↑](#footnote-ref-339)
339. « M. Émile Côté est le premier d’ici qui tombe », *L’Avenir National*, 1er mars 1918, p. 1. [↑](#footnote-ref-340)
340. « Le soldat Lacasse blessé au front », *L’Avenir National*, 16 mars 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-341)
341. « Le soldat Savoy est indisposé en Angleterre », *L’Avenir National*, 26 mars 1918, p. 2 ; « Le sergent W. Mailloux a été blessé », *L’Avenir National*, 5 décembre 1917, p. 5 ; « Léo Normandeau écrit de France et personnel », *L’Avenir National*, 29 avril 1918, p. 3 ; « Nos gars à l’armée et dans la marine », *L’Avenir National*, 30 avril 1918, p. 6 ; « Le soldat Nadeau meurt en France », *L’Avenir National*, 1er mai 1918, p. 2 ; « Avis officiel de la mort de Stanis Cullerot », *L’Avenir National*, 1er mai 1918, p. 8 ; « Le cap. Abott de la batterie blessé en France », *L’Avenir National*, 2 mai 1918, p. 6 [↑](#footnote-ref-342)
342. « Nos gars à l’armée et dans la marine », *L’Avenir National*, 26 mars 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-343)
343. « L’aubaine du soldat bi-lingue (sic) », *L’Avenir National*, 23 mai 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-344)
344. « Lettre d’un soldat », *L’Avenir National*, 25 mai 1918, p. 4. [↑](#footnote-ref-345)
345. « Le soldat Groux va en tranchées et il en revient », *L’Avenir National*, 27 mars 1918, p. 4. [↑](#footnote-ref-346)
346. « Intéressante lettre du clairon Dubrûle », *L’Avenir National*, 4 juin 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-347)
347. « Un obus envoyé par le soldat Lambert », *L’Avenir National*, 24 août 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-348)
348. « Les deux Boisvert sont à l’hôpital », « Intéressante lettre du soldat Labonté », « Le mécanicien Ern. Constant a 7 blessures », « La mort héroïque du caporal Ross », « Des nouvelles du front occidental » et « Lettres de France » (soldats Daneault, Gagnon et Lapointe), *L’Avenir National*, 24 août 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-349)
349. « Mort en France du soldat côté cie A du 103e» et « Le soldat E. Gagné grièvement blessé », *L’Avenir National*, 26 août 1918, p. 1. [↑](#footnote-ref-350)
350. « Le lieut. Burpée est encore vivant », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 3. Note. La famille Burpée a reçu un télégraphe de la Croix-Rouge. [↑](#footnote-ref-351)
351. « La conférence de M. le Comte de Poncheville », *L’Avenir National*, 13 avril 1917, p. 5 ; Annonce publicitaire de l’Association canado-américaine pour une séance d’information qui sera tenue le 27 avril 1915. *L’Avenir National*, 24 avril 1917, p. 4. Note. Les billets sont en vente aux prix de 1,00 $, 0,75 $, 0,50 $ et 0,35 $. De plus, M. Tellier de Poncheville deviendra membre de l’Académie française. [↑](#footnote-ref-352)
352. « M. le Chanoine G.B. Cabanel parle de l’âme de la France incarnée dans ses défenseurs », *L’Avenir National*, 4 avril 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-353)
353. « La Croix-Rouge fait un appel pour des fonds », *L’Avenir National*, 13 avril 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-354)
354. « Plusieurs dames demandent de la laine à tricoter », *L’Avenir National*, 24 avril 1917, p. 8 [↑](#footnote-ref-355)
355. « Manchester doit sa contribution à la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 13 juin 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-356)
356. « Les Obsèques d’Une Ville *(Sic)* », *L’Avenir National*, 18 juin 1917, p. 4. Publicité pour une conférence. [↑](#footnote-ref-357)
357. « On a plus que la moitié du fonds de guerre », *L’Avenir National*, 22 juin 1917, p. 7. [↑](#footnote-ref-358)
358. « $522.45 perçut pour la Croix-Rouge à N.-Dame », *L’Avenir National*, 27 juin 1917, p. 3. [↑](#footnote-ref-359)
359. « Le carnaval de la Croix-Rouge va se prolonger », *L’Avenir National*, 12 juillet 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-360)
360. « Le gouverneur au carnaval de la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 13 juillet 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-361)
361. « Le soldat sera au carnaval de la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 5 juillet 1917, p. 5. [↑](#footnote-ref-362)
362. « La Croix-Rouge de cette ville a fait beaucoup », *L’Avenir National*, 4 août 1917, p. 8. Note la liste détaillée des items est la suivante : pyjamas (310 paires), bas de laine (92 paires), chemises de lit (298), robes de convalescence (48), mouchoirs de tissus (1 236), souliers (25 praires) et sacs de réconfort (103). De plus, des items pour les salles d’opération sont aussi confectionnés comme des robes d’opérations (99), des casques (42), des bonnets en forme de heaumes (78), des paires de couvre poignets (109), des mitaines pour les bains, des débarbouillettes, des éponges et des bandages pour les yeux. [↑](#footnote-ref-363)
363. « La Croix-Rouge fait très bien », *L’Avenir National*, 27 février 1918, p. 7. [↑](#footnote-ref-364)
364. « Ce que l’on fait pour la C.-R. au Cercle National », *L’Avenir National*, 21 février 1918, p. 13. [↑](#footnote-ref-365)
365. « Les femmes de Notre-Dame et la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 18 juin 1918, p. 6 ; « Les femmes de Notre-Dame et la Croix-Rouge », *L’Avenir National*, 16 juillet 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-366)
366. « Concerts M.P.A. de 1917 pour la Croix-Rouge AM », *L’Avenir National*, 14 septembre 1917, p. 10. [↑](#footnote-ref-367)
367. « La poussée de la Croix-Rouge débutera mardi », *L’Avenir National*, 13 mai 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-368)
368. « Le groupe de la Croix-Rouge de St-Augustin. 23 mai 1918, p. 4. [↑](#footnote-ref-369)
369. « On a souscrit quasi $54,000 en cette ville », *L’Avenir National*, 23 mai 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-370)
370. « Sur le tocsin on somme 1-3-3 c’est $1,333,000 », *L’Avenir National*, 28 mai 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-371)
371. « La nouvelle émission de bons », *L’Avenir National*, 13 octobre 1917, p.6. [↑](#footnote-ref-372)
372. « Aux Américains de Naissance étrangère », *L’Avenir National*, 22 octobre 1917, p. 5. Publicité American Association of Foreign Language Newspapers, Inc. [↑](#footnote-ref-373)
373. « La vie vaut plus que l’argent », *L’Avenir National*, 20 octobre 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-374)
374. « Le 3e emprunt de la Liberté », *L’Avenir National*, 27 mars 1918, p. 4. [↑](#footnote-ref-375)
375. « La campagne de l’emprunt presque prête », *L’Avenir National*, 28 février 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-376)
376. « Manchester devra souscrire quelque 2 millions de quarts », *L’Avenir National*, 4 avril 1918, p. 1 ; « La quote-part de Manchester est $2,308,000.00 », *L’Avenir National*, 5 avril 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-377)
377. *Ibid*., p. 3. [↑](#footnote-ref-378)
378. « Un ralliement patriotique pour l’emprunt de la Liberté à la salle du club Joliet », *L’Avenir National*, 9 avril 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-379)
379. *Ibid.,* p. 6. [↑](#footnote-ref-380)
380. « On espère finir la campagne de l’emprunt samedi », *L’Avenir National*, 16 avril 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-381)
381. « La campagne du 3ieme emprunt dans la N.-A », *L’Avenir National*, 18 avril 1918, p. 1. [↑](#footnote-ref-382)
382. « Le patriotisme de notre ville se révèle bien », *L’Avenir National*, 22 avril 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-383)
383. « Notre ville ajoute encore à son triomphe », *L’Avenir National*, 30 avril 1918, p. 8 ; « Les souscriptions de Manchester sont $3,330,400 », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-384)
384. « Les préparatifs de la campagne du 4me emprunt », *L’Avenir National*, 17 septembre 1918, p. 2. [↑](#footnote-ref-385)
385. « La campagne du 4e emprunt de la Libertés », *L’Avenir National*, 8 octobre 1918, p. 8 ; « Une somme de $115,450.00 est obtenue hier », *L’Avenir National*, 10 octobre 1918, p. 8 ; « Quatrième emprunt », *L’Avenir National*, 21 octobre 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-386)
386. « L’emprunt un vrai triomphe à Manchester », *L’Avenir National*, 19 octobre 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-387)
387. « La poussée des timbres va de l’avant », *L’Avenir National*, 11 juin 1918, p. 6 ; « On a 4105,00 dans la poussée du go-the limit et pour la vente de timbres de guerre », *L’Avenir National*, 18 juin 1918, p. 8 ; « La poussée de l’Assomption ne languit pas », *L’Avenir National*, 22 juin 1918, p. 3 ; « L’ouverture de la campagne des timbres ce matin et autres recettes pour le collège de l’Assomption », *L’Avenir National*, 24 juin 1918. p. 8 ; « Une soirée pour encourager la vente des timbres », *L’Avenir National*, 26 juin 1918, p. 7 ; « Glorieuse fin de la poussée des épargnes », *L’Avenir National*, 29 juin 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-388)
388. Rhode Island Statewide Planning, One Capitol Hill, Providence, RI 02908, <http://www.planning.ri.gov/documents/census/popcounts_est/pop_cities_towns_historic_1790-2010.pdf>. Consulté le 23 octobre 2019. [↑](#footnote-ref-389)
389. Lemelin, *op. cit*., p. 6. [↑](#footnote-ref-390)
390. Bélanger, *op. cit.*, p. 172-174. [↑](#footnote-ref-391)
391. Ce pourcentage provient des données du *Guide officiel des Franco-Américains* (1921) et du recensement américain de 1920. [↑](#footnote-ref-392)
392. Roby, *op. cit.,* p. 286. [↑](#footnote-ref-393)
393. « Le drapeau de Saint-Georges a 250 étoiles », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6 ; « Drapeau du souvenir à St-Augustin », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6 ; « Ste-Marie aura son drapeau de service demain », *L’Avenir National*, 29 juin 1918, p. 8 ; Albert, Bélanger, *op. cit*., p. 135-138. [↑](#footnote-ref-394)
394. Ce pourcentage provient des données du *Guide officiel des Franco-Américains* (1921) et du recensement américain de 1920. [↑](#footnote-ref-395)
395. Ses données semblent être réalistes, car le nombre de vétérans qu’il mentionne correspond au nombre d’étoiles qu’abordent les drapeaux de service, car chacune d’elle représente un militaire enrôlé par paroisse, qui a été annoncé par *L’Avenir National*. [↑](#footnote-ref-396)
396. « Le drapeau de Saint-Georges a 250 étoiles », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6. [↑](#footnote-ref-397)
397. « Le drapeau de Saint-Georges a 250 étoiles », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6 ; « Drapeau du souvenir à St-Augustin », *L’Avenir National*, 17 juin 1918, p. 6 ; « Ste-Marie aura son drapeau de service demain », *L’Avenir National*, 29 juin 1918, p. 8 ; Bélanger, *op. cit*., p. 135-138. Note, selon Bélanger les paroisses de Saint-Augustin, Sainte-Marie et Saint-Georges auraient mathématiquement contribuées 556 soldats, mais nous savons que ces paroisses ont ensemble un total de 770 étoiles qui figurent sur leur drapeau de service et ce dernier chiffre nous parait plus crédible. [↑](#footnote-ref-398)
398. Bélanger, *op. cit.,* p. 135 et *Deuxième partie* *noms des soldats et matins « Franco-Américains qui ont pris part à la Grande Guerre 1914-1918 »*, p. 214 et 295-299. [↑](#footnote-ref-399)
399. « Le recrutement des infirmières par tout l’États », *L’Avenir National*, 6 juin 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-400)
400. Gagnon, *op. cit.,* p. 349. [↑](#footnote-ref-401)
401. *Ibid.,* p. 349. [↑](#footnote-ref-402)
402. *Ibid.,* p. 347. [↑](#footnote-ref-403)
403. Bélanger, *op. cit.,* p. 172-174 et *Deuxième partie* *noms des soldats et matins « Franco-Américains qui ont pris part à la Grande Guerre 1914-1918 »*. p. 315-317. [↑](#footnote-ref-404)
404. « L’emprunt de la liberté a été un grand succès », *L’Avenir National*, 15 juin 1917, p. 1 [↑](#footnote-ref-405)
405. Lemelin, *op. cit.,* p. 94. [↑](#footnote-ref-406)
406. *Ibid*., p. 94-95. [↑](#footnote-ref-407)
407. « Des milliards d’obligations de la liberté pour des millions d’hommes », *L’Avenir National*, 24 septembre 1917, p. 4. [↑](#footnote-ref-408)
408. « La nouvelle émission de bons », *L’Avenir National*, 13 octobre 1917, p. 6 ; « Lisez l’histoire et vous achèterez des bons et un comité pour se préparer au “Liberty Day” ». 17 octobre 1917, p. 6 ; « La vie vaut plus que l’argent. 20 octobre 1917, p. 4 ; “Le patriotisme en action. 24 octobre 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-409)
409. « Le second emprunt de la Liberté », *L’Avenir National*, 1er octobre 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-410)
410. « Généreuse réponse pour le salut de la liberté », *L’Avenir National*, 6 octobre 1917, p. 6. [↑](#footnote-ref-411)
411. Lemelin, *op. cit.,* p. 95-96. [↑](#footnote-ref-412)
412. Lemelin, *op. cit.,* p. 95. [↑](#footnote-ref-413)
413. « La quote-part de Manchester est $2,308,000.00 », *L’Avenir National*, 5 avril 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-414)
414. « Un drapeau d’honneur à notre ville », *L’Avenir National*, 1er mai 1918, p. 3 ; « Les souscriptions de Manchester sont $3,330,400 », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-415)
415. « Notre ville ajoute encore à son triomphe », *L’Avenir National*, 30 avril 1918, p. 8 ; « Les souscriptions de Manchester sont $3,330,400 », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-416)
416. « Un drapeau d’honneur à notre ville », *L’Avenir National*, 1er mai 1918, p. 3 ; « Les souscriptions de Manchester sont $3,330,400 », *L’Avenir National*, 3 mai 1918, p. 8 ; Lemelin, *op. cit*., p. 96. [↑](#footnote-ref-417)
417. « Quatrième emprunt », *L’Avenir National*, 21 octobre 1918, p. 3. [↑](#footnote-ref-418)
418. « L’emprunt un vrai triomphe à Manchester », *L’Avenir National*, 19 octobre 1918, p. 8. [↑](#footnote-ref-419)
419. Lemelin, *op. cit.,* p. 94. Voir note de bas de page. [↑](#footnote-ref-420)
420. *Ibid*., p. 100. [↑](#footnote-ref-421)
421. *Ibid*., p. 100 et 103. [↑](#footnote-ref-422)